CRC-014
2023-05-02
A. Martin

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

OPPOSITION OFFICIELLE

22-601-05-01

Votre gouvernement

Québec

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ1	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
PLQ2	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
PLQ3	Concernant les consultations ministérielles conduites par le ministre et/ou son cabinet (incluant les groupes de travail, mais excluant les consultations parlementaires en commission) : a) sujet de chaque consultation; b) dates des rencontres pour chaque consultation; c) liste des personnes ou des groupes invités; d) employés impliqués; e) nombre d'heures totales investies par le ministère dans chaque consultation; f) coût de chaque consultation ventilé par poste de dépense (location d'espace, salaires, papeteries, remboursements des participants, etc.); g) préciser pour chacune si la consultation a eu lieu avant ou après le dépôt du projet de loi; h) les résultats des consultations.
PLQ4	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
PLQ5	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
PLQ6	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de production de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les coûts de placement média, ventilé par type de média (imprimé, radio, télé, web); f) les objectifs visés par chaque campagne.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ7	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé; d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
PLQ8	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, le département ou la division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la Direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
PLQ9	Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés congédiés au ministère et pour chacun des organismes qui en relèvent, par secteur d'activités, et la raison du congédiement.
PLQ10	Pour l'année 2022-2023, dans le cadre du plan de régionalisation du gouvernement qui vise à transférer 5 000 emplois de l'administration publique d'ici 2028, combien de postes ont été transférés ou seront transférés hors des grands centres d'ici le 30 septembre prochain.
PLQ11	État du nombre de places par région incluant les informations suivantes, catégorisées par type de service de garde (centre de la petite enfance, garderie en milieu familial régi, milieu familial non régi, garderie privée subventionnée et garderie privée non subventionnée) : a) nombre de places disponibles (pour le milieu familial, veuillez indiquer le nombre de places prévues à l'agrément et le nombre de places réelles offertes); b) nombre de places occupées; c) nombre d'enfants en attente de place; d) nombre de places qu'il est prévu de créer durant l'année 2023-2024; e) coût estimé pour la création des places durant l'année 2023-2024.
PLQ12	Indiquer la répartition régionale des places en service de garde qui ont été développées au cours de l'année 2022-2023et prévisions pour 2023-2024 : a) par région; b) par type de service de garde; c) au total.
PLQ13	Indiquer le nombre de poupons dans les services de garde pour 2022-2023 et fournir les prévisions pour 2023-2024 : a) par région ; b) par type de service de garde ; c) au total

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ14	Veuillez nous préciser le nombre de places poupons qui sont nécessaires pour répondre aux besoins au 31 mars 2023.
PLQ15	Indiquer le nombre de places à temps partiel dans les services de garde pour 2022-2023 et fournir les prévisions pour 2023-2024 : a) par région; b) par type de services de garde; c) au total.
PLQ16	Depuis le 1er avril 2022 veuillez nous indiquer le nombre de services de garde qui ont eu l'autorisation de fournir, dans une même installation, des places subventionnées et non subventionnées. Veuillez nous indiquer : a) Le nom du service de garde ; b) Le type de service de garde (CPE, garderie privée, milieu familial) ; c) La région ; d) Le nombre total de places autorisées au permis ; e) Le nombre de places subventionnées et non subventionnées ; f) La raison de la dérogation à l'article 95 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance ; g) La date de la fin de la dérogation.
PLQ17	Depuis le 1er avril 2022, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont eu droit à une dérogation de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance ou du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance en nous indiquant : a) Le nom du service de garde ; b) Le type de service de garde (CPE, garderie privée, milieu familial) ; c) La région ; d) L'article de la loi ou du règlement qui a eu une autorisation de dérogation ; e) La raison de cette dérogation ; f) La date de la fin de la dérogation.
PLQ18	Indiquer le nombre de places en milieu de travail pour 2022-2023 et fournir les prévisions pour 2023-2024. Effectuer une ventilation par région.
PLQ19	Indiquer le nombre de places récupérées ou retournées, depuis le 1er avril 2022, en indiquant : a) Le nom de l'installation; b) La région; c) Le type de service de garde; d) La date; e) Le nombre de places; f) La raison.
PLQ20	Indiquer le nombre de places réaffectées depuis le 1er avril 2022 en indiquant : a) Le nom de l'installation; b) La région; c) Le type de service de garde; d) La date; e) Le nombre de places; f) La raison.
PLQ21	Précisez le nombre d'enfants fréquentant un service de garde, selon le type de service (CPE, RSG, garderies privées subventionnées, garderies privées non subventionnées et milieu familial régi et non régi) et selon le groupe d'âge (moins de 12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans) au 31 mars 2023.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ22	Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE, aux RSG et aux garderies privées subventionnées en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
PLQ23	Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE, aux RSG, aux garderies privées subventionnées et aux garderies non subventionnées, par région en 2022-2023, et prévisions pour 2023-2024.
PLQ24	Valeur et pourcentage de la valeur totale de la contribution parentale par type de service de garde pour une place subventionnée au 31 mars 2023.
PLQ25	Coûts totaux des places à contribution réduites pour les exercices 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024. Veuillez nous fournir cette information au global et par type de service de garde.
PLQ26	Coût réel moyen des places à contribution réduite. Précisez la contribution de l'État et celle des parents (ventiler les contributions de base et additionnelles). Précisez le pourcentage du coût représentant la contribution gouvernementale et la contribution des parents. Ventiler par type de services : CPE, garderies privées subventionnées et milieu familial (RSG) au 31 mars 2023.
PLQ27	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux ou de services administratifs (nouveau mode de financement) pour l'année financière 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
PLQ28	Indiquer le nombre de places en services de garde qui ont été converties en places subventionnées en 2022-2023, ventilé par région. Veuillez également nous fournir la date de conversion et le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées).
PLQ29	Indiquer le nombre de places et le budget accordé, par type de service (CPE en installations, milieu familial [places à l'agrément et places réellement offertes], garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions au 31 mars 2023.
PLQ30	Veuillez nous fournir le montant versé en subventions en 2022-2023 pour le financement des infrastructures des CPE, par région. Veuillez également indiquer, pour chaque CPE développé en 2022-2023, le montant total octroyé pour les infrastructures et le nombre de places.
PLQ31	Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les centres de la petite enfance (CPE), ventilé par poste budgétaire. Préciser le nombre de CPE et le nombre de places inclus dans le calcul.
PLQ32	Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les garderies en milieu familial (RSG), ventilé par poste budgétaire. Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.
PLQ33	Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les garderies privées subventionnées, ventilé par poste budgétaire. Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.
PLQ34	Le nombre de places par type de service de garde (centre de la petite enfance, garderie en milieu familial, garderie privée subventionnée, et garderie privée non subventionnée) disponible hors des horaires typiques de garderie, soit entre 7 heures et 17 heures du lundi au vendredi. Ventiler l'information par circonscription électorale et par type de service de garde.
PLQ35	Indiquer le taux d'occupation dans les services de garde par région pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ36	Indiquer le taux de présence réelle dans les services de garde par région pour 2022-2023.
PLQ37	Le nombre de services de garde qui n'a pas atteint le minimum du taux d'occupation au 31 mars 2023: a) nombre de CPE, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées ; b) nombre de garderies privées subventionnées, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées.
PLQ38	Surplus dans les centres de la petite enfance au 31 mars 2023: a) liste des CPE ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. b) liste des CPE qui ont des surplus, ventilé par région, en indiquant le surplus accumulé.
PLQ39	Dresser un état de situation concernant les projets en immobilisations et le maintien des actifs prévus pour 2022-2023, ainsi que la liste de toutes les sommes qui y seront allouées.
PLQ40	Pour les CPE, indiquer : a) le coût de développement des places en 2022-2023 et le nombre de places ; b) le coût d'annualisation des places développées en 2022-2023 ; c) l'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).
PLQ41	Pour les bureaux coordonnateurs, indiquer : a) le coût de développement des places en 2022-2023 et le nombre de places ; b) le coût d'annualisation des places développées en 2022-2023 c) l'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) ; d) indexation liée à l'augmentation de rémunération des RSG.
PLQ42	Pour les garderies privées subventionnées, indiquer : a) le coût de développement des places en 2022-2023 et le nombre de places ; b) le coût d'annualisation des places développées en 2022-2023 ; c) l'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).
PLQ43	Indiquer les besoins à combler en matière de places, par région, par catégorie d'âge pour 2022-2023. Fournir les prévisions pour 2023-2024.
PLQ44	Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au ministère en 2022-2023 ventilé par type de service de garde et par région.
PLQ45	Indiquer la ventilation, par région, des demandes de permis pour des garderies non subventionnées ainsi que le nombre de permis émis pour ce même service de garde, au 31 mars 2023.
PLQ46	La liste de tous les CPE ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2022-2023 ventilé par région. La liste doit inclure les noms des CPE et leur adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement.
PLQ47	La liste de toutes les garderies privées subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2022-2023 ventilée par région. La liste doit inclure les noms des installations, le nombre de places et leur adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ48	La liste de toutes les garderies privées non subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2022-2023 ventilée par région. La liste doit inclure les noms des installations, le nombre de places et leur adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement.
PLQ49	Depuis le 18 octobre 2018, veuillez nous indiquer la liste de tous les projets annoncés par le ministre, incluant le plan d'accélération des 11 000 places annoncé en février 2019, en indiquant : a) Le nom de l'installation ; b) La circonscription électorale ; c) L'année de l'attribution du projet ; d) La phase de développement du projet actuellement en cours ; e) L'année prévue de la réalisation du projet ; f) Si une installation temporaire a été autorisée, veuillez indiquer la date d'ouverture de l'installation temporaire et la date prévue de l'ouverture de l'installation permanente ; g) Le nombre de places ; h) Le type d'installation (CPE, privé subventionné, privé) ; i) La région ; j) La date prévue de l'ouverture de l'installation ou la date de l'ouverture de l'installation.
PLQ50	La liste de tous les services de garde ayant fermé depuis le 18 octobre 2018, en indiquant : a) La région ; b) Le nom du service de garde ; c) Le type de service de garde ; d) L'adresse ; e) Le nombre de places ; f) Le délai donné au Ministère avant la fermeture ; g) La raison de la fermeture ; h) La date de la fermeture.
PLQ51	La liste des services de garde qui n'ont pas respecté l'article 17 du règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance demandant un délai de 90 jours de préavis en indiquant : a) la liste des services de garde qui ont reçu une pénalité; b) le montant demandé par le ministère; c) ceux qui ont envoyé au MFA la pénalité imposée; d) pour chacun des cas, si le Ministère a envoyé le dossier au DPCP; e) la décision du DPCP dans chacun des cas envoyés par le Ministère.
PLQ52	Veuillez nous indiquer la liste des pénalités administratives en 2022-2023 en indiquant la région, la date d'imposition, le nom du contrevenant, le lieu du manquement, la date du manquement, la nature du manquement (loi ou règlement) et le montant de la pénalité.
PLQ53	La liste des CPE localisés dans un édifice qui est sous la propriété d'un centre de services scolaire ou d'une commission scolaire qui a reçu un avis d'éviction depuis le 1er janvier 2019. Veuillez nous indiquer, pour chacun des CPE visés : a) La date d'éviction prévue; b) La municipalité; c) Le nombre de places; d) L'accompagnement offert par le MFA au CPE pour relocaliser; e) Si le CPE a cessé ses activités, veuillez indiquer la date de fin des activités.
PLQ54	La liste des CPE qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2022-2023 avec le nom du CPE, le nombre de places retournées, la région, la raison et les prévisions pour 2023-2024.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ55	La liste des garderies privées subventionnées qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2022-2023 avec le nom de la garderie, le nombre de places retournées, la région, la raison et les prévisions pour 2023-2024.
PLQ56	La liste des bureaux coordonnateurs qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2022-2023 avec le nom du bureau coordonnateur, le nombre de places retournées, la région, la raison et les prévisions pour 2023-2024.
PLQ57	Indiquez le nombre et le type de plaintes reçues pour 2022-2023: a) par région ; b) par type de service de garde ; c) type de plainte.
PLQ58	Indiquer le nombre et le type d'infractions pour 2022-2023: a) par région ; b) par type de service de garde ; c) type d'infractions.
PLQ59	Veuillez indiquer le nombre de services de garde en milieu familial reconnu qui ont fermé leur installation en 2022-2023, ventilé par région, en indiquant le nombre de places.
PLQ60	Veuillez indiquer le nombre de places réellement offertes par les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial en 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.
PLQ61	Indiquer le nombre d'inspections en 2022-2023, par type de service de garde et par région. Indiquer la méthodologie utilisée par le ministère pour déterminer la fréquence des inspections nécessaires en fonction des risques.
PLQ62	Indiquer le nombre d'inspecteurs au ministère en 2022-2023, par région.
PLQ63	Nombre d'inspections réalisées à la suite d'une plainte, ventilé par type de garderies (CPE, les garderies privées subventionnées, les garderies privées non subventionnées, les garderies en milieu familial [RSG et non régies]) pour 2022-2023.
PLQ64	Le nombre de garderies illégales découvertes à la suite d'une plainte ou d'une inspection du MFA, ventilé par région.
PLQ65	Le taux de services de garde illégaux qui se sont conformés à la Loi en 2022-2023.
PLQ66	Indiquer le nombre d'enfants nés inscrits sur la liste d'attente : La Place 0-5 au 31 décembre 2022 et au 31 mars 2023, ventilée par âge et par région. Veuillez nous fournir l'information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.
PLQ67	Indiquer le nombre d'enfants, par âge, qui sont sur la liste d'attente du guichet unique qui n'a aucune place dans le réseau des services de garde, au 31 mars 2023. Veuillez nous fournir l'information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ68	Indiquer le nombre d'enfants qui, au 31 mars 2023, sont sur la liste d'attente du guichet unique, mais qui occupe déjà une place en service de garde, subventionné ou non, régi ou non. Veuillez nous fournir l'information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.
PLQ69	Le nombre d'enfants qui sont inscrits sur la liste d'attente du Guichet unique en date du 31 mars 2023, mais qui ne sont pas encore nés.
PLQ70	Le taux d'adhésion, en date du 31 mars 2023, au Guichet unique La Place 0-5 par type de garderies (CPE, les garderies privées subventionnées, les garderies privées non subventionnées, les garderies en milieu familial [RSG]).
PLQ71	Concernant le nouveau guichet d'attente pour une place en services de garde, veuillez nous indiquer : a) La date de mise en service du nouveau guichet; b) Le coût de fonctionnement du guichet; c) Le budget additionnel nécessaire pour la mise en application du guichet; d) Le nombre d'employés engagés pour le fonctionnement du guichet; e) Le ministère responsable de la gestion du nouveau guichet.
PLQ72	Indiquer le nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2022-2023: a) par région ; b) par type de service de garde.
PLQ73	Concernant l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé en service de garde en 2022-2023, fournir : a) le nombre d'allocations par groupe d'âge et par type de service de garde, ventilé par région ; b) le nombre de demandes reçues, acceptées et refusées, ventilé par région ; c) le montant supplémentaire octroyé par enfant ; d) le montant total octroyé au Québec et ventilé par région ; e) la description de l'utilisation possible de la subvention.
PLQ74	Indiquer le nombre d'enfants handicapés admissibles à l'Allocation pour un enfant handicapé admissible à la mesure transitoire en 2022-2023: a) par groupe d'âge et par type de service de garde, ventilé par région ; b) nombre de demandes reçues, acceptées et refusées, ventilé par région ; c) le montant supplémentaire octroyé par enfant ; d) le montant total octroyé au Québec et ventilé par région ; e) la description de l'utilisation possible de la subvention.
PLQ75	Indiquer le nombre d'enfants handicapés admissibles à la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins, en 2022-2023: a) par groupe d'âge et par type de services de garde, ventilé par région ; b) le nombre de demandes reçues, ventilé par région; c) le nombre de demandes acceptées, ventilé par région d) le nombre de demandes refusées, ventilé par région ; e) le montant supplémentaire octroyé par enfant ; f) le montant total octroyé au Québec et ventilé par région ; g) la description de l'utilisation possible de la subvention.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ76	Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2022-2023 à la suite de l'expulsion d'un enfant d'un service de garde, ventilées par type de service de garde et par région.
PLQ77	Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2022-2023 à la suite d'une expulsion d'un enfant handicapé ou nécessitant des soins particuliers d'un service de garde, ventilée par type de service de garde et par région.
PLQ78	Indiquer le nombre d'enfants bénéficiant de l'intégration des enfants vulnérables adressés par les CISSS-CIUSS en 2022-2023, par région et par type de service de garde.
PLQ79	Dresser un état de situation sur l'intégration dans les services de garde des enfants handicapés en y incluant le mode de financement, les sommes dévolues en 2022-2023 et celles prévues pour 2023-2024, au total et par région, ainsi que les besoins évalués et le nombre de demandes de soutien reçues au total et par région, identifier celles ayant obtenu une réponse positive et fournir les prévisions.
PLQ80	Indiquer les mesures du ministère afin de favoriser l'amélioration continue de la qualité de tous les types de services de garde, par type de service de garde, pour les 5 dernières années.
PLQ81	Tableau présentant la proportion du nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées à l'emploi au 31 mars 2023 par région administrative et par type de service de garde.
PLQ82	Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées imposées par le ministère en 2022-2023: a) en CPE, ventilé par région et nombre de places ; b) en garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places ; c) en garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
PLQ83	Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/3 et qui ont reçu des avis de non-conformité en vigueur en 2022-2023: a) en CPE, ventilé par région et nombre de places ; b) en garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places ; c) en garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
PLQ84	Le nombre de services de garde qui ne répond pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/3 et qui se sont conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2022-2023: a) en CPE, ventilé par région et nombre de places ; b) en garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places ; c) en garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
PLQ85	Le nombre de services de garde qui ne répond pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/3 et qui ne se sont toujours pas conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2022-2023: a) en CPE, ventilé par région et nombre de places ; b) en garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places ; c) en garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ86	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024, pour chacun des postes suivants : a) personnel éducateur formé; b) personnel éducateur non formé; c) commis-comptable; d) secrétaire-comptable; e) secrétaire; f) cuisinier; g) préposé à l'entretien ménager; h) conseiller pédagogique; i) gestionnaire de niveau 1; j) gestionnaire de niveau 2; k) gestionnaire de niveau 3; l) aide-éducatrice.
PLQ87	L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
PLQ88	L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel administratif pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. Fournir une estimation du nombre d'employés administratifs pour les mêmes années.
PLQ89	Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.
PLQ90	Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.
PLQ91	Indiquer le nombre de conseillers à la famille, par région administrative, pour 2022-2023.
PLQ92	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille travail études destinées à certains milieux d'enseignement pour les parents-étudiants ventilés avec le montant et la région.
PLQ93	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destinée au milieu de travail, ventilé de la façon suivante : a) volet 1 — Soutien aux initiatives d'employeurs : Appuyer les employeurs dans leur démarche d'implantation de mesures de CFT au sein de leur organisation, ventilé avec le montant et la région ; b) volet 2 — Soutien aux initiatives d'information et de formation : Outiller les employeurs afin de faciliter la démarche d'implantation de mesures de CFT dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région ; c) volet 3 — Soutien aux initiatives particulières : Appuyer toute autre initiative pour faciliter la CFT des travailleuses et des travailleurs par des actions qui rapportent collectivement dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région.
PLQ94	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 pour un projet-pilote pour la garde à horaires atypiques, ventilé avec le montant et la région.
PLQ95	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 via le *Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale*, ventilée avec le montant et la région.
PLQ96	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 via le Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité, ventilé avec le montant et la région.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ97	Dresser un état de situation, incluant une ventilation des sommes octroyées en 2022-2023, par municipalité, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, concernant le développement d'une politique familiale au sein des municipalités.
PLQ98	Nombre de municipalités qui ont une politique familiale et qui n'ont pas de politique familiale en date du 31 mars 2023.
PLQ99	Liste des organismes qui offrent des services de haltes-garderies, avec le financement octroyé pour 2022-2023 et le financement prévu pour 2023-2024.
PLQ100	Financement total octroyé pour les centres de pédiatrie sociale en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
PLQ101	En date du 31 mars 2023, liste des centres de pédiatrie sociale financés par le ministère de la Famille, ventilé ainsi : a) nom du centre de pédiatrie sociale et adresse ; b) financement octroyé par centre ; c) date de début du financement ; d) nombre d'enfants rejoints.
PLQ102	Concernant l'Allocation famille, dresser un tableau indiquant par région : a) le nombre de famille avec des enfants de 0 à 18 ans ; b) le nombre d'enfants moyen par famille ; c) le nombre d'enfants par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans… 18 ans) ; d) le nombre d'enfants selon le rang de naissance, distinctement (1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e ou plus) ; e) le nombre total d'enfants par région ; f) le total des sommes octroyées en 2022-2023 ; g) la somme moyenne octroyée par famille ; h) le revenu familial moyen.
PLQ103	Concernant le Supplément pour enfant handicapé (SEH), dresser un tableau indiquant par région : a) Le nombre de familles avec des enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé ; b) Le nombre d'enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans… 18 ans) ; c) Le nombre total d'enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé par région ; d) Le total des sommes octroyées via le Supplément pour enfant handicapé en 2022-2023 par région et au Québec ; e) Le revenu familial moyen des familles qui ont au moins un enfant qui reçoit le Supplément pour enfant handicapé, par région ; f) Le nombre de demandes de SEH reçues en 2022-2023 et ventiler le nombre de demandes acceptées, refusées et en traitement en date du 31 mars 2023.
PLQ104	État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels, palier 1 et palier 2» (SEHNSE), incluant les éléments suivants : a) nombre de demandes déposées en 2022-2023 pour le palier 1, ventilé par région ; b) nombre d'enfants admis en 2022-2023, ventilé par région ; c) nombre d'enfants refusés en 2022-2023, ventilé par région ; d) nombre de demandes actuellement en traitement, ventilé par région ; e) délais moyens de traitement des demandes en 2022-2023; f) total des sommes versées en 2022-2023, ventilé par région.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ105	Concernant le déploiement de la Maternelle 4 ans pour tous : a) la liste des comités ministériels sur lesquels siège le ministère de la Famille et le ministre de la Famille concernant le déploiement de la Maternelle 4 ans pour tous : i. les dates des rencontres ; ii. l'ordre du jour des rencontres ; iii. les personnes présentes.
PLQ106	Le nombre d'éducatrices qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde éducatifs en 2022-2023, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté pour le réseau de l'Éducation.
PLQ107	Le nombre d'éducatrices non qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde en 2022-2023, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté pour le réseau de l'Éducation.
PLQ108	La liste des OCF reconnus et financés par le MFA en 2022-2023, ventilée par région, en indiquant leur financement.
PLQ109	La liste des mesures mises en place par le ministère de la Famille depuis le 1er avril 2022 afin de favoriser le métier d'éducatrice à la petite enfance et les sommes investies.
PLQ110	Mesures mises en place par le MFA pour tester la qualité de l'eau (plomb) dans les services de garde du Québec (CPE, garderie et milieu familial régi et milieu familial non régi) et les coûts associés à ces mesures.
PLQ111	Concernant les tests de plomb dans l'eau, veuillez identifier : a) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui ont effectué les tests de plomb ; b) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui n'ont pas effectué les tests de plomb ; c) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre; d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.); e) Les mesures d'accompagnement mises en place par le MFA afin d'accompagner les services de garde qui ont un taux de plomb supérieur aux normes de Santé Canada.
PLQ112	Le 10 décembre 2019, le ministre de la Famille annonçait un partenariat avec JeunesExplo afin d'offrir des stages d'une journée aux élèves de 4e et 5e année du secondaire afin de leur permettre de se familiariser avec le métier d'éducatrice et d'éducateur à la petite enfance dans un service de garde éducatif près de leur résidence. Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023 : a. Le nombre inscriptions ; b. le nombre de stages d'une journée effectués ; c. Les coûts et la durée du partenariat entre JeunesExplos et le ministère de la Famille ; d. Les coûts pour faire la promotion de cette mesure dans les écoles, ventilés par commission scolaire.
PLQ113	Concernant la conversion des places non-subventionnées en places subventionnées, veuillez nous indiquer : a. Le plan de conventionnement pour les 4 prochaines années (nb de places par année); b. Le type de conventionnement (CPE, garderies subventionnées); c. Le budget nécessaire pour conventionner les places par année, pour les 4 prochaines années.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ114	Veuillez-nous fournir le nombre d'installations temporaires autorisées par le ministère en indiquant : a) Le nom de l'installation ; b) Le type d'installation ; c) Le nombre de places ; d) La ville et la région ; e) Le montant décaissé par le ministère pour l'installation temporaire ; f) La date d'ouverture de l'installation ; g) La date prévue de la fin de l'installation temporaire.
PLQ115	Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023, le nombre de RSG ayant profité de l'aide au démarrage de 3 500 $ annoncée au printemps 2021. Veuillez nous fournir cette information par région.
PLQ116	Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023, le nombre de RSG ayant obtenu 6000 $ pour avoir augmenté leur nombre de places à 9. Veuillez nous fournir cette information par région .
PLQ117	Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023, le nombre de RSG ayant obtenu 3000 $ pour avoir maintenu, en 2022-2023, au moins 6 places subventionnées tout au long de l'année. Veuillez nous fournir cette information par région.
PLQ118	Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023, le nombre de places additionnelles disponibles suite à l'allégement administratif introduit permettant de ne plus comptabiliser dans le ratio les enfants de la RSG ou de son assistante, qui sont âgés de 9 ans et moins et qui fréquentent l'école s'ils ne sont présents que pour de courtes périodes.
PLQ119	Veuillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et pour 2022-2023, le nombre d'éducatrices qualifiées en services de garde, ventilé par région.
PLQ120	Veuillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et pour 2022-2023, le nombre d'éducatrices non qualifiées en services de garde, ventilé par région.
PLQ121	Veuillez nous fournir, pour 2022-2023, le nombre de places en milieu familial qui ont été ouvertes. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien sont de nouvelles places et combien sont des places qui étaient non régies et qui sont maintenant régies.
PLQ122	Veuillez nous fournir le nombre de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) qui ont fait la demande de devenir un milieu familial régi et subventionné en 2022-2023.
PLQ123	Veuillez nous indiquer combien de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) ont fait la demande de devenir un milieu familial régi, mais non subventionné en 2022-2023.
PLQ124	Concernant le Parcours travail-études en petite enfance, veuillez nous indiquer le nombre d'admissions, par établissement collégial, pour l'automne 2022.
PLQ125	Veuillez nous fournir l'état d'avancement des travaux entourant l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé (AIEH). Veuillez également nous fournir tout contrat ou tout mandat donné dans le cadre d'un audit de performance.
PLQ126	Veuillez nous fournir une mise à jour de la projection annualisée et la projection cumulative de la disponibilité des places en services de garde pour 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ127	En août 2021, le gouvernement du Québec a signé l'*Accord asymétrique 2021-2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants*. L'entente prévoit des transferts au gouvernement du Québec suivants : • 2021-2022 : 660 445 535 $. • 2022-2023 : 991 722 477 $ • 2023-2024 : 1 216 997 313 $ • 2024-2025 : 1 418 564 861 $ • 2025-2026 : 1 675 806 897 $ Veuillez nous indiquer : a) Les sommes transférées par le gouvernement fédéral en 2022-2023 ; b) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été affectées aux services de garde ; c) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été transférées au Fonds consolidé ou à toute autre entité gouvernementale en indiquant l'endroit où les sommes ont été envoyées.
PLQ128	Veuillez nous indiquer le nombre de places réellement offertes par les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Veuillez nous fournir l'information pour le Québec et par région administrative.
PLQ129	Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, concernant le programme COUD, le nombre d'inscriptions à la formation rémunérée en alternance travail-études, ventilé par région et le montant total décaissé par le gouvernement.
PLQ130	Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, le nombre de bourses d'études de 2300 $ versé aux étudiants du programme de techniques d'éducation à l'enfance, ventilé par région et le montant total décaissé par le gouvernement.
PLQ131	Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2023, la ventilation du 5 M$ prévu pour la valorisation et la promotion du métier d'éducatrice et d'éducateur.
PLQ132	Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2023, la ventilation du 1,5 M$ prévu pour la simplification du processus de qualification avec l'implantation d'un service de certification., ventilé par région et le montant décaissé par le gouvernement.
PLQ133	Le 12 mars 2021, le ministre de la Famille annonçait un processus optimisé pour l'ouverture des CPE (réduction du nombre d'étapes de 17 à 9). En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer a) pour chacune des 9 étapes du processus optimisé de création des places (de l'attribution des places à la création des places), le délai moyen, par étape; b) le délai moyen de création de places selon le processus optimisé du développement des places en CPE.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ134	Le 21 octobre 2021, le gouvernement lançait le *Grand chantier pour les familles* qui prévoit des investissements de 3 milliards de dollars d'ici 2024-2025, dont 1,8 G$ pour de nouvelles mesures. Veuillez nous indiquer, pour chacune des 45 actions prévues dans le plan : a) L'état d'avancement de la mesure ; b) Les sommes prévues en 2022-2023; c) Les sommes totales investies en 2022-2023 par mesure, en indiquant le montant provenant de nouveaux investissements et les prévisions, par année, jusqu'à 2024-2025.
PLQ135	Le Grand chantier pour les familles prévoyait l'embauche de 17 800 nouvelles éducatrices, dont 13 900 éducatrices qualifiées. Veuillez nous indiquer, depuis le lancement du Grand chantier le 21 octobre 2021 : a) Le nombre de nouvelles éducatrices embauchées, ventilé par région; b) Le nombre de nouvelles éducatrices qualifiées embauchées, ventilé par région; c) Le nombre de nouvelles éducatrices non qualifiées embauchées, ventilé par région; d) Les cibles pour 2023-2024 et 2024-2025 en indiquant le nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées, ventilé par région.
PLQ136	Le Grand chantier pour les familles prévoit l'ajout de 37 000 places en services de garde. Veuillez nous indiquer : a) La liste des projets autorisés en lien avec ces 37 000 places, ventilé par région, en indiquant : i. le nombre de places par projet; ii. le type de service de garde (CPE, GS); iii. la date prévue d'ouverture de l'installation. b) Les cibles visées par le MFA concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées, ventilé par région.
PLQ137	Entre le 1er avril 2022 et le 31 mars 2023, veuillez nous indiquer : a) Le nombre de places ouvertes en CPE; b) La liste des projets de CPE ayant ouvert, ventilée par région, en indiquant le nombre de places et le délai de création de places à partir de l'attribution du projet jusqu'à l'ouverture de l'installation; c) Le nombre de places ouvertes en garderies subventionnées ; d) Le nombre de places ouvertes en garderies privées non subventionnées ; e) Le nombre de places non subventionnées en places subventionnées en indiquant la proportion des places en garderies et en CPE; f) Le nombre de places ouvertes en milieu familial. Concernant les nouvelles places offertes en milieu familial, veuillez nous indiquer le nombre de places qui étaient non régies qui sont maintenant régies et le nombre de nouvelles places; g) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 1er avril 2022; h) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 31 mars 2023.
PLQ138	Entre le 1er avril 2022 et le 31 mars 2023, veuillez nous indiquer : a) Le nombre de places fermées en CPE; b) Le nombre de places fermées en garderies subventionnées ; c) Le nombre de places fermées en garderies privées non subventionnées ; d) Le nombre de places fermées en milieu familial ; e) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial

Nº	Description
	au 1er avril 2022; f) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 31 mars 2023.
PLQ139	Le 17 janvier 2022, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient une offensive afin de recruter 18 000 nouvelles éducatrices et nouveaux éducateurs, en plus d'en qualifier 7 000 autres déjà en poste dans le réseau actuel d'ici 2026. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'éducatrices retraitées du réseau qui ont fait un retour au travail et qui ont obtenu une prime salariale de 6,6 %, ventilé par région.
PLQ140	Le 4 octobre 2021, le gouvernement annonçait une entente avec le milieu familial de 16 %, dès le 1er avril 2022. Veuillez nous indiquer : a) Le montant prévu en 2022-2023 pour cette majoration ; b) Le montant moyen qui sera versé par RSG en 2023-2024 ; c) Le nombre de RSG qui obtiendra la majoration, ventilé par région.
PLQ141	Concernant les travaux entourant la nouvelle liste d'attente centralisée, veuillez nous dire : a) Les montants prévus pour la création de la nouvelle liste d'attente, par année; b) Le ministère responsable de la gestion de la nouvelle liste d'attente; c) Le ministère responsable de la création de la nouvelle liste d'attente; d) La date prévue d'entrée en vigueur de la nouvelle liste d'attente.
PLQ142	Le 12 mai 2021, la ministre de la Famille demandait un audit externe sur la situation de la Place 0-5. En lien avec cette annonce, veuillez indiquer : a) Le mandat de l'audit ; b) Une copie du contrat octroyé à la firme externe pour l'audit ; c) Le rapport déposé à la suite de l'audit.
PLQ143	Veuillez nous fournir le nombre de salariés des centres de la petite enfance (CPE) sont en congé de maladie, par corps d'emploi, en 2022-2023.
PLQ144	Veuillez nous fournir la liste des CPE qui ont eu un bris de service depuis 2018-2019, chaque année, ventilée par région.
PLQ145	Veuillez nous fournir le nombre d'enfants ont été expulsés d'un service de garde en 2022-2023 en raison d'un handicap.
PLQ146	Concernant les places protocoles, veuillez nous dire : a) Le nombre de places protocoles actuellement disponibles, par région ; b) Le nombre de nouvelles places protocoles en 2022-2023, ventilé par région ; c) Le nombre de places protocoles réservés pour les autochtones, ventilé par région. d) Le taux d'occupation des places protocoles, ventilé par région.
PLQ147	Concernant le bureau d'accélération des projets créé à l'hiver 2023, veuillez nous indiquer : a) La composition du bureau (organigramme); b) Le nombre de professionnels affectés à temps plein au bureau; c) Le nombre de professionnels affectés à temps partiel au bureau; d) Le nombre de techniciens affectés à temps plein au bureau; e) Le nombre de techniciens affectés à temps partiel au bureau;

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
	f) Le nombre de nouveau ETC engagés pour le bureau; g) Le rôle du bureau; h) La liste des rencontres depuis la création du bureau en indiquant la date de la rencontre et les personnes présentes; i) La liste des dossiers traités depuis la création du bureau.
PLQ148	Le 19 juin 2022, les médias rapportaient qu'un projet pilote de halte-garderie verrait le jour à l'Assemblée nationale du Québec au cours de la 43e législature. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a) La date prévue de l'ouverture de la halte-garderie; b) Une description du projet pilote; c) Le nombre d'enfants ciblés par le projet pilote; d) Les détails entourant le projet; e) Le financement octroyé par le ministère pour le projet pilote.
PLQ149	Depuis l'adoption du projet de loi 1, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont augmenté le nombre de places au permis en indiquant : a) Le nom du service de garde; b) Le type de service de garde; c) Le nombre de places ajoutées; d) Le nombre de place total; e) La date de l'ajout.
PLQ150	Combien de personnes détentrices d'un DEC ou d'une AEC en TÉE ont intégré le marché du travail dans le réseau de la petite enfance après la fin de leurs études?
PLQ151	Combien de personnes ont suivi la formation non créditée de 90 heures en petite enfance? Parmi celles-ci, combien ont été embauchées dans un service de garde éducatif à l'enfance?
PLQ152	Depuis la diminution du ratio d'éducatrices qualifiées, quelle proportion des services éducatifs a eu recours au seuil minimum (1 sur 3) dans leur service?
PLQ153	Combien d'enfants ayant des besoins particuliers ont eu accès à la subvention pour enfant handicapé en 2022-2023?
PLQ154	Combien d'enfants se sont vu refuser l'accès à la subvention, car le ratio d'accès du service éducatif était atteint en 2022-2023?
PLQ155	Veuillez nous dire combien de professionnels ont été engagés via le programme Agir tôt, par région? Veuillez également nous fournir les sommes investies, ventilées par région.
PLQ156	Le 12 avril 2022, le ministre de la Famille lançait des projets-pilotes spécialement conçus pour la garde en milieu familial. Concernant ces projets pilotes, veuillez nous dire: a) La liste des projets pilotes mis en place depuis l'annonce et indiquer : i. La ville et la région; ii. Le nombre de places; iii. La date d'ouverture et la date de fin si le projet est terminé; iv. Le partenariat avec la communauté. b) Combien de responsables de services de garde éducatifs travaillent dans un projet-pilote, ventilé par région; c) Combien de responsables de services de garde éducatifs ont transféré de leur milieu familial à un projet pilote; d) Le bilan du projet pilote depuis le lancement.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ157	Pour chacune des mesures prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des mesures, ventilé par année ; b) Les montants investis en 2021-2022, 2022-2023 et les projections pour 2023-2024 en indiquant la mesure visée par l'investissement ; c) Pour les années 2021-2022, 2022-2023, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2023-2024 ; d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque mesure ; e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.
PLQ158	Pour chacune des orientations prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des orientations, ventilé par année ; b) Les montants investis en 2021-2022, 2022-2023 et les projections pour 2023-2024 en indiquant la mesure visée par l'investissement ; c) Pour les années 2021-2022, 2022-2023, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2023-2024 ; d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque orientation ; e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.
PLQ159	Pour chacune des actions prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des actions, ventilé par année ; b) Les montants investis en 2021-2022, 2022-2023 et les projections pour 2023-2024 en indiquant la mesure visée par l'investissement ; c) Pour les années 2021-2022, 2022-2023, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2023-2024. d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque action ; e) Pour chaque action, présenter les objectifs et résultats attendus.
PLQ160	Bilan des consultations, dans le cadre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquez : a) Liste des exhaustives des consultations effectuées en indiquant les dates de consultation au 31 mars 2023 ; b) Liste des partenaires rencontrés par le MFA et le cabinet en indiquant les personnes rencontrées et les dates au 31 mars 2023 ; c) Liste des consultations effectuées sur le web au 31 mars 2023 ; d) Sommes investies pour les consultations en 2021-2022, 2022-2023 et les projections pour 2023-2024.

PARTI LIBÉRAL

Nº	Description
PLQ161	Indiquer les effectifs (ETC) consacrés au Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-83

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/3 et qui ont reçu des avis de non-conformité pour le ratio 1/3 actuellement en vigueur en 2022-2023 :

a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Le Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RSGEE) prévoit, à l'article 23, que le ratio de qualification est de 2 membres du personnel de garde qualifié sur 3. En contexte d'urgence sanitaire, le ratio a été diminué à 1 sur 3.

L'état d'urgence sanitaire a pris fin le 1er juin 2022. Ainsi, conformément au RSGEE, le retour au ratio de 2 sur 3 est prévu ainsi :

- du 1er juin 2022 au 28 février 2023 : le maintien est d'un ratio minimal de 1 sur 3;
- du 1er mars 2023 au 28 février 2024 : l'application est d'un ratio de 1 sur 2;
- à compter du 1er mars 2024 : l'application d'un ratio de 2 sur 3 est exigée de nouveau.

L'article 23.1 du RSGEE accorde aux titulaires un délai de cinq ans à partir de la date de délivrance du permis pour se conformer aux dispositions de l'article 23. L'article 23.2 accorde un délai de cinq ans pour se conformer à l'article 23 au titulaire dont le permis a été modifié pour augmenter, de 8 ou plus, le nombre maximum d'enfants qu'il peut recevoir dans son installation.

En conséquence, depuis le début de la pandémie, et jusqu'au 28 février 2023, tous les titulaires de permis étaient assujettis au respect du ratio du personnel éducateur de 1 sur 3.

Précisions relatives au tableau 1 :

- Si la région ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu'aucun manquement n'a été soulevé, donc aucun avis de non-conformité (ANC) n'a été signifié.
- Aucun manquement n'a été constaté dans un centre de la petite enfance (CPE).
- Une ventilation par nombre de places n'est pas disponible.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-83

Tableau 1- Nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio de personnel de garde en vigueur (1/3)

Du 1er avril 2022 au 28 février 2023

Région	Garderie subventionnée	Garderie non subventionnée	TOTAL
01-Bas-Saint-Laurent	0	1	1
02-Saguenay Lac-Saint-Jean	1	1	2
03-Capitale-Nationale	1	11	12
04-Mauricie	0	2	2
05-Estrie	0	2	2
06-Montréal	2	22	24
07-Outaouais	0	4	4
12-Chaudière-Appalaches	0	5	5
14-Lanaudière	0	4	4
15-Laurentides	1	5	6
16-Montérégie	1	17	18
17-Centre-du-Québec	0	1	1
TOTAL	**6**	**75**	**81**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-84

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/3 et qui se sont conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2022-2023 :

a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Le tableau présente le nombre de manquements soulevés pour le non-respect du ratio de personnel de garde qualifié de 1/3 du 1er avril 2022 au 28 février 2023, signifiés dans un avis de non-conformité (ANC) et le nombre d'avis de pénalités administratives imposées pour le même manquement par type de services de garde et par région.

Un manquement peut être soulevé dans un même service de garde à plusieurs reprises, jusqu'à ce que la conformité soit constatée.

La différence entre le nombre d'avis de non-conformité et le nombre d'avis de pénalité administrative représente le nombre de services de garde qui se sont conformés à la suite de l'avis de non-conformité.

Si le type de service de garde ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu'aucun manquement n'a été soulevé et donc aucun ANC n'a été signifié.

Aucun manquement concernant le non-respect du ratio de personnel éducateur n'a été constaté dans un centre de la petite enfance (CPE) du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

La ventilation par nombre de places n'est pas disponible.

Tableau 1 - Nombre de manquements soulevés, nombre de services de garde s'étant conformé, nombre d'avis de pénalité administrative par type de service de garde et par région

Du 1er avril 2022 au 28 février 2023

	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean		03 Capitale-Nationale		04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal		07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	14 Lanaudière	15 Laurentides		16 Montérégie		17 Centre-du-Québec	Total
	GNS	GNS	GS	GNS	GS	GNS	GNS	GNS	GS	GNS	GNS	GNS	GNS	GS	GNS	GS	GNS	
Nombre de manquements soulevés liés au ratio de qualification 1/3	1	1	1	11	1	2	2	22	2	4	5	4	5	1	17	1	1	**81**
Nombre de service de garde s'étant conformé à la suite d'un ANC	0	1	1	6	1	2	2	19	1	4	2	4	4	1	12	1	1	**62**
Nombre d'avis de pénalité administrative imposés liés au ratio de qualification	1			5				3	1		3		1		5			**19**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-85

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/3 et qui ne se sont toujours pas conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2022-2023 :

a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Le tableau présente le nombre de manquements soulevés pour le non-respect du ratio de personnel de garde qualifié de 1/3 du 1er avril 2022 au 28 février 2023, signifiés dans un avis de non-conformité (ANC) et le nombre d'avis de pénalités administratives imposées pour le même manquement par type de services de garde et par région.

Un manquement peut être soulevé dans un même service de garde à plusieurs reprises, jusqu'à ce que la conformité soit constatée.

La différence entre le nombre d'avis de non-conformité et le nombre d'avis de pénalité administrative représente le nombre de services de garde qui se sont conformés à la suite de l'avis de non-conformité.

Si le type de service de garde ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu'aucun manquement n'a été soulevé et donc aucun ANC n'a été signifié.

Aucun manquement concernant le non-respect du ratio de personnel éducateur n'a été constaté dans un centre de la petite enfance (CPE) du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

La ventilation par nombre de places n'est pas disponible.

Tableau 1 - Nombre de manquements soulevés, nombre de services de garde s'étant conformé, nombre d'avis de pénalité administrative par type de service de garde et par région (1er avril 2022 au 28 février 2023)

	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean		03 Capitale-Nationale		04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal		07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	14 Lanaudière	15 Laurentides		16 Montérégie	17 Centre-du-Québec		Total
	GNS	GNS	GS	GNS	GS	GNS	GNS	GNS	GS	GNS	GNS	GNS	GNS	GS	GNS	GS	GNS	
Nombre de manquements soulevés liés au ratio de qualification 1/3	1	1	1	11	1	2	2	22	2	4	5	4	5	1	17	1	1	**81**
Nombre de service de garde s'étant conformé à la suite d'un ANC	0	1	1	6	1	2	2	19	1	4	2	4	4	1	12	1	1	**62**
Nombre d'avis de pénalité administrative imposés liés au ratio de qualification	1			5				3	1		3		1		5			**19**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-86

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024, pour chacun des postes suivants :

a) personnel éducateur formé;
b) personnel éducateur non formé;
c) commis-comptable;
d) secrétaire-comptable;
e) secrétaire;
f) cuisinier;
g) préposé à l'entretien ménager;
h) conseiller pédagogique;
i) gestionnaire de niveau 1;
j) gestionnaire de niveau 2;
k) gestionnaire de niveau 3;
l) aide-éducatrice.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe 1 – Données sur le personnel dans les SGEE.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Nombre d'ETC

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1A		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**						
		Nombre d'ETC						
Catégories d'emploi		CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE - BC - GS**	GNS*	**Total CPE+BC+GS+GNS****
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	15 589	-	15 589	5 275	20 864	6 470	33 296
	Éducatrice non qualifiée	3 616	-	3 616	2 346	5 962		
	Total personnel éducateur	**19 206**	**-**	**19 206**	**7 621**	**26 826**	**n.d.**	**n.d.**
Autres	Éducatrice spécialisée	427	-	427	68	495	n. d.	**n. d.**
	Aide-éducatrice	236	-	236	187	424	n. d.	**n. d.**
	Agente de conformité	-	190	190	-	190	n. d.	**n. d.**
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	1 140	-	1 140	386	1 526	n. d.	**n. d.**
	Préposée	497	-	497	121	618	n. d.	**n. d.**
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	326	223	548	27	575	n. d.	**n. d.**
	Total autres	**2 626**	**412**	**3 039**	**789**	**3 828**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	277	65	342	89	430	n. d.	**n. d.**
	Commis comptable ou secrétaire comptable	99	64	163	29	192	n. d.	**n. d.**
	Secrétaire-réceptionniste	52	25	76	12	88	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de soutien administratif	**428**	**153**	**581**	**129**	**710**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de gestion	Directrice générale	761	91	852	495	1 346	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe - volet administration	131	26	157	211	368	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe dans un BC	-	75	75	-	75	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe en installation	767	-	767	107	874	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de gestion	**1 660**	**192**	**1 851**	**812**	**2 663**	n. d.	**n. d.**
	Grand total	**23 919**	**757**	**24 676**	**9 351**	**34 027**		**40 497**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Masse salariale

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1B		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**				
		Masse salariale pour 2021-2022				
Catégories d'emploi		**CPE**	**BC**	**CPE & BC**	**GS**	**CPE & BC & GS**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	664 633 787 $	- $	664 633 787 $	210 046 829 $	874 680 616 $
	Éducatrice non qualifiée	119 737 234 $	- $	119 737 234 $	72 855 434 $	192 592 668 $
	Total personnel éducateur	**784 371 021 $**	**- $**	**784 371 021 $**	**282 902 263 $**	**1 067 273 284 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	16 505 027 $	- $	16 505 027 $	2 533 472 $	19 038 499 $
	Aide-éducatrice	7 639 672 $	- $	7 639 672 $	5 779 711 $	13 419 383 $
	Agente de conformité	- $	8 746 746 $	8 746 746 $	- $	8 746 746 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	43 919 556 $	- $	43 919 556 $	13 263 150 $	57 182 706 $
	Préposée	15 047 384 $		15 047 384 $	4 083 790 $	19 131 174 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	16 247 370 $	11 152 352 $	27 399 722 $	1 354 735 $	28 754 457 $
	Total autres	**99 359 009 $**	**19 899 098 $**	**119 258 107 $**	**27 014 858 $**	**146 272 965 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	12 903 878 $	3 039 469 $	15 943 347 $	3 963 438 $	19 906 785 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	3 767 494 $	2 382 794 $	6 150 288 $	1 153 551 $	7 303 839 $
	Secrétaire-réceptionniste	1 797 888 $	847 340 $	2 645 228 $	387 957 $	3 033 185 $
	Total personnel de soutien administratif	**18 469 260 $**	**6 269 603 $**	**24 738 863 $**	**5 504 946 $**	**30 243 809 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	70 747 044 $	8 021 042 $	78 768 086 $	30 821 330 $	109 589 416 $
	Directrice adjointe - volet administration	8 308 426 $	1 327 039 $	9 635 465 $	10 166 951 $	19 802 416 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	4 932 793 $	4 932 793 $	- $	4 932 793 $
	Directrice adjointe en installation	49 337 264 $	- $	49 337 264 $	5 226 607 $	54 563 871 $
	Total personnel de gestion	**128 392 734 $**	**14 280 874 $**	**142 673 608 $**	**46 214 888 $**	**188 888 496 $**
	Grand total	**1 030 592 024 $**	**40 449 575 $**	**1 071 041 599 $**	**361 636 955 $**	**1 432 678 554 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Rémunération moyenne

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1C		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**			
		Rémunération moyenne en 2021-2022			
Catégories d'emploi		CPE	BC	GS	**Total**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	42 634 $	- $	39 822 $	41 923 $
	Éducatrice non qualifiée	33 110 $	- $	31 055 $	32 301 $
	Total personnel éducateur	**40 841 $**	**- $**	**37 123 $**	**39 785 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	38 684 $	- $	37 157 $	38 474 $
	Aide-éducatrice	32 338 $	- $	30 857 $	31 683 $
	Agente de conformité	- $	46 082 $	- $	46 082 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	38 509 $	- $	34 393 $	37 469 $
	Préposée	30 279 $	- $	33 672 $	30 945 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	49 861 $	50 104 $	50 523 $	49 986 $
	Total autres	**37 834 $**	**48 253 $**	**34 230 $**	**38 213 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	46 643 $	46 765 $	44 691 $	46 259 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	37 934 $	37 490 $	40 052 $	38 105 $
	Secrétaire-réceptionniste	34 861 $	34 302 $	33 581 $	34 536 $
	Total personnel de soutien administratif	**43 199 $**	**40 910 $**	**42 661 $**	**42 607 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	92 958 $	88 329 $	62 318 $	81 391 $
	Directrice adjointe - volet administration	63 236 $	51 834 $	48 294 $	53 883 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	65 640 $	- $	65 640 $
	Directrice adjointe en installation	64 318 $	- $	48 852 $	62 425 $
	Total personnel de gestion	**77 367 $**	**74 551 $**	**56 909 $**	**70 926 $**
	Grand total	**43 087 $**	**53 419 $**	**38 674 $**	**42 104 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE, par région - CPE CPE-BC et GS

Légende:

BC = Bureau coordonnateur CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionnée GNS = Garderie non subventionnée
N.D. = non disponible

Tableau 2	Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 - Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES														
	CPE et CPE-BC			BC (12 BC)			GS			GNS			Total		
	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	**Gestionnaires**	**Éducatrices**	**Autres employés**
Bas-Saint-Laurent	41	538	124	N.D.	N.D.	N.D.	1	6	1	4	22	1	46	566	126
Saguenay-Lac-Saint-Jean	73	835	148	N.D.	N.D.	N.D.	23	132	27	44	214	25	140	1 181	200
Capitale-Nationale	199	2 105	436	6	N.D.	16	82	646	94	184	1 097	113	471	3 848	659
Mauricie	73	808	137	N.D.	N.D.	N.D.	15	76	8	21	100	13	109	984	158
Estrie	153	1 494	243	N.D.	N.D.	N.D.	6	72	11	25	132	13	184	1 698	267
Montréal	486	4 985	799	6	N.D.	24	405	2 963	417	628	2 897	348	1 525	10 845	1 588
Outaouais	109	1 129	197	N.D.	N.D.	N.D.	33	277	42	58	325	44	200	1 731	283
Abiti-Témiscamingue	35	457	78	N.D.	N.D.	N.D.	1	14	1	12	47	19	48	518	98
Côte-Nord	27	291	58	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	291	58
Nord-du-Québec	26	304	109	1	N.D.	1	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	304	110
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	20	298	65	N.D.	N.D.	N.D.	1	4	2	-	6	1	21	308	68
Chaudière-Appalaches	100	1 336	267	5	N.D.	14	26	215	32	51	329	39	182	1 880	352
Laval	79	844	161	N.D.	N.D.	N.D.	87	652	85	142	772	86	308	2 268	332
Lanaudière	98	1 230	217	N.D.	N.D.	N.D.	61	606	69	64	448	49	223	2 284	335
Laurentides	141	1 423	255	N.D.	N.D.	N.D.	68	627	58	112	651	75	321	2 701	388
Montérégie	349	3 633	679	N.D.	N.D.	N.D.	218	1 680	181	287	1 837	182	854	7 150	1 042
Centre-du-Québec	56	788	169	N.D.	N.D.	N.D.	20	154	20	16	75	17	92	1 017	206
Sous-total	2 065	22 498	4 142	18	N.D.	55	1 047	8 124	1 048	1 648	8 952	1 025	4 778	39 574	6 270
Grand Total			28 705			73			10 219			11 625			50 622

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1A	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	CPE							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	288	87%	41	13%	15	1548	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	556	86%	92	14%	34	3283	0	0
Capitale-Nationale	1441	80%	355	20%	75	8267	10	692
Mauricie	524	84%	98	16%	25	3026	2	96
Estrie	1033	83%	213	17%	56	5954	4	241
Montréal	3647	81%	840	19%	226	21574	24	2271
Outaouais	674	64%	381	36%	18	2032	24	3021
Abiti-Témiscamingue	246	67%	122	33%	10	1193	6	640
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	74%	38	26%	5	618	2	109
Chaudière-Appalaches	1003	84%	193	16%	40	5440	3	403
Laval	672	86%	108	14%	36	3881	0	0
Lanaudière	895	84%	176	16%	36	5151	1	183
Laurentides	1030	83%	206	17%	50	5960	2	239
Montérégie	2743	83%	542	17%	115	15909	4	658
Centre-du-Québec	528	83%	108	17%	22	2985	1	65
Total	15589	81%	3616	19%	772	87730	94	9330

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1B	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	79%	1	21%	1	21	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	74	69%	33	31%	5	341	3	217
Capitale-Nationale	375	67%	188	33%	28	1846	26	1446
Mauricie	46	70%	19	30%	3	240	2	140
Estrie	175	69%	78	31%	12	920	4	330
Montréal	2086	70%	886	30%	178	12214	100	6822
Outaouais	166	65%	88	35%	9	629	14	934
Abiti-Témiscamingue	6	39%	10	61%	0	0	1	80
Côte-Nord					0	0	0	0
Nord-du-Québec					0	0	0	0
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	0	8%	4	92%	0	0	1	23
Chaudière-Appalaches	122	67%	59	33%	10	567	8	525
Laval	440	72%	167	28%	33	2366	22	1423
Lanaudière	407	75%	139	25%	36	2600	9	630
Laurentides	364	66%	186	34%	23	1850	18	1371
Montérégie	902	66%	455	34%	60	4424	54	3834
Centre-du-Québec	110	77%	32	23%	10	577	3	203
Total	5275	69%	2346	31%	408	28595	265	17978

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE + GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1C	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	Total CPE + GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	292	87%	42	13%	16	1569	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	630	83%	126	17%	39	3624	3	217
Capitale-Nationale	1816	77%	543	23%	103	10113	36	2138
Mauricie	570	83%	117	17%	28	3266	4	236
Estrie	1208	81%	291	19%	68	6874	8	571
Montréal	5732	77%	1726	23%	404	33788	124	9093
Outaouais	840	64%	469	36%	27	2661	38	3955
Abiti-Témiscamingue	252	66%	131	34%	10	1193	7	720
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	72%	42	28%	5	618	3	132
Chaudière-Appalaches	1125	82%	252	18%	50	6007	11	928
Laval	1112	80%	275	20%	69	6247	22	1423
Lanaudière	1302	81%	314	19%	72	7751	10	813
Laurentides	1394	78%	392	22%	73	7810	20	1610
Montérégie	3645	79%	998	21%	175	20333	58	4492
Centre-du-Québec	638	82%	140	18%	32	3562	4	268
Total	20864	78%	5962	22%	1180	116325	359	27308

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2A	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	CPE						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	441	82%	97	18%	38	7	2065
Saguenay-Lac-Saint-Jean	668	80%	167	20%	49	8	3062
Capitale-Nationale	1638	78%	467	22%	122	23	8789
Mauricie	627	78%	181	22%	53	6	3165
Estrie	1148	77%	346	23%	90	14	5950
Montréal	3898	78%	1087	22%	290	68	23956
Outaouais	704	62%	425	38%	46	37	5003
Abiti-Témiscamingue	298	65%	159	35%	17	16	1866
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	196	66%	102	34%	17	4	993
Chaudière-Appalaches	1075	80%	261	20%	84	10	5347
Laval	720	85%	124	15%	54	5	3907
Lanaudière	1016	83%	214	17%	72	4	5093
Laurentides	1155	81%	268	19%	80	13	6154
Montérégie	2946	81%	687	19%	219	25	15768
Centre-du-Québec	621	79%	167	21%	49	4	2927
Total	17530	78%	4968	22%	1298	269	96408

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2B	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	67%	2	33%	1	0	21
Saguenay-Lac-Saint-Jean	85	64%	47	36%	7	1	448
Capitale-Nationale	419	65%	227	35%	41	15	3184
Mauricie	50	66%	26	34%	4	1	380
Estrie	50	69%	22	31%	3	1	280
Montréal	2008	68%	955	32%	204	69	18498
Outaouais	174	63%	103	37%	15	9	1553
Abiti-Témiscamingue	8	57%	6	43%	0	1	80
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	3	75%	1	25%	1	0	23
Chaudière-Appalaches	135	63%	80	37%	11	8	1094
Laval	441	68%	211	32%	42	11	3569
Lanaudière	437	72%	169	28%	39	6	3034
Laurentides	407	65%	220	35%	26	16	3156
Montérégie	1071	64%	609	36%	83	45	8998
Centre-du-Québec	109	71%	45	29%	9	3	659
Total	5401	66%	2723	34%	486	186	44977

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2C	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3. L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024. Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis. Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	7	32%	15	68%	0	5	203
Saguenay-Lac-Saint-Jean	118	55%	96	45%	10	12	1214
Capitale-Nationale	441	40%	656	60%	27	83	6336
Mauricie	48	48%	52	52%	4	7	555
Estrie	75	57%	57	43%	10	8	796
Montréal	1422	49%	1475	51%	136	306	23456
Outaouais	139	43%	186	57%	6	37	2219
Abiti-Témiscamingue	21	45%	26	55%	1	3	250
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	2	33%	4	67%	0	1	26
Chaudière-Appalaches	148	45%	181	55%	7	25	1871
Laval	382	49%	390	51%	26	63	5319
Lanaudière	241	54%	207	46%	23	24	2857
Laurentides	317	49%	334	51%	19	51	3888
Montérégie	855	47%	982	53%	51	134	11715
Centre-du-Québec	43	57%	32	43%	5	3	411
Total	4259	48%	4693	52%	325	762	61116

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - Total CPE + GS +GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2D	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	Total CPE + GS + GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	452	80%	114	20%	39	12	2289
Saguenay-Lac-Saint-Jean	871	74%	310	26%	66	21	4724
Capitale-Nationale	2498	65%	1350	35%	190	121	18309
Mauricie	725	74%	259	26%	61	14	4100
Estrie	1273	75%	425	25%	103	23	7026
Montréal	7328	68%	3517	32%	630	443	65910
Outaouais	1017	59%	714	41%	67	83	8775
Abiti-Témiscamingue	327	63%	191	37%	18	20	2196
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	201	65%	107	35%	18	5	1042
Chaudière-Appalaches	1358	72%	522	28%	102	43	8312
Laval	1543	68%	725	32%	122	79	12795
Lanaudière	1694	74%	590	26%	134	34	10984
Laurentides	1879	70%	822	30%	125	80	13198
Montérégie	4872	68%	2278	32%	353	204	36481
Centre-du-Québec	773	76%	244	24%	63	10	3997
Total	27190	69%	12384	31%	2109	1217	202501

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-87

L’estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l’annexe 1 – Données sur personnel dans les SGEE.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Nombre d'ETC

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1A		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**						
		Nombre d'ETC						
Catégories d'emploi		CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE - BC - GS**	GNS*	**Total CPE+BC+GS+GNS****
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	15 589	-	15 589	5 275	20 864	6 470	33 296
	Éducatrice non qualifiée	3 616	-	3 616	2 346	5 962		
	Total personnel éducateur	**19 206**	**-**	**19 206**	**7 621**	**26 826**	**n.d.**	**n.d.**
Autres	Éducatrice spécialisée	427	-	427	68	495	n. d.	**n. d.**
	Aide-éducatrice	236	-	236	187	424	n. d.	**n. d.**
	Agente de conformité	-	190	190	-	190	n. d.	**n. d.**
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	1 140	-	1 140	386	1 526	n. d.	**n. d.**
	Préposée	497	-	497	121	618	n. d.	**n. d.**
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	326	223	548	27	575	n. d.	**n. d.**
	Total autres	**2 626**	**412**	**3 039**	**789**	**3 828**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	277	65	342	89	430	n. d.	**n. d.**
	Commis comptable ou secrétaire comptable	99	64	163	29	192	n. d.	**n. d.**
	Secrétaire-réceptionniste	52	25	76	12	88	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de soutien administratif	**428**	**153**	**581**	**129**	**710**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de gestion	Directrice générale	761	91	852	495	1 346	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe - volet administration	131	26	157	211	368	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe dans un BC	-	75	75	-	75	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe en installation	767	-	767	107	874	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de gestion	**1 660**	**192**	**1 851**	**812**	**2 663**	n. d.	**n. d.**
	Grand total	**23 919**	**757**	**24 676**	**9 351**	**34 027**		**40 497**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Masse salariale

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1B		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**				
		Masse salariale pour 2021-2022				
Catégories d'emploi		**CPE**	**BC**	**CPE & BC**	**GS**	**CPE & BC & GS**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	664 633 787 $	- $	664 633 787 $	210 046 829 $	874 680 616 $
	Éducatrice non qualifiée	119 737 234 $	- $	119 737 234 $	72 855 434 $	192 592 668 $
	Total personnel éducateur	**784 371 021 $**	**- $**	**784 371 021 $**	**282 902 263 $**	**1 067 273 284 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	16 505 027 $	- $	16 505 027 $	2 533 472 $	19 038 499 $
	Aide-éducatrice	7 639 672 $	- $	7 639 672 $	5 779 711 $	13 419 383 $
	Agente de conformité	- $	8 746 746 $	8 746 746 $	- $	8 746 746 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	43 919 556 $	- $	43 919 556 $	13 263 150 $	57 182 706 $
	Préposée	15 047 384 $		15 047 384 $	4 083 790 $	19 131 174 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	16 247 370 $	11 152 352 $	27 399 722 $	1 354 735 $	28 754 457 $
	Total autres	**99 359 009 $**	**19 899 098 $**	**119 258 107 $**	**27 014 858 $**	**146 272 965 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	12 903 878 $	3 039 469 $	15 943 347 $	3 963 438 $	19 906 785 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	3 767 494 $	2 382 794 $	6 150 288 $	1 153 551 $	7 303 839 $
	Secrétaire-réceptionniste	1 797 888 $	847 340 $	2 645 228 $	387 957 $	3 033 185 $
	Total personnel de soutien administratif	**18 469 260 $**	**6 269 603 $**	**24 738 863 $**	**5 504 946 $**	**30 243 809 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	70 747 044 $	8 021 042 $	78 768 086 $	30 821 330 $	109 589 416 $
	Directrice adjointe - volet administration	8 308 426 $	1 327 039 $	9 635 465 $	10 166 951 $	19 802 416 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	4 932 793 $	4 932 793 $	- $	4 932 793 $
	Directrice adjointe en installation	49 337 264 $	- $	49 337 264 $	5 226 607 $	54 563 871 $
	Total personnel de gestion	**128 392 734 $**	**14 280 874 $**	**142 673 608 $**	**46 214 888 $**	**188 888 496 $**
	Grand total	**1 030 592 024 $**	**40 449 575 $**	**1 071 041 599 $**	**361 636 955 $**	**1 432 678 554 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Rémunération moyenne

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1C		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**			
		Rémunération moyenne en 2021-2022			
Catégories d'emploi		CPE	BC	GS	**Total**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	42 634 $	- $	39 822 $	41 923 $
	Éducatrice non qualifiée	33 110 $	- $	31 055 $	32 301 $
	Total personnel éducateur	**40 841 $**	**- $**	**37 123 $**	**39 785 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	38 684 $	- $	37 157 $	38 474 $
	Aide-éducatrice	32 338 $	- $	30 857 $	31 683 $
	Agente de conformité	- $	46 082 $	- $	46 082 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	38 509 $	- $	34 393 $	37 469 $
	Préposée	30 279 $	- $	33 672 $	30 945 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	49 861 $	50 104 $	50 523 $	49 986 $
	Total autres	**37 834 $**	**48 253 $**	**34 230 $**	**38 213 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	46 643 $	46 765 $	44 691 $	46 259 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	37 934 $	37 490 $	40 052 $	38 105 $
	Secrétaire-réceptionniste	34 861 $	34 302 $	33 581 $	34 536 $
	Total personnel de soutien administratif	**43 199 $**	**40 910 $**	**42 661 $**	**42 607 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	92 958 $	88 329 $	62 318 $	81 391 $
	Directrice adjointe - volet administration	63 236 $	51 834 $	48 294 $	53 883 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	65 640 $	- $	65 640 $
	Directrice adjointe en installation	64 318 $	- $	48 852 $	62 425 $
	Total personnel de gestion	**77 367 $**	**74 551 $**	**56 909 $**	**70 926 $**
	Grand total	**43 087 $**	**53 419 $**	**38 674 $**	**42 104 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE, par région - CPE CPE-BC et GS

Légende:

BC = Bureau coordonnateur CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionnée GNS = Garderie non subventionnée
N.D. = non disponible

Tableau 2	Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 - Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES														
	CPE et CPE-BC			BC (12 BC)			GS			GNS			Total		
	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	**Gestionnaires**	**Éducatrices**	**Autres employés**
Bas-Saint-Laurent	41	538	124	N.D.	N.D.	N.D.	1	6	1	4	22	1	46	566	126
Saguenay-Lac-Saint-Jean	73	835	148	N.D.	N.D.	N.D.	23	132	27	44	214	25	140	1 181	200
Capitale-Nationale	199	2 105	436	6	N.D.	16	82	646	94	184	1 097	113	471	3 848	659
Mauricie	73	808	137	N.D.	N.D.	N.D.	15	76	8	21	100	13	109	984	158
Estrie	153	1 494	243	N.D.	N.D.	N.D.	6	72	11	25	132	13	184	1 698	267
Montréal	486	4 985	799	6	N.D.	24	405	2 963	417	628	2 897	348	1 525	10 845	1 588
Outaouais	109	1 129	197	N.D.	N.D.	N.D.	33	277	42	58	325	44	200	1 731	283
Abiti-Témiscamingue	35	457	78	N.D.	N.D.	N.D.	1	14	1	12	47	19	48	518	98
Côte-Nord	27	291	58	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	291	58
Nord-du-Québec	26	304	109	1	N.D.	1	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	304	110
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	20	298	65	N.D.	N.D.	N.D.	1	4	2	-	6	1	21	308	68
Chaudière-Appalaches	100	1 336	267	5	N.D.	14	26	215	32	51	329	39	182	1 880	352
Laval	79	844	161	N.D.	N.D.	N.D.	87	652	85	142	772	86	308	2 268	332
Lanaudière	98	1 230	217	N.D.	N.D.	N.D.	61	606	69	64	448	49	223	2 284	335
Laurentides	141	1 423	255	N.D.	N.D.	N.D.	68	627	58	112	651	75	321	2 701	388
Montérégie	349	3 633	679	N.D.	N.D.	N.D.	218	1 680	181	287	1 837	182	854	7 150	1 042
Centre-du-Québec	56	788	169	N.D.	N.D.	N.D.	20	154	20	16	75	17	92	1 017	206
Sous-total	2 065	22 498	4 142	18	N.D.	55	1 047	8 124	1 048	1 648	8 952	1 025	4 778	39 574	6 270
Grand Total			28 705			73			10 219			11 625			50 622

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1A	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	CPE							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	288	87%	41	13%	15	1548	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	556	86%	92	14%	34	3283	0	0
Capitale-Nationale	1441	80%	355	20%	75	8267	10	692
Mauricie	524	84%	98	16%	25	3026	2	96
Estrie	1033	83%	213	17%	56	5954	4	241
Montréal	3647	81%	840	19%	226	21574	24	2271
Outaouais	674	64%	381	36%	18	2032	24	3021
Abiti-Témiscamingue	246	67%	122	33%	10	1193	6	640
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	74%	38	26%	5	618	2	109
Chaudière-Appalaches	1003	84%	193	16%	40	5440	3	403
Laval	672	86%	108	14%	36	3881	0	0
Lanaudière	895	84%	176	16%	36	5151	1	183
Laurentides	1030	83%	206	17%	50	5960	2	239
Montérégie	2743	83%	542	17%	115	15909	4	658
Centre-du-Québec	528	83%	108	17%	22	2985	1	65
Total	15589	81%	3616	19%	772	87730	94	9330

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1B	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	79%	1	21%	1	21	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	74	69%	33	31%	5	341	3	217
Capitale-Nationale	375	67%	188	33%	28	1846	26	1446
Mauricie	46	70%	19	30%	3	240	2	140
Estrie	175	69%	78	31%	12	920	4	330
Montréal	2086	70%	886	30%	178	12214	100	6822
Outaouais	166	65%	88	35%	9	629	14	934
Abiti-Témiscamingue	6	39%	10	61%	0	0	1	80
Côte-Nord					0	0	0	0
Nord-du-Québec					0	0	0	0
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	0	8%	4	92%	0	0	1	23
Chaudière-Appalaches	122	67%	59	33%	10	567	8	525
Laval	440	72%	167	28%	33	2366	22	1423
Lanaudière	407	75%	139	25%	36	2600	9	630
Laurentides	364	66%	186	34%	23	1850	18	1371
Montérégie	902	66%	455	34%	60	4424	54	3834
Centre-du-Québec	110	77%	32	23%	10	577	3	203
Total	5275	69%	2346	31%	408	28595	265	17978

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE + GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1C	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	Total CPE + GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	292	87%	42	13%	16	1569	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	630	83%	126	17%	39	3624	3	217
Capitale-Nationale	1816	77%	543	23%	103	10113	36	2138
Mauricie	570	83%	117	17%	28	3266	4	236
Estrie	1208	81%	291	19%	68	6874	8	571
Montréal	5732	77%	1726	23%	404	33788	124	9093
Outaouais	840	64%	469	36%	27	2661	38	3955
Abiti-Témiscamingue	252	66%	131	34%	10	1193	7	720
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	72%	42	28%	5	618	3	132
Chaudière-Appalaches	1125	82%	252	18%	50	6007	11	928
Laval	1112	80%	275	20%	69	6247	22	1423
Lanaudière	1302	81%	314	19%	72	7751	10	813
Laurentides	1394	78%	392	22%	73	7810	20	1610
Montérégie	3645	79%	998	21%	175	20333	58	4492
Centre-du-Québec	638	82%	140	18%	32	3562	4	268
Total	20864	78%	5962	22%	1180	116325	359	27308

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2A	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	CPE						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	441	82%	97	18%	38	7	2065
Saguenay-Lac-Saint-Jean	668	80%	167	20%	49	8	3062
Capitale-Nationale	1638	78%	467	22%	122	23	8789
Mauricie	627	78%	181	22%	53	6	3165
Estrie	1148	77%	346	23%	90	14	5950
Montréal	3898	78%	1087	22%	290	68	23956
Outaouais	704	62%	425	38%	46	37	5003
Abiti-Témiscamingue	298	65%	159	35%	17	16	1866
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	196	66%	102	34%	17	4	993
Chaudière-Appalaches	1075	80%	261	20%	84	10	5347
Laval	720	85%	124	15%	54	5	3907
Lanaudière	1016	83%	214	17%	72	4	5093
Laurentides	1155	81%	268	19%	80	13	6154
Montérégie	2946	81%	687	19%	219	25	15768
Centre-du-Québec	621	79%	167	21%	49	4	2927
Total	17530	78%	4968	22%	1298	269	96408

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2B	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	67%	2	33%	1	0	21
Saguenay-Lac-Saint-Jean	85	64%	47	36%	7	1	448
Capitale-Nationale	419	65%	227	35%	41	15	3184
Mauricie	50	66%	26	34%	4	1	380
Estrie	50	69%	22	31%	3	1	280
Montréal	2008	68%	955	32%	204	69	18498
Outaouais	174	63%	103	37%	15	9	1553
Abiti-Témiscamingue	8	57%	6	43%	0	1	80
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	3	75%	1	25%	1	0	23
Chaudière-Appalaches	135	63%	80	37%	11	8	1094
Laval	441	68%	211	32%	42	11	3569
Lanaudière	437	72%	169	28%	39	6	3034
Laurentides	407	65%	220	35%	26	16	3156
Montérégie	1071	64%	609	36%	83	45	8998
Centre-du-Québec	109	71%	45	29%	9	3	659
Total	5401	66%	2723	34%	486	186	44977

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2C	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3. L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024. Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis. Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	7	32%	15	68%	0	5	203
Saguenay-Lac-Saint-Jean	118	55%	96	45%	10	12	1214
Capitale-Nationale	441	40%	656	60%	27	83	6336
Mauricie	48	48%	52	52%	4	7	555
Estrie	75	57%	57	43%	10	8	796
Montréal	1422	49%	1475	51%	136	306	23456
Outaouais	139	43%	186	57%	6	37	2219
Abiti-Témiscamingue	21	45%	26	55%	1	3	250
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	2	33%	4	67%	0	1	26
Chaudière-Appalaches	148	45%	181	55%	7	25	1871
Laval	382	49%	390	51%	26	63	5319
Lanaudière	241	54%	207	46%	23	24	2857
Laurentides	317	49%	334	51%	19	51	3888
Montérégie	855	47%	982	53%	51	134	11715
Centre-du-Québec	43	57%	32	43%	5	3	411
Total	4259	48%	4693	52%	325	762	61116

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - Total CPE + GS +GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2D	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	Total CPE + GS + GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	452	80%	114	20%	39	12	2289
Saguenay-Lac-Saint-Jean	871	74%	310	26%	66	21	4724
Capitale-Nationale	2498	65%	1350	35%	190	121	18309
Mauricie	725	74%	259	26%	61	14	4100
Estrie	1273	75%	425	25%	103	23	7026
Montréal	7328	68%	3517	32%	630	443	65910
Outaouais	1017	59%	714	41%	67	83	8775
Abiti-Témiscamingue	327	63%	191	37%	18	20	2196
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	201	65%	107	35%	18	5	1042
Chaudière-Appalaches	1358	72%	522	28%	102	43	8312
Laval	1543	68%	725	32%	122	79	12795
Lanaudière	1694	74%	590	26%	134	34	10984
Laurentides	1879	70%	822	30%	125	80	13198
Montérégie	4872	68%	2278	32%	353	204	36481
Centre-du-Québec	773	76%	244	24%	63	10	3997
Total	27190	69%	12384	31%	2109	1217	202501

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-88

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel administratif pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. Fournir une estimation du nombre d'employés administratifs pour les mêmes années.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe 1 – Données sur personnel dans les SGEE.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Nombre d'ETC

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1A		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**						
		Nombre d'ETC						
Catégories d'emploi		CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE - BC - GS**	GNS*	**Total CPE+BC+GS+GNS****
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	15 589	-	15 589	5 275	20 864	6 470	33 296
	Éducatrice non qualifiée	3 616	-	3 616	2 346	5 962		
	Total personnel éducateur	**19 206**	**-**	**19 206**	**7 621**	**26 826**	**n.d.**	**n.d.**
Autres	Éducatrice spécialisée	427	-	427	68	495	n. d.	**n. d.**
	Aide-éducatrice	236	-	236	187	424	n. d.	**n. d.**
	Agente de conformité	-	190	190	-	190	n. d.	**n. d.**
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	1 140	-	1 140	386	1 526	n. d.	**n. d.**
	Préposée	497	-	497	121	618	n. d.	**n. d.**
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	326	223	548	27	575	n. d.	**n. d.**
	Total autres	**2 626**	**412**	**3 039**	**789**	**3 828**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	277	65	342	89	430	n. d.	**n. d.**
	Commis comptable ou secrétaire comptable	99	64	163	29	192	n. d.	**n. d.**
	Secrétaire-réceptionniste	52	25	76	12	88	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de soutien administratif	**428**	**153**	**581**	**129**	**710**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de gestion	Directrice générale	761	91	852	495	1 346	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe - volet administration	131	26	157	211	368	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe dans un BC	-	75	75	-	75	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe en installation	767	-	767	107	874	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de gestion	**1 660**	**192**	**1 851**	**812**	**2 663**	n. d.	**n. d.**
	Grand total	**23 919**	**757**	**24 676**	**9 351**	**34 027**		**40 497**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Masse salariale

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1B		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**				
		Masse salariale pour 2021-2022				
Catégories d'emploi		**CPE**	**BC**	**CPE & BC**	**GS**	**CPE & BC & GS**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	664 633 787 $	- $	664 633 787 $	210 046 829 $	874 680 616 $
	Éducatrice non qualifiée	119 737 234 $	- $	119 737 234 $	72 855 434 $	192 592 668 $
	Total personnel éducateur	**784 371 021 $**	**- $**	**784 371 021 $**	**282 902 263 $**	**1 067 273 284 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	16 505 027 $	- $	16 505 027 $	2 533 472 $	19 038 499 $
	Aide-éducatrice	7 639 672 $	- $	7 639 672 $	5 779 711 $	13 419 383 $
	Agente de conformité	- $	8 746 746 $	8 746 746 $	- $	8 746 746 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	43 919 556 $	- $	43 919 556 $	13 263 150 $	57 182 706 $
	Préposée	15 047 384 $		15 047 384 $	4 083 790 $	19 131 174 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	16 247 370 $	11 152 352 $	27 399 722 $	1 354 735 $	28 754 457 $
	Total autres	**99 359 009 $**	**19 899 098 $**	**119 258 107 $**	**27 014 858 $**	**146 272 965 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	12 903 878 $	3 039 469 $	15 943 347 $	3 963 438 $	19 906 785 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	3 767 494 $	2 382 794 $	6 150 288 $	1 153 551 $	7 303 839 $
	Secrétaire-réceptionniste	1 797 888 $	847 340 $	2 645 228 $	387 957 $	3 033 185 $
	Total personnel de soutien administratif	**18 469 260 $**	**6 269 603 $**	**24 738 863 $**	**5 504 946 $**	**30 243 809 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	70 747 044 $	8 021 042 $	78 768 086 $	30 821 330 $	109 589 416 $
	Directrice adjointe - volet administration	8 308 426 $	1 327 039 $	9 635 465 $	10 166 951 $	19 802 416 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	4 932 793 $	4 932 793 $	- $	4 932 793 $
	Directrice adjointe en installation	49 337 264 $	- $	49 337 264 $	5 226 607 $	54 563 871 $
	Total personnel de gestion	**128 392 734 $**	**14 280 874 $**	**142 673 608 $**	**46 214 888 $**	**188 888 496 $**
	Grand total	**1 030 592 024 $**	**40 449 575 $**	**1 071 041 599 $**	**361 636 955 $**	**1 432 678 554 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Rémunération moyenne

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1C		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**			
		Rémunération moyenne en 2021-2022			
Catégories d'emploi		CPE	BC	GS	**Total**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	42 634 $	- $	39 822 $	41 923 $
	Éducatrice non qualifiée	33 110 $	- $	31 055 $	32 301 $
	Total personnel éducateur	**40 841 $**	**- $**	**37 123 $**	**39 785 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	38 684 $	- $	37 157 $	38 474 $
	Aide-éducatrice	32 338 $	- $	30 857 $	31 683 $
	Agente de conformité	- $	46 082 $	- $	46 082 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	38 509 $	- $	34 393 $	37 469 $
	Préposée	30 279 $	- $	33 672 $	30 945 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	49 861 $	50 104 $	50 523 $	49 986 $
	Total autres	**37 834 $**	**48 253 $**	**34 230 $**	**38 213 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	46 643 $	46 765 $	44 691 $	46 259 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	37 934 $	37 490 $	40 052 $	38 105 $
	Secrétaire-réceptionniste	34 861 $	34 302 $	33 581 $	34 536 $
	Total personnel de soutien administratif	**43 199 $**	**40 910 $**	**42 661 $**	**42 607 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	92 958 $	88 329 $	62 318 $	81 391 $
	Directrice adjointe - volet administration	63 236 $	51 834 $	48 294 $	53 883 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	65 640 $	- $	65 640 $
	Directrice adjointe en installation	64 318 $	- $	48 852 $	62 425 $
	Total personnel de gestion	**77 367 $**	**74 551 $**	**56 909 $**	**70 926 $**
	Grand total	**43 087 $**	**53 419 $**	**38 674 $**	**42 104 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE, par région - CPE CPE-BC et GS

Légende:

BC = Bureau coordonnateur CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionnée GNS = Garderie non subventionnée
N.D. = non disponible

Tableau 2	Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 - Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES														
	CPE et CPE-BC			BC (12 BC)			GS			GNS			Total		
	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	**Gestionnaires**	**Éducatrices**	**Autres employés**
Bas-Saint-Laurent	41	538	124	N.D.	N.D.	N.D.	1	6	1	4	22	1	46	566	126
Saguenay-Lac-Saint-Jean	73	835	148	N.D.	N.D.	N.D.	23	132	27	44	214	25	140	1 181	200
Capitale-Nationale	199	2 105	436	6	N.D.	16	82	646	94	184	1 097	113	471	3 848	659
Mauricie	73	808	137	N.D.	N.D.	N.D.	15	76	8	21	100	13	109	984	158
Estrie	153	1 494	243	N.D.	N.D.	N.D.	6	72	11	25	132	13	184	1 698	267
Montréal	486	4 985	799	6	N.D.	24	405	2 963	417	628	2 897	348	1 525	10 845	1 588
Outaouais	109	1 129	197	N.D.	N.D.	N.D.	33	277	42	58	325	44	200	1 731	283
Abiti-Témiscamingue	35	457	78	N.D.	N.D.	N.D.	1	14	1	12	47	19	48	518	98
Côte-Nord	27	291	58	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	291	58
Nord-du-Québec	26	304	109	1	N.D.	1	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	304	110
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	20	298	65	N.D.	N.D.	N.D.	1	4	2	-	6	1	21	308	68
Chaudière-Appalaches	100	1 336	267	5	N.D.	14	26	215	32	51	329	39	182	1 880	352
Laval	79	844	161	N.D.	N.D.	N.D.	87	652	85	142	772	86	308	2 268	332
Lanaudière	98	1 230	217	N.D.	N.D.	N.D.	61	606	69	64	448	49	223	2 284	335
Laurentides	141	1 423	255	N.D.	N.D.	N.D.	68	627	58	112	651	75	321	2 701	388
Montérégie	349	3 633	679	N.D.	N.D.	N.D.	218	1 680	181	287	1 837	182	854	7 150	1 042
Centre-du-Québec	56	788	169	N.D.	N.D.	N.D.	20	154	20	16	75	17	92	1 017	206
Sous-total	2 065	22 498	4 142	18	N.D.	55	1 047	8 124	1 048	1 648	8 952	1 025	4 778	39 574	6 270
Grand Total			28 705			73			10 219			11 625			50 622

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1A	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	CPE							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	288	87%	41	13%	15	1548	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	556	86%	92	14%	34	3283	0	0
Capitale-Nationale	1441	80%	355	20%	75	8267	10	692
Mauricie	524	84%	98	16%	25	3026	2	96
Estrie	1033	83%	213	17%	56	5954	4	241
Montréal	3647	81%	840	19%	226	21574	24	2271
Outaouais	674	64%	381	36%	18	2032	24	3021
Abiti-Témiscamingue	246	67%	122	33%	10	1193	6	640
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	74%	38	26%	5	618	2	109
Chaudière-Appalaches	1003	84%	193	16%	40	5440	3	403
Laval	672	86%	108	14%	36	3881	0	0
Lanaudière	895	84%	176	16%	36	5151	1	183
Laurentides	1030	83%	206	17%	50	5960	2	239
Montérégie	2743	83%	542	17%	115	15909	4	658
Centre-du-Québec	528	83%	108	17%	22	2985	1	65
Total	15589	81%	3616	19%	772	87730	94	9330

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1B	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	79%	1	21%	1	21	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	74	69%	33	31%	5	341	3	217
Capitale-Nationale	375	67%	188	33%	28	1846	26	1446
Mauricie	46	70%	19	30%	3	240	2	140
Estrie	175	69%	78	31%	12	920	4	330
Montréal	2086	70%	886	30%	178	12214	100	6822
Outaouais	166	65%	88	35%	9	629	14	934
Abiti-Témiscamingue	6	39%	10	61%	0	0	1	80
Côte-Nord					0	0	0	0
Nord-du-Québec					0	0	0	0
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	0	8%	4	92%	0	0	1	23
Chaudière-Appalaches	122	67%	59	33%	10	567	8	525
Laval	440	72%	167	28%	33	2366	22	1423
Lanaudière	407	75%	139	25%	36	2600	9	630
Laurentides	364	66%	186	34%	23	1850	18	1371
Montérégie	902	66%	455	34%	60	4424	54	3834
Centre-du-Québec	110	77%	32	23%	10	577	3	203
Total	5275	69%	2346	31%	408	28595	265	17978

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE + GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1C	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	Total CPE + GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	292	87%	42	13%	16	1569	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	630	83%	126	17%	39	3624	3	217
Capitale-Nationale	1816	77%	543	23%	103	10113	36	2138
Mauricie	570	83%	117	17%	28	3266	4	236
Estrie	1208	81%	291	19%	68	6874	8	571
Montréal	5732	77%	1726	23%	404	33788	124	9093
Outaouais	840	64%	469	36%	27	2661	38	3955
Abiti-Témiscamingue	252	66%	131	34%	10	1193	7	720
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	72%	42	28%	5	618	3	132
Chaudière-Appalaches	1125	82%	252	18%	50	6007	11	928
Laval	1112	80%	275	20%	69	6247	22	1423
Lanaudière	1302	81%	314	19%	72	7751	10	813
Laurentides	1394	78%	392	22%	73	7810	20	1610
Montérégie	3645	79%	998	21%	175	20333	58	4492
Centre-du-Québec	638	82%	140	18%	32	3562	4	268
Total	20864	78%	5962	22%	1180	116325	359	27308

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2A	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	CPE						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	441	82%	97	18%	38	7	2065
Saguenay-Lac-Saint-Jean	668	80%	167	20%	49	8	3062
Capitale-Nationale	1638	78%	467	22%	122	23	8789
Mauricie	627	78%	181	22%	53	6	3165
Estrie	1148	77%	346	23%	90	14	5950
Montréal	3898	78%	1087	22%	290	68	23956
Outaouais	704	62%	425	38%	46	37	5003
Abiti-Témiscamingue	298	65%	159	35%	17	16	1866
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	196	66%	102	34%	17	4	993
Chaudière-Appalaches	1075	80%	261	20%	84	10	5347
Laval	720	85%	124	15%	54	5	3907
Lanaudière	1016	83%	214	17%	72	4	5093
Laurentides	1155	81%	268	19%	80	13	6154
Montérégie	2946	81%	687	19%	219	25	15768
Centre-du-Québec	621	79%	167	21%	49	4	2927
Total	17530	78%	4968	22%	1298	269	96408

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2B	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	67%	2	33%	1	0	21
Saguenay-Lac-Saint-Jean	85	64%	47	36%	7	1	448
Capitale-Nationale	419	65%	227	35%	41	15	3184
Mauricie	50	66%	26	34%	4	1	380
Estrie	50	69%	22	31%	3	1	280
Montréal	2008	68%	955	32%	204	69	18498
Outaouais	174	63%	103	37%	15	9	1553
Abiti-Témiscamingue	8	57%	6	43%	0	1	80
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	3	75%	1	25%	1	0	23
Chaudière-Appalaches	135	63%	80	37%	11	8	1094
Laval	441	68%	211	32%	42	11	3569
Lanaudière	437	72%	169	28%	39	6	3034
Laurentides	407	65%	220	35%	26	16	3156
Montérégie	1071	64%	609	36%	83	45	8998
Centre-du-Québec	109	71%	45	29%	9	3	659
Total	5401	66%	2723	34%	486	186	44977

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2C	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3. L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024. Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis. Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	7	32%	15	68%	0	5	203
Saguenay-Lac-Saint-Jean	118	55%	96	45%	10	12	1214
Capitale-Nationale	441	40%	656	60%	27	83	6336
Mauricie	48	48%	52	52%	4	7	555
Estrie	75	57%	57	43%	10	8	796
Montréal	1422	49%	1475	51%	136	306	23456
Outaouais	139	43%	186	57%	6	37	2219
Abiti-Témiscamingue	21	45%	26	55%	1	3	250
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	2	33%	4	67%	0	1	26
Chaudière-Appalaches	148	45%	181	55%	7	25	1871
Laval	382	49%	390	51%	26	63	5319
Lanaudière	241	54%	207	46%	23	24	2857
Laurentides	317	49%	334	51%	19	51	3888
Montérégie	855	47%	982	53%	51	134	11715
Centre-du-Québec	43	57%	32	43%	5	3	411
Total	4259	48%	4693	52%	325	762	61116

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - Total CPE + GS +GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2D	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	Total CPE + GS + GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	452	80%	114	20%	39	12	2289
Saguenay-Lac-Saint-Jean	871	74%	310	26%	66	21	4724
Capitale-Nationale	2498	65%	1350	35%	190	121	18309
Mauricie	725	74%	259	26%	61	14	4100
Estrie	1273	75%	425	25%	103	23	7026
Montréal	7328	68%	3517	32%	630	443	65910
Outaouais	1017	59%	714	41%	67	83	8775
Abiti-Témiscamingue	327	63%	191	37%	18	20	2196
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	201	65%	107	35%	18	5	1042
Chaudière-Appalaches	1358	72%	522	28%	102	43	8312
Laval	1543	68%	725	32%	122	79	12795
Lanaudière	1694	74%	590	26%	134	34	10984
Laurentides	1879	70%	822	30%	125	80	13198
Montérégie	4872	68%	2278	32%	353	204	36481
Centre-du-Québec	773	76%	244	24%	63	10	3997
Total	27190	69%	12384	31%	2109	1217	202501

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-89

Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe 1 – Données sur le personnel dans les SGEE.

Depuis leur création en 2006, le mode de financement des BC n'a pas connu de changement majeur. Il est basé sur des modèles de financement selon le nombre de places visées par l'agrément. En 2021-2022, le ministère de la Famille a versé 66,5 M$ en allocations pour le budget de fonctionnement des BC.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Nombre d'ETC

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1A		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**						
		Nombre d'ETC						
Catégories d'emploi		CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE - BC - GS**	GNS*	**Total CPE+BC+GS+GNS****
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	15 589	-	15 589	5 275	20 864	6 470	33 296
	Éducatrice non qualifiée	3 616	-	3 616	2 346	5 962		
	Total personnel éducateur	**19 206**	**-**	**19 206**	**7 621**	**26 826**	**n.d.**	**n.d.**
Autres	Éducatrice spécialisée	427	-	427	68	495	n. d.	**n. d.**
	Aide-éducatrice	236	-	236	187	424	n. d.	**n. d.**
	Agente de conformité	-	190	190	-	190	n. d.	**n. d.**
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	1 140	-	1 140	386	1 526	n. d.	**n. d.**
	Préposée	497	-	497	121	618	n. d.	**n. d.**
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	326	223	548	27	575	n. d.	**n. d.**
	Total autres	**2 626**	**412**	**3 039**	**789**	**3 828**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	277	65	342	89	430	n. d.	**n. d.**
	Commis comptable ou secrétaire comptable	99	64	163	29	192	n. d.	**n. d.**
	Secrétaire-réceptionniste	52	25	76	12	88	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de soutien administratif	**428**	**153**	**581**	**129**	**710**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de gestion	Directrice générale	761	91	852	495	1 346	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe - volet administration	131	26	157	211	368	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe dans un BC	-	75	75	-	75	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe en installation	767	-	767	107	874	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de gestion	**1 660**	**192**	**1 851**	**812**	**2 663**	n. d.	**n. d.**
	Grand total	**23 919**	**757**	**24 676**	**9 351**	**34 027**		**40 497**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Masse salariale

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1B		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**				
		Masse salariale pour 2021-2022				
Catégories d'emploi		**CPE**	**BC**	**CPE & BC**	**GS**	**CPE & BC & GS**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	664 633 787 $	- $	664 633 787 $	210 046 829 $	874 680 616 $
	Éducatrice non qualifiée	119 737 234 $	- $	119 737 234 $	72 855 434 $	192 592 668 $
	Total personnel éducateur	**784 371 021 $**	**- $**	**784 371 021 $**	**282 902 263 $**	**1 067 273 284 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	16 505 027 $	- $	16 505 027 $	2 533 472 $	19 038 499 $
	Aide-éducatrice	7 639 672 $	- $	7 639 672 $	5 779 711 $	13 419 383 $
	Agente de conformité	- $	8 746 746 $	8 746 746 $	- $	8 746 746 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	43 919 556 $	- $	43 919 556 $	13 263 150 $	57 182 706 $
	Préposée	15 047 384 $		15 047 384 $	4 083 790 $	19 131 174 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	16 247 370 $	11 152 352 $	27 399 722 $	1 354 735 $	28 754 457 $
	Total autres	**99 359 009 $**	**19 899 098 $**	**119 258 107 $**	**27 014 858 $**	**146 272 965 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	12 903 878 $	3 039 469 $	15 943 347 $	3 963 438 $	19 906 785 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	3 767 494 $	2 382 794 $	6 150 288 $	1 153 551 $	7 303 839 $
	Secrétaire-réceptionniste	1 797 888 $	847 340 $	2 645 228 $	387 957 $	3 033 185 $
	Total personnel de soutien administratif	**18 469 260 $**	**6 269 603 $**	**24 738 863 $**	**5 504 946 $**	**30 243 809 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	70 747 044 $	8 021 042 $	78 768 086 $	30 821 330 $	109 589 416 $
	Directrice adjointe - volet administration	8 308 426 $	1 327 039 $	9 635 465 $	10 166 951 $	19 802 416 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	4 932 793 $	4 932 793 $	- $	4 932 793 $
	Directrice adjointe en installation	49 337 264 $	- $	49 337 264 $	5 226 607 $	54 563 871 $
	Total personnel de gestion	**128 392 734 $**	**14 280 874 $**	**142 673 608 $**	**46 214 888 $**	**188 888 496 $**
	Grand total	**1 030 592 024 $**	**40 449 575 $**	**1 071 041 599 $**	**361 636 955 $**	**1 432 678 554 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Rémunération moyenne

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1C		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**			
		Rémunération moyenne en 2021-2022			
Catégories d'emploi		CPE	BC	GS	**Total**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	42 634 $	- $	39 822 $	41 923 $
	Éducatrice non qualifiée	33 110 $	- $	31 055 $	32 301 $
	Total personnel éducateur	**40 841 $**	**- $**	**37 123 $**	**39 785 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	38 684 $	- $	37 157 $	38 474 $
	Aide-éducatrice	32 338 $	- $	30 857 $	31 683 $
	Agente de conformité	- $	46 082 $	- $	46 082 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	38 509 $	- $	34 393 $	37 469 $
	Préposée	30 279 $	- $	33 672 $	30 945 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	49 861 $	50 104 $	50 523 $	49 986 $
	Total autres	**37 834 $**	**48 253 $**	**34 230 $**	**38 213 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	46 643 $	46 765 $	44 691 $	46 259 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	37 934 $	37 490 $	40 052 $	38 105 $
	Secrétaire-réceptionniste	34 861 $	34 302 $	33 581 $	34 536 $
	Total personnel de soutien administratif	**43 199 $**	**40 910 $**	**42 661 $**	**42 607 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	92 958 $	88 329 $	62 318 $	81 391 $
	Directrice adjointe - volet administration	63 236 $	51 834 $	48 294 $	53 883 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	65 640 $	- $	65 640 $
	Directrice adjointe en installation	64 318 $	- $	48 852 $	62 425 $
	Total personnel de gestion	**77 367 $**	**74 551 $**	**56 909 $**	**70 926 $**
	Grand total	**43 087 $**	**53 419 $**	**38 674 $**	**42 104 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE, par région - CPE CPE-BC et GS

Légende:

BC = Bureau coordonnateur CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionnée GNS = Garderie non subventionnée
N.D. = non disponible

Tableau 2	Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 - Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES														
	CPE et CPE-BC			BC (12 BC)			GS			GNS			Total		
	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	**Gestionnaires**	**Éducatrices**	**Autres employés**
Bas-Saint-Laurent	41	538	124	N.D.	N.D.	N.D.	1	6	1	4	22	1	46	566	126
Saguenay-Lac-Saint-Jean	73	835	148	N.D.	N.D.	N.D.	23	132	27	44	214	25	140	1 181	200
Capitale-Nationale	199	2 105	436	6	N.D.	16	82	646	94	184	1 097	113	471	3 848	659
Mauricie	73	808	137	N.D.	N.D.	N.D.	15	76	8	21	100	13	109	984	158
Estrie	153	1 494	243	N.D.	N.D.	N.D.	6	72	11	25	132	13	184	1 698	267
Montréal	486	4 985	799	6	N.D.	24	405	2 963	417	628	2 897	348	1 525	10 845	1 588
Outaouais	109	1 129	197	N.D.	N.D.	N.D.	33	277	42	58	325	44	200	1 731	283
Abiti-Témiscamingue	35	457	78	N.D.	N.D.	N.D.	1	14	1	12	47	19	48	518	98
Côte-Nord	27	291	58	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	291	58
Nord-du-Québec	26	304	109	1	N.D.	1	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	304	110
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	20	298	65	N.D.	N.D.	N.D.	1	4	2	-	6	1	21	308	68
Chaudière-Appalaches	100	1 336	267	5	N.D.	14	26	215	32	51	329	39	182	1 880	352
Laval	79	844	161	N.D.	N.D.	N.D.	87	652	85	142	772	86	308	2 268	332
Lanaudière	98	1 230	217	N.D.	N.D.	N.D.	61	606	69	64	448	49	223	2 284	335
Laurentides	141	1 423	255	N.D.	N.D.	N.D.	68	627	58	112	651	75	321	2 701	388
Montérégie	349	3 633	679	N.D.	N.D.	N.D.	218	1 680	181	287	1 837	182	854	7 150	1 042
Centre-du-Québec	56	788	169	N.D.	N.D.	N.D.	20	154	20	16	75	17	92	1 017	206
Sous-total	2 065	22 498	4 142	18	N.D.	55	1 047	8 124	1 048	1 648	8 952	1 025	4 778	39 574	6 270
Grand Total			28 705			73			10 219			11 625			50 622

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1A	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	CPE							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	288	87%	41	13%	15	1548	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	556	86%	92	14%	34	3283	0	0
Capitale-Nationale	1441	80%	355	20%	75	8267	10	692
Mauricie	524	84%	98	16%	25	3026	2	96
Estrie	1033	83%	213	17%	56	5954	4	241
Montréal	3647	81%	840	19%	226	21574	24	2271
Outaouais	674	64%	381	36%	18	2032	24	3021
Abiti-Témiscamingue	246	67%	122	33%	10	1193	6	640
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	74%	38	26%	5	618	2	109
Chaudière-Appalaches	1003	84%	193	16%	40	5440	3	403
Laval	672	86%	108	14%	36	3881	0	0
Lanaudière	895	84%	176	16%	36	5151	1	183
Laurentides	1030	83%	206	17%	50	5960	2	239
Montérégie	2743	83%	542	17%	115	15909	4	658
Centre-du-Québec	528	83%	108	17%	22	2985	1	65
Total	15589	81%	3616	19%	772	87730	94	9330

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1B	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	79%	1	21%	1	21	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	74	69%	33	31%	5	341	3	217
Capitale-Nationale	375	67%	188	33%	28	1846	26	1446
Mauricie	46	70%	19	30%	3	240	2	140
Estrie	175	69%	78	31%	12	920	4	330
Montréal	2086	70%	886	30%	178	12214	100	6822
Outaouais	166	65%	88	35%	9	629	14	934
Abiti-Témiscamingue	6	39%	10	61%	0	0	1	80
Côte-Nord					0	0	0	0
Nord-du-Québec					0	0	0	0
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	0	8%	4	92%	0	0	1	23
Chaudière-Appalaches	122	67%	59	33%	10	567	8	525
Laval	440	72%	167	28%	33	2366	22	1423
Lanaudière	407	75%	139	25%	36	2600	9	630
Laurentides	364	66%	186	34%	23	1850	18	1371
Montérégie	902	66%	455	34%	60	4424	54	3834
Centre-du-Québec	110	77%	32	23%	10	577	3	203
Total	5275	69%	2346	31%	408	28595	265	17978

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE + GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1C	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	Total CPE + GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	292	87%	42	13%	16	1569	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	630	83%	126	17%	39	3624	3	217
Capitale-Nationale	1816	77%	543	23%	103	10113	36	2138
Mauricie	570	83%	117	17%	28	3266	4	236
Estrie	1208	81%	291	19%	68	6874	8	571
Montréal	5732	77%	1726	23%	404	33788	124	9093
Outaouais	840	64%	469	36%	27	2661	38	3955
Abiti-Témiscamingue	252	66%	131	34%	10	1193	7	720
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	72%	42	28%	5	618	3	132
Chaudière-Appalaches	1125	82%	252	18%	50	6007	11	928
Laval	1112	80%	275	20%	69	6247	22	1423
Lanaudière	1302	81%	314	19%	72	7751	10	813
Laurentides	1394	78%	392	22%	73	7810	20	1610
Montérégie	3645	79%	998	21%	175	20333	58	4492
Centre-du-Québec	638	82%	140	18%	32	3562	4	268
Total	20864	78%	5962	22%	1180	116325	359	27308

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2A	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	CPE						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	441	82%	97	18%	38	7	2065
Saguenay-Lac-Saint-Jean	668	80%	167	20%	49	8	3062
Capitale-Nationale	1638	78%	467	22%	122	23	8789
Mauricie	627	78%	181	22%	53	6	3165
Estrie	1148	77%	346	23%	90	14	5950
Montréal	3898	78%	1087	22%	290	68	23956
Outaouais	704	62%	425	38%	46	37	5003
Abiti-Témiscamingue	298	65%	159	35%	17	16	1866
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	196	66%	102	34%	17	4	993
Chaudière-Appalaches	1075	80%	261	20%	84	10	5347
Laval	720	85%	124	15%	54	5	3907
Lanaudière	1016	83%	214	17%	72	4	5093
Laurentides	1155	81%	268	19%	80	13	6154
Montérégie	2946	81%	687	19%	219	25	15768
Centre-du-Québec	621	79%	167	21%	49	4	2927
Total	17530	78%	4968	22%	1298	269	96408

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2B	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	67%	2	33%	1	0	21
Saguenay-Lac-Saint-Jean	85	64%	47	36%	7	1	448
Capitale-Nationale	419	65%	227	35%	41	15	3184
Mauricie	50	66%	26	34%	4	1	380
Estrie	50	69%	22	31%	3	1	280
Montréal	2008	68%	955	32%	204	69	18498
Outaouais	174	63%	103	37%	15	9	1553
Abiti-Témiscamingue	8	57%	6	43%	0	1	80
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	3	75%	1	25%	1	0	23
Chaudière-Appalaches	135	63%	80	37%	11	8	1094
Laval	441	68%	211	32%	42	11	3569
Lanaudière	437	72%	169	28%	39	6	3034
Laurentides	407	65%	220	35%	26	16	3156
Montérégie	1071	64%	609	36%	83	45	8998
Centre-du-Québec	109	71%	45	29%	9	3	659
Total	5401	66%	2723	34%	486	186	44977

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2C	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3. L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024. Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis. Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	7	32%	15	68%	0	5	203
Saguenay-Lac-Saint-Jean	118	55%	96	45%	10	12	1214
Capitale-Nationale	441	40%	656	60%	27	83	6336
Mauricie	48	48%	52	52%	4	7	555
Estrie	75	57%	57	43%	10	8	796
Montréal	1422	49%	1475	51%	136	306	23456
Outaouais	139	43%	186	57%	6	37	2219
Abiti-Témiscamingue	21	45%	26	55%	1	3	250
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	2	33%	4	67%	0	1	26
Chaudière-Appalaches	148	45%	181	55%	7	25	1871
Laval	382	49%	390	51%	26	63	5319
Lanaudière	241	54%	207	46%	23	24	2857
Laurentides	317	49%	334	51%	19	51	3888
Montérégie	855	47%	982	53%	51	134	11715
Centre-du-Québec	43	57%	32	43%	5	3	411
Total	4259	48%	4693	52%	325	762	61116

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - Total CPE + GS +GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2D	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	Total CPE + GS + GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	452	80%	114	20%	39	12	2289
Saguenay-Lac-Saint-Jean	871	74%	310	26%	66	21	4724
Capitale-Nationale	2498	65%	1350	35%	190	121	18309
Mauricie	725	74%	259	26%	61	14	4100
Estrie	1273	75%	425	25%	103	23	7026
Montréal	7328	68%	3517	32%	630	443	65910
Outaouais	1017	59%	714	41%	67	83	8775
Abiti-Témiscamingue	327	63%	191	37%	18	20	2196
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	201	65%	107	35%	18	5	1042
Chaudière-Appalaches	1358	72%	522	28%	102	43	8312
Laval	1543	68%	725	32%	122	79	12795
Lanaudière	1694	74%	590	26%	134	34	10984
Laurentides	1879	70%	822	30%	125	80	13198
Montérégie	4872	68%	2278	32%	353	204	36481
Centre-du-Québec	773	76%	244	24%	63	10	3997
Total	27190	69%	12384	31%	2109	1217	202501

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-90

Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.

Réponse

Le budget de fonctionnement prévu des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) est un budget global basé sur une proposition d'organisation du travail permettant d'exercer l'ensemble des responsabilités et des fonctions nécessaires à la coordination du milieu familial.

Subvention pour le budget de fonctionnement des BC selon les modèles d'organisation

	MODÈLE	2022-2023
1	140 places ou moins	83 193 $
2	141 jusqu'à 280 places	212 660 $
3	281 jusqu'à 420 places	301 265 $
4	421 jusqu'à 560 places	376 864 $
5	561 jusqu'à 700 places	458 358 $
6	701 jusqu'à 850 places	505 257 $
7	851 jusqu'à 1 000 places	596 010 $
8	1 001 jusqu'à 1 150 places	673 239 $
9	1 151 jusqu'à 1 300 places	765 687 $
10	1 301 jusqu'à 1 500 places	833 935 $
11	1 501 jusqu'à 1 700 places	933 109 $
12	1 701 jusqu'à 1 900 places	1 041 315 $
13	Plus de 1 900 places	1 135 649 $

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-91

Indiquer le nombre de conseillers à la famille, par région administrative, pour 2022-2023.

Réponse

Le tableau suivant présente le nombre de conseillers aux services à la famille et de conseillers en développement et concertation pour 2022-2023.

SECTEURS	**2022-2023* (au 28 février 2023)**
Bas-Saint-Laurent (01)	1
Saguenay–Lac-Saint-Jean (02)	1
Capitale-Nationale (03)	16
Estrie (05)	1
Montréal (06)	18
Abitibi-Témiscamingue (08)	1
Côte-Nord (09)	1
Laval (13)	13
Laurentides (15)	1
Montérégie (16)	13

* Sont inclus : Conseillers régionaux au développement du réseau (CRDR).

Note : Toutes les régions administratives sont desservies, peu importe la région du port d'attache du conseiller ou de la conseillère.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-92

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail-études destiné à certains milieux d'enseignement pour les parents-étudiants, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail-études destiné à certains milieux d'enseignement pour les parents-étudiants (Programme) n'est plus en vigueur depuis le 31 mars 2021.

Aucun appel de projets n'a eu lieu en 2022-2023.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-93

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destiné aux milieux de travail, ventilé de la façon suivante :

a) Volet 1 – Soutien aux initiatives d'employeurs : Appuyer les employeurs dans leur démarche d'implantation de mesures de CFT au sein de leur organisation, ventilé avec le montant et la région;
b) Volet 2 – Soutien aux initiatives d'information et de formation : Outiller les employeurs afin de faciliter la démarche d'implantation de mesures de CFT dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région;
c) Volet 2 – Soutien aux initiatives particulières : Appuyer tout autre initiative pour faciliter la CFT des travailleuses et des travailleurs par des actions qui rapportent collectivement dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

La liste des projets retenus lors de l'appel de projets 2022-2023 sera rendue publique sous peu dans le site Internet du Ministère.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 pour un projet pilote pour la garde à horaires atypiques, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Organisme	**Région administrative**	**Montant versé en 2022-2023** Deuxième versement de l'an 3 (20 %)
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Montréal	15 000 $
Maison de la famille Pierre Bienvenu Noailles	Montréal	5 600 $
Maison de la Famille Chutes Chaudière	Chaudière-Appalaches	15 000 $
Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance	Chaudière-Appalaches	*
TOTAL		**35 600 $**

* Au 28 février 2023, l'organisme n'a pas encore transmis les documents de reddition de comptes requis par le ministère de la Famille pour autoriser le dernier versement pour l'an 3.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 via le *Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale*, ventilée avec le montant et la région.

Réponse

Un appel de projets a eu lieu du 12 septembre au 7 octobre 2022, dans le cadre du Programme de soutien à des projets de garde pour la relâche scolaire et la période estivale (Programme). Ce programme vise à soutenir de nouveaux projets ou à bonifier l'offre de garde existante pour les enfants d'âge scolaire, de parents-travailleurs ou de parents-étudiants au cours de ces deux périodes en 2023.

La liste des projets retenus en 2022-2023 est disponible par Internet : .https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/Liste-organismes-finances_programme-soutien-garde-estivale.pdf

---

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2022-2023 via le Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Aucun appel de projets n'a été lancé en 2022-2023. Il s'agissait, en effet, de la dernière année du Programme, au cours de laquelle a été versé le deuxième et dernier paiement des sommes octroyées dans le cadre de l'appel de projets 2021-2022.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Dresser un état de situation incluant une ventilation des sommes octroyées en 2022-2023, par municipalité, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, concernant le développement d'une politique familiale au sein des municipalités.

Réponse

Considérant le nombre important de municipalités et de municipalités régionales de comté (MRC) soutenues depuis le lancement du Programme de soutien aux politiques familiales municipales (Programme) en 2002, le Ministère a procédé à un appel de projets ciblé auprès de municipalités n'ayant jamais élaboré de politiques familiales municipales (PFM).

Six municipalités ont bénéficié du Programme en 2022-2023 et se sont vu octroyer un montant total de 64 500 $. Une somme de 16 200 $ est également prévue pour le soutien technique dispensé aux municipalités par Espace MUNI. Au 28 février 2023, un total de 904 municipalités et MRC ont été soutenues ou sont en voie de l'être, dans le cadre du Programme, soit 864 municipalités et 40 MRC.

Voici la liste des projets retenus :

Région administrative	Municipalité	Type de projet	Montant octroyé municipalité	Montant octroyé soutien technique
5 - Estrie	Municipalité de North Hatley	Élaboration	10 500 $	2 700 $
	Municipalité de Racine	Élaboration	10 500 $	2 700 $
	Municipalité de Saint-Augustin-de-Woburn	Élaboration	10 500 $	2 700 $
14 - Lanaudière	Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	Élaboration	12 000 $	2 700 $
16 - Montérégie	Municipalité de Saint-Paul-d'Abbotsford	Élaboration	10 500 $	2 700 $
	Municipalité de Très-Saint-Rédempteur	Élaboration	10 500 $	2 700 $
	6 projets		**64 500 $**	**16 200 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-98

Nombre de municipalités qui ont une politique familiale et qui n'ont pas de politique familiale en date du 31 mars 2023.

Réponse

Depuis 2002, le Ministère accompagne les municipalités de moins de 100 000 habitants et les municipalités régionales de comté (MRC) dans l'élaboration ou la mise à jour de leur politique familiale municipale (PFM), en leur proposant un soutien financier dans le cadre du Programme de soutien aux politiques familiales municipales (Programme).

Au 28 février 2023, un total de 904 municipalités et MRC ont été soutenues ou sont en voie de l'être, dans le cadre du Programme, soit 864 municipalités et 40 MRC.

Cela représente 76 % des municipalités et des MRC du Québec. Selon le répertoire des municipalités (ministère des Affaires municipales et de l'Habitation), il y a 1 106 municipalités et 87 MRC au Québec. Certaines municipalités ayant adopté une politique familiale sans le soutien du Programme, le Ministère ne peut indiquer le nombre de municipalités sans politique familiale.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Liste des organismes qui offrent des services de halte-garderie, avec le financement octroyé pour 2022-2023 et le financement prévu pour 2023-2024.

Réponse

La liste des organismes est présentée ci-dessous.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Organismes subventionnés par le biais du Programme HGC (volet 1) en 2022-2023		
Région	**Nom de l'organisme**	**Subvention octroyée**
Bas-Saint-Laurent	Maison de la Famille des Basques	41 160 $
	Maison de la Famille du Grand-Portage	20 580 $
	Maison de la famille du Kamouraska	20 580 $
	Maison des familles de La Matapédia	51 450 $
	Maison des Familles de Rimouski-Neigette	41 160 $
	Maison de la Famille du Témiscouata	30 870 $
	Parent d'abord MRC de Matane	51 450 $
	Pivot-Famille Mitis	41 160 $
	Regroupement Acti-Familles	51 450 $
	Re-Source Familles	41 160 $
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Aide-Parents Plus	30 870 $
	Centre des Enfants	41 160 $
	Le Jardin du coin Chicoutimi-Nord	51 450 $
	Les Ateliers Jardin du Coin St-Honoré–Falardeau	30 870 $
	Les Jardins du coin L.J.C.	41 160 $
	L'organisme Les Apprentis	30 870 $
	Maison de la famille Éveil-Naissance	51 450 $
	Maison des Familles de Chicoutimi	41 160 $
	Maison des Familles de La Baie	51 450 $
	Maison des Familles La Cigogne du Lac-Saint-Jean Est	51 450 $
	Parensemble	51 450 $
Capitale-Nationale	CERF Volant (Centre d'entraide et de ressources familiales de Portneuf)	20 580 $
	Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	51 450 $
	Centre Ressources Jardin de Familles	51 450 $
	Commun'action 0-5	30 870 $
	Le Pignon Bleu, la maison pour grandir	30 870 $
	Le Pivot	51 450 $
	L'Évasion St-Pie X	51 450 $
	Loisirs Lebourgneuf	51 450 $
	Maison de la famille de Charlevoix	51 450 $
	Maison de la Famille St-Ambroise	51 450 $
	Mères et Monde – Centre communautaire et résidentiel par et pour jeunes mères	51 450 $
	R.A.F.A.L. (Ressources Actions Familles à Lac St-Charles)	51 450 $
	Ressources familiales de la Côte-de-Beaupré	51 450 $
	Ressources familiales la Vieille Caserne de Montmorency (Re-Fa-Vie)	51 450 $
	Ressources Parents Vanier	20 580 $
	Solidarité Sainte-Ursule (Ressource Espace Familles)	51 450 $
Mauricie	La Maison de la Famille de Trois-Rivières	51 450 $
	Maison citoyenne des familles de Shawinigan	20 580 $
	Maison Coup de pouce T.-R.	30 870 $
	Maison de la famille Des Chenaux	51 450 $
	Maison de la Famille du Bassin de Maskinongé	51 450 $
	Maison des familles Chemin du Roi	41 160 $
	Maison des familles de Mékinac	51 450 $
	Maison des familles du Rivage	51 450 $
	Maternaide du Québec	51 450 $
	Ressource FAIRE (Familles d'Appui et Intervention pour un Réseau d'Entraide)	20 580 $
	Ressource Parent-Ailes	41 160 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Organismes subventionnés par le biais du Programme HGC (volet 1) en 2022-2023		
Région	**Nom de l'organisme**	**Subvention octroyée**
Estrie	Association Granby pour la déficience intellectuelle et l'autisme	51 450 $
	Famille Espoir	30 870 $
	Famille Plus	51 450 $
	La Maison des Familles Famillaction	51 450 $
	La Relève du Haut-Saint-François	51 450 $
	Maison de la famille de la MRC de Coaticook	51 450 $
	Maison de la famille de Sherbrooke	51 450 $
	Maison de la Famille des Frontières	51 450 $
	Maison de la famille Farnham et région	51 450 $
	Maison de la famille Les Arbrisseaux	30 870 $
	Maison de la Famille Memphrémagog	51 450 $
	Maison des Familles de Granby et région	51 450 $
	Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie (RAME)	51 450 $
Montréal	Accueil aux immigrants de l'est de Montréal (AIEM)	51 450 $
	Accueil pour Immigrants et Réfugiés du Sud-Ouest de Montréal Centre Prisme	51 450 $
	Afrique au Féminin	51 450 $
	Amitié Soleil	20 580 $
	Association des Parents de Côte-des-Neiges	51 450 $
	Baobab Familial	30 870 $
	Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	51 450 $
	Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles	20 580 $
	Carrefour des femmes d'Anjou	51 450 $
	Carrefour Familial Hochelaga	30 870 $
	Carrefour familial les Pitchou	51 450 $
	Carrefour familial l'Intermède	51 450 $
	CARI St-Laurent	51 450 $
	Centre communautaire Bon Courage de Place Benoît	51 450 $
	Centre communautaire CEFEDI	20 580 $
	Centre Communautaire Dawson	41 160 $
	Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	20 580 $
	Centre Communautaire Mountain Sights	20 580 $
	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	51 450 $
	Centre de ressources pour les familles des militaires de la région de Montréal	51 450 $
	Centre d'écoute et de référence Multi-Écoute	51 450 $
	Centre des femmes de Rivière-des-Prairies	30 870 $
	Centre des femmes de Saint-Laurent	51 450 $
	Centre éducatif communautaire René-Goupil (CECRG)	51 450 $
	Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales	51 450 $
	Centre multi-ressources de Lachine	51 450 $
	Centre récréatif Poupart	20 580 $
	Cloverdale Multi-Ressources	51 450 $
	Comité de vie de quartier Duff-Court	51 450 $
	Concertation-Femme	51 450 $
	Entre Parents de Montréal-Nord	51 450 $
	Escale Famille Le Triolet	51 450 $
	Espace-Famille Villeray	51 450 $
	Famijeunes	41 160 $
	Halte-garderie La Pirouette	51 450 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Organismes subventionnés par le biais du Programme HGC (volet 1) en 2022-2023		
Région	**Nom de l'organisme**	**Subvention octroyée**
Montréal (suite)	Interaction Famille Hochelaga-Maisonneuve	51 450 $
	L'Oasis des enfants de Rosemont	51 450 $
	La Maison À Petits Pas	51 450 $
	La Maison des Familles de Mercier-Est	51 450 $
	La Maison des Parents de Bordeaux-Cartierville	51 450 $
	La Maisonnette des parents	51 450 $
	La P'tite Maison de Saint-Pierre	51 450 $
	La Relance Jeunes et Familles	41 160 $
	Le Carrefour des Petits Soleils	30 870 $
	Le Centre de l'Enfance de Rivière-des-Prairies	41 160 $
	Le Centre des femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles	51 450 $
	Le Groupe d'entraide maternelle de La Petite Patrie	20 580 $
	Le Projet Harmonie	51 450 $
	Maison C.A.F.I. (Centre d'aide aux familles immigrantes)	51 450 $
	Maison de la famille Cœur à Rivière	20 580 $
	Maison de la Famille de Saint-Léonard	51 450 $
	Maison de la Famille de St-Michel	51 450 $
	Maison de la Famille Mosaïk	41 160 $
	Maison de la Famille Pierre Bienvenue Noailles	41 160 $
	Maison des familles de LaSalle	51 450 $
	Maison des familles de Verdun	41 160 $
	Maison d'Haïti	41 160 $
	Mon Resto Saint-Michel	51 450 $
	Pause Parents-Enfants de Verdun	20 580 $
	Pause-Famille	51 450 $
	Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	51 450 $
	Poussons Poussettes du quartier Centre-Sud de Montréal	41 160 $
	Projet Communautaire de Pierrefonds	41 160 $
	Regroupement Entre Mamans	51 450 $
	Relais Côte-des-Neiges	51 450 $
	Répit Providence Maison Hochelaga-Maisonneuve	51 450 $
	Service d'aide communautaire Anjou	41 160 $
	Service d'interprète d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)	51 450 $
	Station Familles	51 450 $
Outaouais	Centre communautaire Entre-Nous	20 580 $
	Centre d'activités préscolaires et familiales	51 450 $
	Espoir Rosalie de Gatineau	51 450 $
	Le Centre Actu-Elle	41 160 $
	Le Centre d'Animation Familiale de l'Outaouais	20 580 $
	Les Enfants de l'Espoir de Hull	30 870 $
	Maison Alcide-Clément	20 580 $
	Maison de la Famille de Gatineau	30 870 $
	Maison de la Famille de Quyon	20 580 $
	Maison de la Famille du Pontiac	41 160 $
	Maison de la Famille Vallée-de-la-Gatineau	51 450 $
	Maison de la famille Vallée-de-la-Lièvre	41 160 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Organismes subventionnés par le biais du Programme HGC (volet 1) en 2022-2023		
Région	**Nom de l'organisme**	**Subvention octroyée**
Abitibi-Témiscamingue	La Maison de la Famille de Malartic	20 580 $
	La Maison de la Famille d'Amos	20 580 $
	La Maison de la famille de Rouyn-Noranda	20 580 $
	La Maison de la famille de Val-d'Or	51 450 $
	Maison de la famille de Senneterre	30 870 $
	Maison de la Famille de Témiscamingue	20 580 $
	Maison des Familles d'Abitibi-Ouest	20 580 $
Côte-Nord	Accueil Marie-de-l'Incarnation	51 450 $
Côte-Nord	Carrefour Familial de Chute-aux-Outardes	51 450 $
	Grains de Soleil Côte-Nord	41 160 $
	L'Envol, Maison de la Famille	51 450 $
	Maison des familles de Baie-Comeau	51 450 $
	Maison de la Famille de Port-Cartier	51 450 $
Nord-du-Québec	Animations PACE-Âge	20 580 $
	Mirador des Marmots	51 450 $
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	Carrefour-Ressources	41 160 $
	Centre d'action bénévole St-Alphonse Nouvelle	51 450 $
	Family Ties Carrefour Famille New Carlisle	20 580 $
	Maison de la Famille – MRC Bonaventure	51 450 $
	Maison de la Famille Parenfant Gaspé	30 870 $
	Organisme communautaire Famille L'Embellie	20 580 $
Chaudière-Appalaches	Centre d'entraide Familiale de la MRC de Montmagny	51 450 $
	ICI Intégration communautaire des immigrants	51 450 $
	Maison de la Famille Beauce-Etchemins – La Grande Ourse	51 450 $
	Maison de la Famille Chutes Chaudière	51 450 $
	Maison de la Famille de Bellechasse	51 450 $
	Maison de la Famille de la MRC de L'Islet	51 450 $
	Maison de la Famille de Lotbinière	51 450 $
	Maison de la Famille Nouvelle-Beauce et Centre de Pédiatrie Sociale	51 450 $
	Maison de la Famille Rive-Sud	41 160 $
	Parentaime Maison de la famille des Etchemins	51 450 $
Laval	Bureau d'aide et d'assistance familiale Place St-Martin	30 870 $
	Centre communautaire Val-Martin	51 450 $
	La Maison de Quartier de Fabreville	51 450 $
	La Parentèle de Laval	30 870 $
	Le Centre des femmes de Laval	41 160 $
	Le Relais du Quartier de St-Vincent-de-Paul	51 450 $
	Maison de la famille de Laval-Ouest	51 450 $
	Maison de la Famille de St-François	51 450 $
	Maison de Quartier Vimont	51 450 $
Lanaudière	Action Famille Lanoraie	20 580 $
	Action Famille Lavaltrie	51 450 $
	Association Carrefour Famille Montcalm	51 450 $
	Cible Famille Brandon	51 450 $
	Défi-Famille Matawinie	41 160 $
	Le Carrefour Familial des Moulins	51 450 $
	Les Petits Mousses Centre de soutien à l'enfance de Lanaudière	41 160 $
	Maison de la Famille Aux quatre vents	51 450 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Organismes subventionnés par le biais du Programme HGC (volet 1) en 2022-2023		
Région	**Nom de l'organisme**	**Subvention octroyée**
Lanaudière (suite)	Maison de la famille La Parenthèse	51 450 $
	Maison de Parents de la Matawinie Ouest	30 870 $
	Maison Parent-Aise	30 870 $
	Mouvement Organisé des Mères Solidaires (M.O.M.S.)	51 450 $
	Parenfants de Mascouche	51 450 $
Laurentides	Carrefour des femmes du Grand Lachute	41 160 $
	Carrefour péri-naissance et familial	51 450 $
	Centre Regain de vie	51 450 $
	La Maison de la Famille de Sainte-Anne-des-Plaines	41 160 $
	La Maison de la Famille du Nord	41 160 $
	Le Centre de la Famille des Hautes-Laurentides	51 450 $
	Le Groupe Marraine Tendresse	51 450 $
	Maison de la famille de Bois-des-Filion	41 160 $
	Maison de la famille de Mirabel	51 450 $
	Maison de la famille des Pays-d'en-Haut	51 450 $
	Maison Parenfant des Basses-Laurentides	51 450 $
	Maison Pause-Parent	51 450 $
	Naissance-Renaissance des Hautes-Laurentides	51 450 $
	Nourri-Source Laurentides	51 450 $
Montérégie	Carrefour familial de Sainte-Julie	51 450 $
	Carrefour Familial du Richelieu	51 450 $
	Carrefour Mousseau	51 450 $
	Carrefour naissance-famille	51 450 $
	Centre de femmes l'Éclaircie	41 160 $
	Centre de la Famille St-Pie	51 450 $
	Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	51 450 $
	Famille à Cœur	51 450 $
	Gestaforme	20 580 $
	Jeunes mères en action	20 580 $
	La boussole : Centre de ressources à la famille	41 160 $
	La Collective par et pour Elle	51 450 $
	La Corne d'abondance – Entraide alimentaire et solidarité	20 580 $
	La Croisée de Longueuil	51 450 $
	La Halte Familiale	51 450 $
	La Maison de la famille Joli-Cœur	51 450 $
	La maison Tremplin de Longueuil	51 450 $
	La Station de l'Aventure, maison de la famille	51 450 $
	L'ABC de la Famille	51 450 $
	Le Centre d'animation mère-enfant de Saint-Bruno	41 160 $
	Le Fablier, une histoire de familles	30 870 $
	L'Envol Programme d'aide aux jeunes mères	51 450 $
	Les Barbaparents	51 450 $
	L'Escale familiale de Boucherville	30 870 $
	Maison de la Famille de Brossard	41 160 $
	Maison de la famille de la Vallée du Richelieu	51 450 $
	Maison de la Famille des Maskoutains	51 450 $
	La Maison de la famille Kateri	51 450 $
	Maison de la famille La Parentr'aide	51 450 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Organismes subventionnés par le biais du Programme HGC (volet 1) en 2022-2023		
Région	**Nom de l'organisme**	**Subvention octroyée**
Montérégie (suite)	Maison de la Famille LeMoyne	51 450 $
	Maison de la Famille Valoise	51 450 $
	Maison de la Famille Vaudreuil-Soulanges	51 450 $
	Maison Internationale de la Rive-Sud	51 450 $
	Maison La Virevolte	51 450 $
	Matinées Mères-Enfants	51 450 $
	Sourire sans Fin	51 450 $
	Une Affaire de Famille	51 450 $
Centre-du-Québec	Association Parents-Ressources des Bois-Francs	51 450 $
	Carrefour familial de Manseau	20 580 $
	Centre communautaire Drummondville-Sud	51 450 $
	Centre communautaire de loisirs Claude-Nault	51 450 $
	Centre de femmes Parmi Elles	51 450 $
	Centre du Plateau Laval	20 580 $
	Le Lien Maison de la Famille	20 580 $
	Le Rendez-vous Familial	51 450 $
	Ludolettre	20 580 $
	Maison de la famille Drummond	41 160 $
	Maison des Familles de L'Érable	20 580 $
	Total :	**11 246 970 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Organismes subventionnés par le biais du Programme HGC (volet 2) / Soutien ponctuel aux activités de HGC à horaires atypiques en 2022-2023 et 2023-2024		
Région	**Nom de l'organisme**	**Subvention octroyée**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Maison des Familles La Cigogne du Lac-Saint-Jean-Est	31 680 $
Capitale-Nationale	Centre de ressources pour les Familles militaires Valcartier	25 056 $
Estrie	Maison de la famille Memphrémagog	24 000 $
Montréal	Répit Providence Maison Hochelaga-Maisonneuve	18 150 $
	Afrique au féminin	39 000 $
	Regroupement "Entre-Mamans" Inc.	9 660 $
	Maison de la Famille Pierre Bienvenue Noailles	86 496 $
	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	57 792 $
	Association des parents de Côte-des-Neiges	15 360 $
	Escale Famille Le Triolet	7 920 $
	Centre Communautaire CEFEDI	50 544 $
	Centre d'écoute et de références Multi-Écoute	73 344 $
	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	69 696 $
	Maison des Familles de Verdun Inc.	14 400 $
	Espace-Famille Villeray	66 048 $
Outaouais	Espoir Rosalie de Gatineau	28 512 $
Abitibi-Témiscamingue	La Maison de la famille de Val-d'Or	22 008 $
Chaudière-Appalaches	Centre d'entraide Familiale de la MRC de Montmagny	36 960 $
	Maison de la Famille Chutes Chaudière	107 136 $
	Maison de la Famille de Bellechasse	44 160 $
Laurentides	Nourri-Source Laurentides	22 464 $
	Maison de la Famille de Mirabel	29 040 $
Montérégie	L'Envol Programme d'aide aux jeunes mères	20 496 $
	Maison de la famille des Maskoutains	49 968 $
	Carrefour Familial du Richelieu	15 732 $
	Centre de la famille Saint-Pie	48 000 $
	Famille à Coeur inc.	45 696 $
	Carrefour Naissance-Famille	16 560 $
	Maison de la famille de la Vallée du Richelieu	83 520 $
	Maison de la Famille Valoise inc.	52 800 $
	Total :	**1 212 198 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-100

Financement total octroyé pour les centres de pédiatrie sociale en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Réponse

Une somme de 7 M$ a été octroyée à la Fondation Dr Julien (Fondation) pour le déploiement du réseau des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) en 2022-2023.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-101

En date du 31 mars 2023, la liste des centres de pédiatrie sociale financés par le ministère de la Famille, ventilée ainsi :

a) nom du centre de pédiatrie sociale et adresse;
b) financement octroyé par centre;
c) date de début du financement;
d) nombre d'enfants rejoints.

Réponse

Liste des 46 centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) reconnus dans le cadre du partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Dr Julien (Fondation), au 28 février 2023.

Région	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 28 février 2023 [1]	Enfants suivis du 1er avril 2022 au 28 février 2023 [2]
Début du financement en 2015-2016				
06	CPSC de Hochelaga-Maisonneuve – Fondation	1997	10,08 M$ [3]	1 499
06	CPSC de Côte-des-Neiges – Fondation	2003		
06	CPSC Garage à musique – Fondation	2009		
07	CPSC du Vieux-Gatineau	2009	1 563 268 $	409
04	CPSC de Trois-Rivières	2009	1 196 956 $	324
07	CPSC du Vieux-Hull	2015	1 122 597 $	419
16	CPSC du Haut-Richelieu L'Étoile	2010	1 279 926 $	457
12	CPSC de Lévis	2011	1 600 096 $	508
13	CPSC Laval – Place Saint-Martin	2011	906 611 $	109
06	CPSC Saint-Laurent Au cœur de l'enfance	2011	1 143 136 $	570
03	CPSC de Québec	2012	1 208 625 $	365
11	CPSC Haute-Gaspésie	2012	1 050 256 $	293
06	CPSC de Verdun Les Petits Renards	2012	737 189 $	263
14	CPSC Lanaudière – Chertsey	2013	914 500 $	147
06	CPSC Centre-Sud	2014	1 032 609 $	116
05	CPSC Main dans la main – Cowansville	2014	1 411 603 $	343
04	CPSC de Drummondville – Les petits bonheurs	2015	1 164 475 $	387
16	CPSC Grand Galop – Saint-Hyacinthe	2015	823 317 $	137
17-18	CPSC Whapmagoostui Minnie's Hope	2015	558 760 $	254
Début du financement en 2016-2017				
06	CPSC Saint-Laurent – Chameran	2016	747 819 $	252
12	CPSC des Appalaches – Thetford Mines	2016	678 019 $	251
13	CPSC Laval – Saint-Paul – Chomedey	2016	721 255 $	174
14	CPSC de Lanaudière – Joliette	2016	888 050 $	146
15	CPSC d'Argenteuil – Lachute	2017	697 424 $	227

[1] Information transmise le 7 mars 2023 par la Fondation, qui administre la subvention gouvernementale et verse les montants aux CPSC. Dernière année disponible.

[2] Information transmise le 8 mars 2023 par la Fondation.

[3] En 2015-2016, la Fondation a reçu 1 M$ du ministère de la Santé et des Services sociaux et 80 000 $ du Ministère. En 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, la Fondation a reçu 1 M$ par année du Ministère pour les trois CPSC qu'elle administre. En 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023, elle a reçu 1,5 M$.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-101

Région	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 28 février 2023 [1]	Enfants suivis du 1er avril 2022 au 28 février 2023 [2]
Début du financement en 2017-2018				
06	CPSC de Pierrefonds-Est La Maison Caracol	Nov. 2017	485 220 $	283
05	CPSC Tandem – Magog	Oct. 2017	597 730 $	276
13	CPSC de Laval – quartier Pont Viau	Déc. 2017	608 460 $	124
04	CPSC Shawinigan Coude à coude – Centre Roland-Bertrand	Fév. 2018	525 780 $	176
16	CPSC de LeMoyne (Longueuil) L'Envol	Fév. 2018	390 450 $	125
12	CPSC Nouvelle-Beauce	Oct. 2017	100 000 $	108
Début du financement en 2018-2019				
15	CPSC Sainte-Agathe-des-Monts – Cœur des Laurentides	Avril 2018	677 620 $	264
16	CPSC de la Haute-Yamaska – Granby	Nov. 2018	303 960 $	182
15	CPSC Antoine-Labelle – ville de Mont-Laurier	Sept. 2018	573 640 $	226
16	CPSC de Longueuil – quartier Sacré-Cœur	Sept. 2018	302 650 $	98
01	CPSC Rimouski-Neigette	Fév. 2019	360 040 $	119
07	CPSC Vallée-de-la-Gatineau – Maniwaki	Déc. 2018	492 360 $	190
15	CPSC de Saint-Jérôme (Résiliation juillet 2021-enfants suivis par CPSC Rivière-du-Nord)	Janvier 2019	100 000 $	-
11	CPSC Côte-de-Gaspé Rivière-au-Renard	Janvier 2019	265 520 $	95
14	Centre Mihawoso – Manawan	Mars 2019	100 000 $	114
Début du financement en 2019-2020				
06	CPSC Lachine	Juin 2019	308 978 $	162
05	CPSC le Tandem/Standstead (résiliation septembre 2021 - enfants suivis par CPSC le Tandem/Magog)	Janvier 2020	50 000 $	-
15	Laurentian Social Community Pediatric Center (résiliation janvier 2021 - enfants suivis par le CPSC Argenteuil)	Janvier 2020	100 000 $	-
Début du financement en 2020-2021				
11	Gaspésie-Sud (Chandler)	Juillet 2021	50 000 $	179
04	CPSC Saint-Léonard-d'Aston Le Cercle	Oct. 2020	50 000 $	59
15	CPSC Rivière-du-Nord	Juillet 2021	50 000 $	114
Début du financement en 2022-2023				
09	CPSC Les Passerelles		50 000 $	16
07	CPSC Papineau		50 000 $	52
Début du financement en 2023-2024				
09	Uashat Mak Mani-Utenam	2023	0 $	-
06	CPSC Saralikitaaq	2023	0 $	-
		Total	**38 118 899 $**	**10 612**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-102

Concernant l'Allocation famille, dresser un tableau indiquant par région :

a) le nombre de famille avec des enfants de 0 à 18 ans;
b) le nombre d'enfants moyen par famille;
c) le nombre d'enfants par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans… 18 ans);
d) Nombre d'enfants selon le rang de naissance, distinctement (1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e ou plus);
e) le nombre total d'enfants par région;
f) le total des sommes octroyées en 2022-2023;
g) la somme moyenne octroyée par famille;
h) le revenu familial moyen.

Réponse

Éléments a), b), e), f) et g) :

Tableau 1 : Répartition des familles bénéficiaires et des enfants bénéficiaires de l'AF et sommes versées par région administrative, décembre 2021(1)

	Enfant de 0 à 17 ans				
Région administrative	**Nombre de familles**	**Nombre d'enfants**	**Moyenne d'enfants par famille**	**Sommes versées ($)**	**Sommes moyennes par famille ($)**
Bas-Saint-Laurent	18 778	32 296	1,72	63 541 851	3 384
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28 297	47 626	1,68	90 354 110	3 193
Capitale-Nationale	77 830	128 769	1,65	230 495 298	2 962
Mauricie	25 891	43 734	1,69	90 578 843	3 498
Estrie	50 890	87 956	1,73	178 472 387	3 507
Montréal	189 538	325 346	1,72	667 150 277	3 520
Outaouais	44 584	75 494	1,69	144 035 098	3 231
Abitibi-Témiscamingue	15 970	28 032	1,76	52 650 678	3 297
Côte-Nord	9 751	16 384	1,68	32 085 160	3 290
Nord-du-Québec	6 495	13 300	2,05	30 555 470	4 704
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 093	12 993	1,61	26 517 441	3 277
Chaudière-Appalaches	47 080	82 252	1,75	154 566 336	3 283
Laval	49 341	86 032	1,74	164 735 720	3 339
Lanaudière	62 936	108 307	1,72	211 994 864	3 368
Laurentides	71 856	120 849	1,68	232 965 581	3 242
Montérégie	167 458	282 892	1,69	525 127 016	3 136
Centre-du-Québec	27 010	47 368	1,75	97 370 942	3 605
Hors du Québec	661	1 188	1,80	2 472 829	3 741
Ensemble du Québec	**902 459**	**1 540 814**	**1,71**	**2 995 669 889**	**3 319**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-102

Élément c) :

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon l'âge et la région administrative, décembre 2021[(1)]

	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie
Moins de 1 an	1 548	2 594	7 074	2 354	4 567
1 an	1 568	2 361	6 679	2 263	4 407
2 ans	1 637	2 460	6 927	2 349	4 608
3 ans	1 619	2 519	6 968	2 376	4 644
4 ans	1 722	2 588	7 170	2 383	4 654
5 ans	1 740	2 613	7 313	2 497	4 877
6 ans	1 835	2 721	7 573	2 517	4 912
7 ans	1 789	2 678	7 585	2 510	5 121
8 ans	1 841	2 761	7 633	2 553	5 083
9 ans	1 948	2 768	7 579	2 511	5 150
10 ans	1 952	2 807	7 642	2 564	5 134
11 ans	1 940	2 741	7 737	2 526	5 288
12 ans	1 990	2 926	7 665	2 595	5 227
13 ans	1 968	2 822	7 404	2 526	5 186
14 ans	1 933	2 710	6 993	2 458	5 066
15 ans	1 834	2 637	6 735	2 396	4 835
16 ans	1 823	2 517	6 257	2 180	4 677
17 ans	1 615	2 407	5 839	2 180	4 523
Total	**32 296**	**47 626**	**128 769**	**43 734**	**87 956**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon l'âge et la région administrative, décembre 2021[(1)] (suite)

	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Moins de 1 an	17 100	3 622	1 527	796	714	674
1 an	17 324	3 624	1 563	797	712	678
2 ans	17 513	3 933	1 576	879	753	707
3 ans	17 845	3 963	1 448	848	725	667
4 ans	18 335	4 092	1 497	906	794	710
5 ans	18 675	4 405	1 622	876	759	664
6 ans	19 023	4 402	1 561	886	696	702
7 ans	19 154	4 463	1 609	934	709	733
8 ans	19 028	4 551	1 578	930	767	746
9 ans	19 116	4 485	1 614	896	743	742
10 ans	18 819	4 485	1 644	1 009	755	777
11 ans	18 797	4 521	1 630	981	771	752
12 ans	18 488	4 618	1 658	966	806	765
13 ans	18 490	4 456	1 645	987	795	829
14 ans	17 981	4 253	1 588	981	734	732
15 ans	17 200	4 060	1 516	941	700	747
16 ans	16 390	3 868	1 442	873	661	661
17 ans	16 073	3 696	1 318	903	710	710
Total	**325 346**	**75 494**	**28 032**	**16 384**	**13 300**	**12 993**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-102

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon l'âge et la région administrative, décembre 2021(1) (suite)

	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie
Moins de 1 an	4 320	3 873	5 464	6 373	14 449
1 an	4 204	3 784	5 388	6 273	14 339
2 ans	4 344	4 110	5 637	6 337	14 612
3 ans	4 264	4 123	5 644	6 345	14 863
4 ans	4 375	4 306	5 796	6 450	15 174
5 ans	4 621	4 597	6 062	6 868	15 835
6 ans	4 693	4 611	6 126	6 714	16 008
7 ans	4 754	4 816	6 194	6 974	16 367
8 ans	4 781	4 893	6 511	7 013	16 613
9 ans	4 734	4 964	6 330	7 161	16 656
10 ans	4 949	5 187	6 509	6 959	16 763
11 ans	4 915	5 360	6 491	7 206	16 703
12 ans	4 912	5 404	6 798	7 382	16 869
13 ans	4 892	5 451	6 540	7 090	16 829
14 ans	4 694	5 355	6 341	6 839	16 187
15 ans	4 492	5 257	5 877	6 687	15 585
16 ans	4 194	5 150	5 511	6 104	14 883
17 ans	4 118	4 795	5 092	6 079	14 161
Total	**82 252**	**86 032**	**108 307**	**120 849**	**282 892**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon l'âge et la région administrative, décembre 2021(1) (suite)

	Centre-du-Québec	Hors du Québec	Ensemble du Québec
Moins de 1 an	2 544	67	79 657
1 an	2 438	86	78 485
2 ans	2 559	91	81 029
3 ans	2 541	90	81 486
4 ans	2 519	95	83 561
5 ans	2 571	80	86 672
6 ans	2 545	69	87 589
7 ans	2 760	74	89 221
8 ans	2 795	74	90 146
9 ans	2 801	61	90 256
10 ans	2 782	65	90 798
11 ans	2 769	66	91 190
12 ans	2 881	45	91 990
13 ans	2 817	51	90 775
14 ans	2 681	58	87 578
15 ans	2 648	39	84 182
16 ans	2 417	40	79 644
17 ans	2 304	41	76 560
Total	**47 368**	**1 188**	**1 540 814**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-102

Élément d) :

Tableau 3 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon leur rang dans la famille et la région administrative, décembre 2021[(1)]

	Rang dans la famille							Total
Région administrative	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7 ou plus**	
Bas-Saint-Laurent	17 351	10 552	3 336	827	169	46	16	**32 296**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	25 907	15 691	4 740	1 040	197	44	8	**47 626**
Capitale-Nationale	71 216	42 687	11 598	2 516	542	141	71	**128 769**
Mauricie	23 807	14 010	4 283	1 171	311	100	54	**43 734**
Estrie	46 207	28 710	9 481	2 600	636	203	121	**87 956**
Montréal	183 669	101 170	29 853	7 371	1 956	745	583	**325 346**
Outaouais	41 281	24 326	7 350	1 863	445	133	98	**75 494**
Abitibi-Témiscamingue	14 745	9 135	3 060	805	191	63	35	**28 032**
Côte-Nord	9 108	5 070	1 583	444	113	45	23	**16 384**
Nord-du-Québec	6 386	3 896	1 865	764	261	89	40	**13 300**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7 579	4 048	1 075	221	49	16	6	**12 993**
Chaudière-Appalaches	43 199	27 604	8 715	2 123	429	127	56	**82 252**
Laval	47 624	28 320	8 149	1 550	297	74	20	**86 032**
Lanaudière	58 403	35 476	10 799	2 674	642	179	135	**108 307**
Laurentides	66 308	39 437	11 155	2 721	719	267	245	**120 849**
Montérégie	155 994	93 225	26 109	5 883	1 207	319	157	**282 892**
Centre-du-Québec	24 694	15 554	5 209	1 429	334	97	53	**47 368**
Hors du Québec	649	378	118	30	10	3	0	**1 188**
Ensemble du Québec	**844 123**	**499 284**	**148 474**	**36 027**	**8 502**	**2 686**	**1 719**	**1 540 814**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Élément h) :

Tableau 4 : Revenu annuel moyen des familles bénéficiaires de l'AF par région administrative, décembre 2021[(1)]

Région administrative	**Nombre de familles**	**Revenu annuel moyen**
Bas-Saint-Laurent	18 778	90 141 $
Saguenay–Lac-Saint-Jean	28 297	95 909 $
Capitale-Nationale	77 830	106 616 $
Mauricie	25 891	83 625 $
Estrie	50 890	88 437 $
Montréal	189 538	102 692 $
Outaouais	44 584	98 102 $
Abitibi-Témiscamingue	15 970	102 723 $
Côte-Nord	9 751	98 812 $
Nord-du-Québec	6 495	72 587 $
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 093	85 502 $
Chaudière-Appalaches	47 080	97 558 $
Laval	49 341	99 689 $
Lanaudière	62 936	92 091 $
Laurentides	71 856	96 887 $
Montérégie	167 458	105 486 $
Centre-du-Québec	27 010	84 036 $
Hors du Québec	661	84 635 $
Ensemble du Québec	**902 459**	**98 880 $**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-103

Concernant le Supplément pour enfant handicapé (SEH), dresser un tableau indiquant par région :

a) Le nombre de familles avec des enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé ;
b) Le nombre d'enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans… 18 ans) ;
c) Le nombre total d'enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé par région ;
d) le total des sommes octroyées via le Supplément pour enfant handicapé en 2022-2023, par région et au Québec ;
e) Le revenu familial moyen des familles qui ont au moins un enfant qui reçoit le Supplément pour enfant handicapé, par région ;
f) Le nombre de demandes de SEH reçues en 2022-2023 et ventiler le nombre de demandes acceptées, refusées et en traitement en date du 31 mars 2023.

Réponse

Éléments a) c) et d) :

Tableau 1 : Répartition des familles et des enfants bénéficiaires du SEH et sommes versées par région administrative, décembre 2021[(1)]

Région administrative	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Moyenne d'enfants par famille	Sommes versées ($)	Sommes moyennes par famille ($)
Bas-Saint-Laurent	742	750	1,01	3 126 337	**4 213**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 113	1 135	1,02	4 452 251	**4 000**
Capitale-Nationale	3 212	3 132	0,97	12 227 147	**3 807**
Mauricie	1 097	1 082	0,99	4 256 682	**3 880**
Estrie	2 479	2 531	1,02	5 937 315	**2 395**
Montréal	8 481	8 932	1,05	39 589 044	**4 668**
Outaouais	1 854	1 853	1	7 746 365	**4 178**
Abitibi-Témiscamingue	602	585	0,97	2 343 005	**3 892**
Côte-Nord	435	446	1,02	1 995 626	**4 588**
Nord-du-Québec	222	222	1	851 166	**3 834**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	388	390	1	1 479 084	**3 812**
Chaudière-Appalaches	1 895	1 876	0,99	7 051 414	**3 721**
Laval	2 376	2 505	1,05	10 210 172	**4 297**
Lanaudière	3 258	3 319	1,02	12 519 956	**3 843**
Laurentides	3 329	3 331	1	12 654 393	**3 801**
Montérégie	7 863	7 987	1,02	33 698 441	**4 286**
Centre-du-Québec	1 125	1 115	0,99	4 266 848	**3 793**
Hors du Québec	19	20	1,03	52 048	**2 739**
Ensemble du Québec	**40 490**	**41 207**	**1,02**	**164 457 294**	**4 062**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-103

Élément b) :

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires du SEH selon l'âge et la région, décembre 2021[1]

Âge	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie
Moins de 1 an	7	12	26	10	25
1 an	9	18	40	7	32
2 ans	12	30	69	21	41
3 ans	20	32	102	19	61
4 ans	25	44	107	49	80
5 ans	29	49	177	54	126
6 ans	53	71	201	56	143
7 ans	42	73	202	67	153
8 ans	55	71	202	77	178
9 ans	35	74	221	84	174
10 ans	51	80	217	83	194
11 ans	51	83	244	66	189
12 ans	58	75	209	89	201
13 ans	58	78	224	66	175
14 ans	52	78	251	89	213
15 ans	70	90	221	88	186
16 ans	64	92	229	77	172
17 ans	59	87	193	82	190
Total	**750**	**1 135**	**3 132**	**1 082**	**2 531**

Âge	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec
Moins de 1 an	100	11	8	6	3
1 an	160	15	6	6	6
2 ans	170	25	11	8	7
3 ans	247	55	12	8	4
4 ans	345	66	19	17	8
5 ans	459	106	32	14	12
6 ans	620	143	31	26	14
7 ans	693	129	54	33	13
8 ans	647	135	48	32	16
9 ans	614	109	36	34	15
10 ans	591	110	35	33	15
11 ans	580	143	52	32	13
12 ans	593	153	50	35	16
13 ans	654	147	41	31	20
14 ans	642	144	35	30	14
15 ans	632	116	49	35	13
16 ans	586	130	34	30	12
17 ans	603	120	32	36	21
Total	**8 932**	**1 853**	**585**	**446**	**222**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-103

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires du SEH selon l'âge et la région, décembre 2021[(1)] (suite)

Âge	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides
Moins de 1 an	0	13	17	32	29
1 an	5	22	35	43	48
2 ans	2	26	36	55	66
3 ans	11	61	65	67	83
4 ans	20	96	80	123	115
5 ans	18	112	116	174	145
6 ans	22	110	160	184	185
7 ans	17	119	174	235	185
8 ans	25	130	189	236	239
9 ans	28	146	193	242	241
10 ans	31	119	188	237	213
11 ans	19	124	172	230	229
12 ans	30	146	181	266	269
13 ans	33	135	208	259	265
14 ans	37	144	164	261	252
15 ans	31	139	159	231	280
16 ans	30	124	192	222	242
17 ans	31	112	180	225	249
Total	**390**	**1 876**	**2 505**	**3 319**	**3 331**

	Montérégie	Centre-du-Québec	Hors du Québec	Ensemble du Québec
Moins de 1 an	72	15	0	**386**
1 an	100	11	0	**563**
2 ans	128	18	0	**724**
3 ans	190	24	1	**1 060**
4 ans	296	44	0	**1 533**
5 ans	367	66	4	**2 057**
6 ans	463	74	1	**2 555**
7 ans	489	65	0	**2 740**
8 ans	531	52	4	**2 865**
9 ans	528	71	2	**2 844**
10 ans	558	68	0	**2 821**
11 ans	565	82	2	**2 873**
12 ans	623	83	1	**3 075**
13 ans	619	91	1	**3 101**
14 ans	615	91	0	**3 110**
15 ans	631	95	1	**3 064**
16 ans	658	79	3	**2 974**
17 ans	559	88	0	**2 865**
Total	**7 987**	**1 115**	**20**	**41 207**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-103

Élément e) :

Tableau 3 : Revenu annuel moyen des familles bénéficiaires du SEH par région, décembre 2021[1]

Région administrative	Nombre de familles	Revenu annuel Moyen ($)
Bas-Saint-Laurent	742	69 824 $
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 113	80 850 $
Capitale-Nationale	3 212	88 843 $
Mauricie	1 097	65 456 $
Estrie	2 479	69 798 $
Montréal	8 481	78 302 $
Outaouais	1 854	85 641 $
Abitibi-Témiscamingue	602	84 946 $
Côte-Nord	435	82 525 $
Nord-du-Québec	222	73 381 $
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	388	65 393 $
Chaudière-Appalaches	1 895	79 607 $
Laval	2 376	83 957 $
Lanaudière	3 258	80 750 $
Laurentides	3 329	80 972 $
Montérégie	7 863	90 759 $
Centre-du-Québec	1 125	73 061 $
Hors du Québec	19	58 423 $
Ensemble du Québec	**40 490**	**81 587 $**

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 décembre 2022 ne sont pas disponibles.

Élément f) :

Tableau 4 : Nombre de demandes de SEH reçues en 2022 et nombre de demandes acceptées, refusées et à l'étude au 31 décembre 2022[1].

Reçues	Acceptées	Refusées	À l'étude
6 431	2 550	1 196	2 685

(1) À la date de production de la fiche, les données au 31 mars 2023 ne sont pas disponibles.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-104

État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels, palier 1 et palier 2» (SEHNSE), incluant les éléments suivants :

a) nombre de demandes déposées en 2022-2023 pour le palier 1, ventilé par région ;
b) nombre d'enfants admis en 2022-2023, ventilé par région ;
c) nombre d'enfants refusés en 2022-2023, ventilé par région ;
d) nombre de demandes actuellement en traitement, ventilé par région ;
e) délais moyens de traitement des demandes en 2022-2023;
f) total des sommes versées en 2022-2023, ventilé par région.

Réponse

a), b), c) et d) :

Nombre de demandes reçues en 2022, acceptées, refusées et encore à l'étude en décembre 2022.

Région administrative	Reçues(1)	Acceptées Palier 1	Acceptées Palier 2	Refusées(2)	À l'étude
Bas-Saint-Laurent	23	9	4	7	4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	30	17	7	8	10
Capitale-Nationale	83	39	18	30	19
Mauricie	25	11	9	5	6
Estrie	58	23	19	24	18
Montréal	275	124	85	111	56
Outaouais	70	28	29	19	17
Abitibi-Témiscamingue	12	7	2	10	1
Côte-Nord	10	4	1	5	3
Nord-du-Québec	7	4	1	1	3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7	1	2	4	
Chaudière-Appalaches	44	16	12	18	6
Laval	61	34	11	21	16
Lanaudière	96	33	28	44	22
Laurentides	81	42	20	38	12
Montérégie	182	64	52	81	49
Centre-du-Québec	23	11	5	8	7
Hors du Québec	2	0	2	0	1
Ensemble des régions	**1 089**	**467**	**307**	**434**	**250**

(1) Nombre total de demandes SEHNSE, car les demandes ne se font pas par palier. C'est l'analyse de la demande qui détermine si l'enfant répond aux exigences du palier 1 ou à celles du palier 2.

(2) Nombre de demandes refusées, c'est-à-dire que l'enfant ne répond pas aux exigences du palier 1 ni à celles du palier 2.

e) : Aucune information concernant les délais moyens de traitement des demandes n'est disponible.

f) : En 2022, les sommes versées sont estimées à 54,7 M$. Aucune ventilation par région n'est possible pour les sommes versées.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-105

Concernant le déploiement de la maternelle 4 ans pour tous :

a) la liste des comités ministériels auxquels siège le ministère de la Famille et le ministre de la Famille concernant le déploiement de la maternelle 4 ans pour tous :
   i. les dates des rencontres;
   ii. l'ordre du jour des rencontres;
   iii. les personnes présentes.

Réponse

Le ministère de la Famille ne siège pas à un comité concernant le déploiement de la maternelle 4 ans pour tous.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-106

Le nombre d'éducatrices qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde en 2022-2023, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté le réseau de l'Éducation

---

Réponse

Un premier portrait annuel de la main-d'œuvre a été réalisé à la suite d'un sondage auprès des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) sur la situation au 31 mars 2022. Selon les réponses obtenues, 1 225 éducatrices qualifiées auraient quitté le réseau en 2021-2022.

Ce portrait annuel de la main-d'œuvre repose sur la participation des titulaires de permis puisque le MFA n'est pas l'employeur du personnel des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE). Pour établir ce portrait de la main-d'œuvre, une collecte de données a eu lieu auprès de tous les titulaires d'un permis de (SGEE), soit les centres de la petite enfance (CPE), les garderies subventionnées (GS) et les garderies non subventionnées (GNS). Le taux de réponse est de 69,8 %. Les données présentées ici représentent une projection des résultats de la collecte si le taux de réponse avait été de 100 %.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-107

Le nombre d'éducatrices non qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde en 2022-2023, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté le réseau de l'Éducation,

---

Réponse

Un premier portrait annuel de la main-d'œuvre a été réalisé à la suite d'un sondage auprès des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) sur la situation au 31 mars 2022. Selon les réponses obtenues, 1 731 éducatrices non qualifiées auraient quitté le réseau en 2021-2022.

Ce portrait annuel de la main-d'œuvre repose sur la participation des titulaires de permis puisque le MFA n'est pas l'employeur du personnel des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE). Pour établir ce portrait de la main-d'œuvre, une collecte de données a eu lieu auprès de tous les titulaires d'un permis de (SGEE), soit les centres de la petite enfance (CPE), les garderies subventionnées (GS) et les garderies non subventionnées (GNS). Le taux de réponse est de 69,8 %. Les données présentées ici représentent une projection des résultats de la collecte si le taux de réponse avait été de 100 %.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

La liste des OCF reconnus et financés par le MFA en 2022-2023, ventilée par région, en indiquant leur financement.

Réponse

La liste des organismes communautaires Famille (OCF) financés par le ministère de la Famille en 2022-2023, ventilée par région, incluant leur financement, est présentée dans le tableau qui suit.

Subvention du ministère de la Famille aux OCF financés en soutien à la mission globale en 2022-2023, ventilés par région administrative

Région administrative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
01-Bas-St-Laurent	La Maison des Familles de La Mitis	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille des Basques	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille du Grand-Portage	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Maison de la famille du Kamouraska	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille du Témiscouata	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Familles de La Matanie	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des familles de La Matapédia	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Familles de Rimouski-Neigette	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Parent d'abord MRC de Matane	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Pivot-Famille Mitis	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Regroupement Acti-familles	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Re-Source Familles	169 494 $	2 229 $	171 723 $
02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	AFMR Maria-Chapdelaine	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Aide-Parents Plus	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre des Enfants	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison des Familles de Chicoutimi	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Le Jardin du coin Chicoutimi-Nord	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Les Ateliers Jardin du Coin St-Honoré-Falardeau	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Les Jardins du Coin L.J.C.	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	L'organisme Les Apprentis	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille Éveil-Naissance	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Familles de la Baie	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Familles La Cigogne du Lac-St-Jean Est	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Parenfant	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	PARENSEMBLE	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Parents-Branchés	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Carrefour F.M. Portneuf	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Carrefour Familles Monoparentales	169 494 $	2 229 $	171 723 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région administrative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
03-Capitale-Nationale	Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre des familles monoparentales et recomposées de Québec	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre Famille Haute-Ville	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre Ressources Jardin De Familles	169 494 $	2 697 $	172 191 $
	CERF Volant de Portneuf	169 494 $	2 681 $	172 175 $
	Commun'Action 0-5	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Entraide-Parents	169 494 $	2 988 $	172 482 $
	Joujouthèque Basse-Ville	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la Famille de Québec	169 494 $	2 912 $	172 406 $
	La Maison Ouverte	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Le Petit Répit	169 494 $	2 237 $	171 731 $
03-Capitale-Nationale (suite)	Le Pignon Bleu, La maison pour grandir	169 494 $	2 765 $	172 259 $
	Maison de la Famille D.A.C. (Droit d'accès Charlesbourg)	169 494 $	2 365 $	171 859 $
	Maison de la famille de Charlevoix	169 494 $	3 329 $	172 823 $
	Maison de la Famille Louis-Hébert	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille St-Ambroise	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Matinée Frimousses	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	R.A.F.A.L. (Ressources Actions Familles à Lac-St-Charles)	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Ressource Espace Familles	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Ressources familiales Côte-de-Beaupré	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Ressources Parents Vanier	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Sources vives au cœur de la famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
04-Mauricie	FAIRE (Familles d'Appui et Intervention pour un Réseau d'Entraide)	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison des Grands-Parents de Trois-Rivières	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison citoyenne des familles de Shawinigan	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille Des Chenaux	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille du Bassin Maskinongé	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des familles Chemin du Roi	169 494 $	2 862 $	172 356 $
	Maison des familles de Mékinac	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des familles du Rivage	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Ressource Parent-Ailes	169 494 $	2 229 $	171 723 $
05-Estrie	Famille Espoir	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Famille Plus	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la Famille du Granit	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison des Familles FamillAction	169 494 $	2 229 $	171 723 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région administrative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
	La Relève du Haut-Saint-François	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille Cowansville Région	- $	- $	- $
	Maison de la Famille de la MRC de Coaticook	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille de Sherbrooke	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille des Frontières	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille Farnham et région	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille Les Arbrisseaux	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille Memphrémagog	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Familles de Granby et région	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Grands-Parents de Sherbrooke	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie	169 494 $	2 849 $	172 343 $
	Soutien aux familles réfugiés et immigrantes de l'Estrie	169 494 $	2 229 $	171 723 $

Région administrative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
06-Montréal	Amitié Soleil	169 494 $	2 588 $	172 082 $
	Association Cigogne	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Association des familles du Centre-Sud	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Association des parents de Côte-des-Neiges	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Baobab Familial	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Carrefour Familial Hochelaga	169 494 $	3 098 $	172 592 $
	Carrefour familial les Pitchou	169 494 $	2 469 $	171 963 $
	Carrefour familial l'intermède	169 494 $	2 589 $	172 083 $
	Carrefour Parenfants	169 494 $	2 285 $	171 779 $
	Centre de promotion communautaire Le Phare	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Centre de ressources pour les familles des militaires de la Région de Montréal	169 494 $	2 229 $	171 723 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région adminis-trative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
	Centre haïtien d'action familiale	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Cloverdale Multi-Ressources	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Continuité-famille auprès des détenues (CFAD)	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	CooPÈRE Rosemont	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Entre Parents de Montréal-Nord	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Escale Famille Le Triolet	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Espace-Famille Villeray	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Famijeunes	169 494 $	2 526 $	172 020 $
	Familles en Action	169 494 $	2 462 $	171 956 $
	Halte la Ressource	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Halte-garderie La Pirouette	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Interaction Famille Hochelaga-Maisonneuve	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Joujouthèque Saint-Michel	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison À Petits Pas	169 494 $	2 608 $	172 102 $
	La Maison buissonnière	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	La Maison des enfants de l'île de Montréal	169 494 $	2 248 $	171 742 $
	La Maison des Familles de Mercier-Est	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison des Grands-Parents de Villeray	169 494 $	2 518 $	172 012 $
	La Maison des Parents de Bordeaux-Cartierville	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	La Maisonnette des parents	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Place des Enfants	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Relance Jeunes et Familles	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Le Carrefour des Petits Soleils	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Le Carrousel du P'tit Monde d'Anjou	130 000 $	2 229 $	132 229 $
	Le Centre de l'Enfance de Rivière-des-Prairies	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Le Groupe d'entraide maternelle de La Petite Patrie (GEM)	169 494 $	2 462 $	171 956 $
	L'Oasis des enfants de Rosemont	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille Cœur à Rivière	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille de Saint-Léonard	169 494 $	2 719 $	172 213 $
06-Montréal (suite)	Maison de la Famille de St-Michel	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Maison de la Famille Mosaïk	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille Pierre Bienvenu Noailles	169 494 $	2 233 $	171 727 $
	Maison des familles de LaSalle	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Maison des familles de Verdun	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Outremont en famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Pause Parents-Enfants de Verdun	169 494 $	2 679 $	172 173 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région adminis-trative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
	Pause-Famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Poussons-Poussettes du Quartier Centre-Sud de Montréal	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Première Ressource, aide aux parents	169 494 $	2 492 $	171 986 $
	Projet Communautaire de Pierrefonds	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal (ROCFM)	61 640 $	2 049 $	63 689 $
	Relais Côte-des-Neiges	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Relais Famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	RePère	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	SEP (Service d'Entraide Passerelle)	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Station Familles	169 494 $	2 327 $	171 821 $
	Unis pour les petits	169 494 $	2 327 $	171 821 $
07-Outaouais	Carrefour de la Miséricorde	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre communautaire "Entre-Nous"	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre d'activités préscolaires et familiales	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre de l'enfant Pont Magique Ltée	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre de Ressourcement pour la Famille de l'Outaouais	169 494 $	3 331 $	172 825 $
	Comité Solidarité Gatineau-Ouest	169 494 $	3 286 $	172 780 $
	Équipe Soutien-Famille	169 494 $	4 321 $	173 815 $
	Espoir Rosalie de Gatineau	169 494 $	3 156 $	172 650 $
	Familles d'Abord	169 494 $	2 763 $	172 257 $
	La Maison de la famille Vallée de la Lièvre	169 494 $	4 504 $	173 998 $
	L'Association des familles monoparentales et recomposées de l'Outaouais	169 494 $	3 616 $	173 110 $
	Le Centre d'Animation Familiale de l'Outaouais	166 992 $	2 613 $	169 605 $
	Les Enfants de l'Espoir de Hull	169 494 $	3 836 $	173 330 $
	Maison Alcide-Clément	169 494 $	3 156 $	172 650 $
	Maison de la Famille de Gatineau	169 494 $	3 972 $	173 466 $
	Maison de la Famille de Quyon	169 494 $	2 774 $	172 268 $
	Maison de la Famille du Pontiac	169 494 $	2 344 $	171 838 $
	Maison de la Famille l'Étincelle	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille Vallée-de-la-Gatineau	169 494 $	2 702 $	172 196 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région administrative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
08-Abitibi-Témiscamingue	La Maison de la Famille d'Amos	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la Famille de Malartic	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la famille de Rouyn-Noranda	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la Famille de Val-d'Or	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille de Senneterre	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille de Témiscamingue	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Familles d'Abitibi-Ouest	169 494 $	2 229 $	171 723 $
09-Côte-Nord	Accueil Marie-de-l'Incarnation	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Carrefour familial de Chute-aux-Outardes	130 000 $	2 229 $	132 229 $
	Carrefour Famille Minganie	130 000 $	2 229 $	132 229 $
	Comité Gendron: Projet d'animation habitat Famille 72	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Grains de soleil Côte-Nord	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la famille de Longue-Rive	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	L'Envol - Maison de la famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille de Port-Cartier	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des familles de Baie-Comeau	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Ressource Parenfants	169 494 $	2 229 $	171 723 $
10-Nord-du-Québec	Centre Unissons la Famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Le petit train	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Les Animations Pace-Age	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Mirador des Marmots	169 494 $	2 711 $	172 205 $
11-Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Family Ties, Carrefour Famille New Carlisle	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Halte-Parents de la Vallée	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la Famille - MRC Bonaventure	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la famille Avignon	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la famille Contre Vents et Marées	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille Parenfant de Gaspé	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Organisme communautaire Famille L'Embellie	169 494 $	2 229 $	171 723 $
12-Chaudière-Appalaches	Association des Familles Monoparentales et Recomposées la Chaudière	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre d'Entraide Familiale de la MRC de Montmagny	169 494 $	2 229 $	171 723 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région adminis-trative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
	Club Parentaide Beauce-Centre	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la Famille de Lotbinière	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille Beauce-Etchemins	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille Chutes Chaudière	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille de Bellechasse	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille de la MRC de L'Islet	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille Nouvelle-Beauce et Centre de pédiatrie sociale en communauté	169 494 $	2 229 $	171 723 $
12-Chaudière-Appalaches (suite)	Maison de la Famille Rive-Sud	169 494 $	2 595 $	172 089 $
	Parentaime Maison de la famille des Etchemins	169 494 $	2 229 $	171 723 $
13-Laval	Bureau d'aide et d'assistance familiale Place Saint-Martin	169 494 $	2 548 $	172 042 $
	La Maison de Quartier de Fabreville	169 494 $	3 522 $	173 016 $
	La Parentèle de Laval	169 494 $	4 098 $	173 592 $
	Le Centre communautaire Val-Martin	169 494 $	3 499 $	172 993 $
	Le Relais du Quartier de Saint-Vincent-de-Paul	166 992 $	2 508 $	169 500 $
	Le Relais familial d'Auteuil	166 992 $	2 548 $	169 540 $
	Maison de la famille de Laval-Ouest	169 494 $	3 000 $	172 494 $
	Maison de la Famille de St-François	169 494 $	3 000 $	172 494 $
	Maison de Quartier Vimont	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des enfants le Dauphin de Laval	169 494 $	3 000 $	172 494 $
	Regroupement des familles monoparentales et recomposées de Laval	169 494 $	2 833 $	172 327 $
14-Lanaudière	Action Famille Lanoraie	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Action Famille Lavaltrie	169 494 $	2 577 $	172 071 $
	Association Carrefour Famille Montcalm	169 494 $	3 219 $	172 713 $
	Cible Famille Brandon	169 494 $	3 405 $	172 899 $
	Défi-Famille Matawinie	169 494 $	2 624 $	172 118 $
	La Joujouthèque Farfouille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La maison de la famille La Parenthèse	169 494 $	4 030 $	173 524 $
	Le Carrefour Familial des Moulins	169 494 $	3 612 $	173 106 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région adminis-trative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
	Maison de la Famille Aux quatre vents	169 494 $	2 409 $	171 903 $
	Maison de Parents de la Matawinie Ouest	169 494 $	2 625 $	172 119 $
	Maison Parent-Aise	169 494 $	3 087 $	172 581 $
	Mouvement Organisé des Mères Solidaires (M.O.M.S)	169 494 $	2 682 $	172 176 $
	Parenfants de Mascouche	169 494 $	2 685 $	172 179 $
15-Laurentides	Carrefour Péri-naissance et Familial	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la famille de Sainte-Anne-des-Plaines	169 494 $	3 233 $	172 727 $
	La Maison de la Famille Des Pays-d'en-Haut	169 494 $	2 858 $	172 352 $
	La Maison de la Famille du Nord	169 494 $	2 453 $	171 947 $
	La Petite Maison de Pointe-Calumet	169 494 $	2 585 $	172 079 $
	Le Centre de la Famille des Hautes-Laurentides	166 992 $	2 523 $	169 515 $
	Le Centre Regain de vie	166 992 $	2 841 $	169 833 $
	Le Groupe Marraine Tendresse	166 992 $	2 476 $	169 468 $
	Maison de la famille Au cœur des générations d'Argenteuil	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille de Bois-des-Filion	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la famille de Mirabel	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Parents du Québec	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison Parenfant des Basses-Laurentides	169 494 $	3 175 $	172 669 $
15-Laurentides (suite)	Maison Pause-Parent	169 494 $	2 865 $	172 359 $
	Parents Uniques des Laurentides	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Service collectif aux familles de Notre-Dame-de-Laus	169 494 $	2 229 $	171 723 $
16-Montérégie	Actions familles Sainte-Martine / Saint-Urbain-Premier	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Association des familles monoparentales et recomposées de Saint-Hyacinthe	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Bonjour Soleil Regroupement des familles monoparentales et recomposées de La Vallée-du-Richelieu	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Carrefour familial de Sainte-Julie	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Carrefour familial du Richelieu	175 402 $	5 401 $	180 803 $
	Centre de la Famille St-Pie	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre de Ressources Familiales du Haut Saint-Laurent	169 494 $	2 229 $	171 723 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région administrative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
	Centre Prénatal et Jeunes Familles - Prenatal and Young Family Centre	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Entraide pour Monoparentales et Familles Recomposées du Suroît	169 494 $	3 531 $	173 025 $
	Famille à Coeur	169 494 $	3 536 $	173 030 $
	Fédération de la famille Richelieu-Yamaska	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Jeunes mères en action	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Boussole: Centre de ressources à la famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Halte Familiale	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la Famille de Brossard	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison de la famille Joli-Coeur	169 494 $	2 291 $	171 785 $
	La maison de la famille Kateri	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Maison des Enfants de la Montérégie	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La maison Tremplin de Longueuil	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Soleillerie	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Station de l'Aventure maison de la famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	L'ABC de la Famille	169 494 $	2 607 $	172 101 $
	Le Centre d'Animation Mère-Enfant de Saint-Bruno	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Le Fablier, une histoire de familles	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	L'Envol Programme d'aide aux jeunes mères	169 494 $	3 071 $	172 565 $
	Les Barbaparents	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	L'Escale Familiale de Boucherville	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille de la Vallée du Richelieu	169 494 $	2 684 $	172 178 $
	Maison de la Famille des Maskoutains	169 494 $	3 463 $	172 957 $
	Maison de la Famille La Parentr'aide	169 494 $	3 368 $	172 862 $
	Maison de la Famille LeMoyne	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille Valoise	169 494 $	2 282 $	171 776 $
	Maison de la Famille Vaudreuil-Soulanges	169 494 $	3 753 $	173 247 $
16-Montérégie (suite)	Maison La Virevolte	169 494 $	4 723 $	174 217 $
	Matinées Mères-Enfants	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Premiers Pas Champlain	169 494 $	2 455 $	171 949 $
	Une Affaire de Famille	169 494 $	2 778 $	172 272 $
17-Centre-du-Québec	Association des familles monoparentales ou recomposées la Source	169 494 $	2 410 $	171 904 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Région adminis-trative	Nom de l'OCF	Subvention en soutien à la mission globale (volet 1)	Montant additionnel pour la hausse de la masse salariale (3,4 M$/5ans)	Total
	Association parents-ressources des Bois-Francs	169 494 $	2 756 $	172 250 $
	Carrefour familial de Manseau	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Centre PIE	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	La Clef de la Galerie - organisme communautaire	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Le Lien Maison de la Famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Le Rendez-vous Familial	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Lu-Nid Maison de la famille	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison de la Famille, Drummond	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	Maison des Familles de l'Érable	169 494 $	2 229 $	171 723 $
	RAFT (réseau d'aide aux familles en transition)	169 494 $	2 229 $	171 723 $
RNOCF[1]	Association des haltes-garderies communautaires du Québec (AHGCQ)	255 475 $	2 659 $	258 134 $
PF[2]	Centre québécois de ressources à la petite enfance (CQRPE)	77 355 $	2 572 $	79 927 $
RNOCF[1]	Confédération des organismes familiaux du Québec (COFAQ)	254 109 $	4 971 $	259 080 $
PF[2]	Famille Québec	130 000 $	3 841 $	133 841 $
RNOCF[1]	Fédération québécoise des organismes communautaires famille (FQOCF)	450 000 $	5 151 $	455 151 $
PF[2]	Parents-secours du Québec	120 867 $	4 018 $	124 885 $
PF[2]	Regroupement pour la valorisation de la paternité (RVP)	130 000 $	2 659 $	132 659 $
PF[2]	Réseau pour un Québec famille (RPQF)	132 044 $	3 376 $	135 420 $
	TOTAL	**48 433 472 $**	**713 540 $**	**49 147 282 $**

1- RNOCF : regroupement national d'OCF (volet1)
2- PF : partenaires Famille (volet 2)

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-109

La liste des mesures mises en place par le ministère de la Famille depuis le 1er avril 2022 afin de favoriser le métier d'éducatrice à la petite enfance et les sommes investies.

Réponse

Le gouvernement reconnaît la contribution essentielle du personnel éducateur dans le développement des jeunes enfants et leur réussite éducative. De nombreuses actions ont été posées depuis le 1er octobre 2018 afin de promouvoir le métier. Celles toujours actives en 2022-2023 sont les suivantes :

1. Mise sur pied, en 2018, d'un Comité sur la planification de la main-d'œuvre
   Sommes investies : Aucune.

2. Amélioration des conditions de travail

   Depuis le 1er avril 2022, grâce à des ententes historiques entre le gouvernement et les syndicats représentant les centres de la petite enfance, le personnel éducateur qualifié bénéficie d'une augmentation salariale de 18 % après un an au dernier échelon. Pour le personnel éducateur non qualifié, il s'agit d'une hausse de 10 %. Ces ententes prévoient également une prime d'encouragement à la qualification de 450 $ et un montant forfaitaire correspondant à 2 % pour chaque heure rémunérée au cours des 12 mois précédant la date de délivrance de l'AEC ou du DEC.

Dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre, qui vise à s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre dans certains domaines prioritaires, un ensemble de mesures ont été annoncées le 17 janvier 2022. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), le ministère de l'Enseignement supérieur (MES), la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et le ministère de la Famille (MFA) se joignent aux efforts du gouvernement pour contribuer à un investissement de 295,3 M$ sur 5 ans, dont 212,6 M$ en nouveaux crédits, pour soutenir les mesures dédiées au secteur des SGEE.

Mesures sous la responsabilité du MFA :

3. Implantation du Service québécois de certification du personnel éducateur de la petite enfance

   Sommes annoncées : Total de 2,7 M$ pour les exercices financiers 2021-2022 à 2025-2026 inclusivement.
   Sommes investies : Pour 2022-2023, au 28 février 2023, 13 125 $.

4. Prime salariale pour le maintien ou le retour au travail des personnes retraitées
   Sommes annoncées : total de 1,2 M$ pour les exercices financiers 2021-2022 à 2022-2023.
   Sommes investies : Pour 2022-2023, 27 863 $ au 28 février 2023.
   Tel que prévu, cette mesure a pris fin le 31 mars 2023.

5. Campagnes de valorisation

   Sommes annoncées : Total de 12,5 M$ pour les exercices financiers 2021-2022 à 2025-2026 inclusivement.
   Sommes investies : 861 012,52 $ au 28 février 2023.

Mesures sous la responsabilité d'autres ministères :

6. Bourses Perspective Québec pour les étudiantes et les étudiants au DEC en TEE
   Sommes investies : Le MES est porteur de ces programmes de bourses.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

7. Soutien financier aux employeurs pour la démarche de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) et financement de la RAC pour les candidates et candidats

   Sommes investies : Le MESS, le CPMT et le Comité sectoriel de main-d'œuvre – Économie sociale Action communautaire (CSMO-ESAC) sont porteurs de cette mesure.

8. Formation de 90 heures rémunérée et non créditée, Premiers pas vers la petite enfance, pour intégrer plus facilement les personnes qui souhaitent œuvrer à titre de membre du personnel éducateur non qualifié.

   Sommes investies : Le MESS et le MES sont porteurs de cette mesure.

9. Parcours travail-études petite enfance

   Sommes investies : Le MESS, le CPMT et le Comité sectoriel de main-d'œuvre – Économie sociale Action communautaire (CSMO-ESAC) sont porteurs de cette mesure.

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-110

Mesures mises en place par le MFA pour tester la qualité de l'eau (plomb) dans les services de garde du Québec (CPE, garderie et milieu familial régi et milieu familial non régi) et les coûts associés à ces mesures.

Réponse

- Le 23 octobre 2019, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de modifier la réglementation, afin de fixer la concentration de plomb à ne pas dépasser dans l'eau potable à 5 µg/L et à prévoir, pour les responsables de systèmes de distribution, un protocole d'échantillonnage au premier jet d'eau et un deuxième échantillonnage après 30 secondes de stagnation. Cette intention est conforme à la plus récente recommandation de Santé Canada en matière de plomb dans l'eau potable.

- Ce sont les responsables des réseaux d'aqueduc, dont les municipalités, qui doivent s'assurer du respect de cette norme. Lorsque la concentration de plomb dans l'eau dépasse la valeur fixée, le responsable du réseau de distribution d'eau potable ou la Direction régionale de santé publique émettent des recommandations pour les personnes directement concernées.

- Les municipalités ont été invitées à entreprendre, au printemps 2020, la préparation d'un plan de réduction du plomb, à le communiquer aux citoyens et à en amorcer le déploiement. Toutefois, dans le contexte sanitaire lié à la pandémie de COVID-19, la réalisation de certaines étapes pourrait avoir été reportée en raison des directives émises par les directions régionales de santé publique.
- Le ministère de la Famille (Ministère) n'est pas propriétaire des infrastructures et n'avait donc pas, à l'époque, le pouvoir de contraindre les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) à réaliser des tests. Ces derniers sont responsables de respecter les normes de sécurité. Malgré tout, le Ministère a mis en place diverses mesures facilitantes.

Premiers travaux de prises d'échantillons

- En 2020-2021, le Ministère a mandaté différentes associations québécoises de la petite enfance afin de dresser un portrait global de la situation concernant la concentration de plomb dans l'eau potable de l'ensemble du réseau des SGEE et, le cas échéant, s'assurer que les mesures correctrices requises sont appliquées.
    - Les travaux de prises d'échantillons et de tests ont été lancés le 27 novembre 2019 pour les responsables de service de garde éducatif en milieu familial (RSGE), le 20 décembre 2019 pour les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies subventionnées (GS) et le 27 janvier 2020 pour les garderies non subventionnées (GNS).
    - Le Ministère a financé, à hauteur de 2,5 M$ (tests et frais de gestion de 10 %), toutes les activités de prises d'échantillons et les tests effectués par des laboratoires agréés. Des avances ont également été versées et l'ajustement en fonction du coût réel a été effectué à la suite de la validation des résultats finaux.
    - Le Ministère a subventionné le coût d'achat des filtres pour tous les robinets défectueux dans les installations, subventionnées ou non, ainsi qu'un filtre pour chaque RSGE reconnue ayant été testée hors norme.
    - Les résultats par installation n'ont pas été rendus publics, considérant que ce sont des informations provenant d'un tiers (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels).

Travaux de modifications réglementaires

- Avec l'adoption de la Loi 9 de 2022, le gouvernement peut maintenant prescrire par règlement des normes de nature à assurer la santé des enfants, applicables à un prestataire de SGEE, à ses installations ou à sa résidence, selon le cas, et exiger de celui-ci la transmission au ministre les résultats de toute analyse qu'il peut exiger en cette matière.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

- Les travaux visant la mise en place de telles normes dans un règlement ont débuté et sont toujours en cours.

Deuxièmes travaux de prises d'échantillons : Printemps 2023

- Dans un contexte de création de places avec de nouvelles installations, le Ministère a entamé des travaux afin de relancer le programme de financement pour les SGEE qui n'ont pas effectué les tests lors du premier exercice.
- Le Ministère va financer toutes les activités de prises d'échantillons, les tests effectués par un laboratoire agréé ainsi que le coût d'achat des filtres pour tous les robinets hors normes dans les installations, subventionnées ou non, ainsi qu'un filtre pour chaque RSGE reconnue ayant été testée hors norme.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-111

Concernant les tests de plomb dans l'eau, veuillez identifier :

a) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui ont effectué les tests de plomb ;
b) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui n'ont pas effectué les tests de plomb;
c) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre;
d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.)
e) Les mesures d'accompagnement mises en place par le MFA afin d'accompagner les services de garde qui ont un taux de plomb supérieur aux normes de Santé Canada.

Réponse

a) Nombre de services de garde ayant effectué les tests de plomb par région*

Région administrative		RSG	CPE	GS	GNS
1	Bas-Saint-Laurent	320	39	1	2
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	398	45	8	17
3	Capitale-Nationale	666	142	49	71
4	Mauricie	260	53	5	11
5	Estrie	558	91	14	14
6	Montréal	1388	307	233	337
7	Outaouais	430	81	22	38
8	Abitibi-Témiscamingue	153	32	1	1
9	Côte-Nord	114	26	0	0
10	Nord-du-Québec	12	5	0	0
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	136	18	0	0
12	Chaudière-Appalaches	642	85	16	28
13	Laval	375	52	46	73
14	Lanaudière	616	70	42	43
15	Laurentides	662	88	41	62
16	Montérégie	1444	205	107	138
17	Centre-Du-Québec	343	51	13	10
	Total des régions	**8 517**	**1 390**	**598**	**845**

* En opération au 28 février 2023.

b) Nombre de services de garde n'ayant pas effectué de tests de plomb par région*

Région administrative		RSG	CPE	GS	GNS
1	Bas-Saint-Laurent	105	12	0	1
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	109	17	2	7
3	Capitale-Nationale	201	7	21	41
4	Mauricie	111	10	0	1
5	Estrie	213	18	2	15
6	Montréal	244	71	80	152
7	Outaouais	128	4	9	10
8	Abitibi-Témiscamingue	99	13	1	0
9	Côte-Nord	25	7	0	0
10	Nord-du-Québec	1	37	0	1
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	25	6	1	0
12	Chaudière-Appalaches	192	16	5	6
13	Laval	197	9	17	21
14	Lanaudière	231	10	9	10
15	Laurentides	229	7	8	15
16	Montérégie	469	52	38	54
17	Centre-Du-Québec	131	8	2	3

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-111

	Total des régions	**2710**	**304**	**195**	**337**
(*) En opération au 28 février 2023.					

c) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre

Région administrative		**RSG**	**CPE**	**GS**	**GNS**
1	Bas-Saint-Laurent	2	15	0	0
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	12	19	3	4
3	Capitale-Nationale	4	41	5	12
4	Mauricie	6	3	0	1
5	Estrie	2	32	4	1
6	Montréal	206	121	83	28
7	Outaouais	5	24	6	1
8	Abitibi-Témiscamingue	0	12	0	0
9	Côte-Nord	6	10	0	0
10	Nord-du-Québec	0	1	0	0
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	3	0	0
12	Chaudière-Appalaches	9	22	1	2
13	Laval	1	18	8	2
14	Lanaudière	12	18	4	4
15	Laurentides	6	8	6	3
16	Montérégie	8	27	11	1
17	Centre-Du-Québec	0	14	1	3
	Total des régions	**279**	**388**	**132**	**62**
* En opération au 28 février 2023.					

d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.)

Le Ministère a subventionné le coût d'achat des filtres pour tous les robinets défectueux dans les installations, subventionnées ou non, ainsi qu'un filtre pour chaque RSGE reconnue.

De plus, le Ministère demande au SGEE d'entreprendre une (ou plusieurs) des actions ci-dessous pour les services de garde qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre :

- Utiliser des pichets certifiés NSF/ANSI 53 qui réduisent efficacement la teneur de plomb dans l'eau
- Installer des filtres certifiés NSF/ANSI 53 sur les fontaines ou les robinets utilisés pour l'eau à boire ou pour la préparation des aliments ou des boissons. S'il n'est pas possible d'installer des filtres sur ces fontaines ou ces robinets, les remplacer par des modèles sur lesquels il est possible d'en installer
- Utiliser de l'eau embouteillée (mais cette option devrait être remplacée assez rapidement)
- Condamner le point d'eau et, s'il n'est pas nécessaire, le retirer
- L'assistance d'un expert pour mener ces investigations est fortement recommandée pour établir les sources de plomb et les correctifs appropriés.

e) Mesures d'accompagnement mises en place

- Le 23 octobre 2019, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de modifier la réglementation afin de fixer la concentration de plomb à ne pas dépasser dans l'eau potable à 5 µg/L et à prévoir, pour les responsables de systèmes de distribution, un protocole d'échantillonnage au premier jet d'eau et un deuxième échantillonnage après 30 secondes de stagnation. Cette intention est conforme à la plus récente recommandation de Santé Canada en matière de plomb dans l'eau potable.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

- Ce sont les responsables des réseaux d'aqueduc, dont les municipalités, qui doivent s'assurer du respect de cette norme. Lorsque la concentration de plomb dans l'eau dépasse la valeur fixée, le responsable du réseau de distribution d'eau potable ou la Direction régionale de santé publique émettent des recommandations pour les personnes directement concernées.
- Les municipalités ont été invitées à entreprendre, au printemps 2020, la préparation d'un plan de réduction du plomb, à le communiquer aux citoyens et à en amorcer le déploiement. Toutefois, dans le contexte sanitaire lié à la pandémie de COVID-19, la réalisation de certaines étapes pourrait avoir été reportée en raison des directives émises par les directions régionales de santé publique.
- Le ministère de la Famille (Ministère) n'est pas propriétaire des infrastructures et n'avait donc pas, à l'époque, le pouvoir de contraindre les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) à réaliser des tests. Ces derniers sont responsables de respecter les normes de sécurité. Malgré tout, le Ministère, a mis en place diverses mesures facilitantes.

Premiers travaux de prises d'échantillons

- En 2020-2021, le Ministère a mandaté différentes associations québécoises de la petite enfance afin de dresser un portrait global de la situation concernant la concentration de plomb dans l'eau potable de l'ensemble du réseau des SGEE et, le cas échéant, s'assurer que les mesures correctrices requises sont appliquées.
    - Les travaux de prises d'échantillons et de tests ont été lancés le 27 novembre 2019 pour les responsables de service de garde éducatif (RSGE), le 20 décembre 2019 pour les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies subventionnées (GS) et le 27 janvier 2020 pour les garderies non subventionnées (GNS).
    - Le Ministère a financé, à hauteur de 2,5 M$ (tests et frais de gestion de 10 %), toutes les activités de prises d'échantillons et les tests effectués par des laboratoires agréés. Des avances ont également été versées et l'ajustement en fonction du coût réel a été effectué à la suite de la validation des résultats finaux.
    - Le Ministère a subventionné le coût d'achat des filtres pour tous les robinets défectueux dans les installations, subventionnées ou non, ainsi qu'un filtre pour chaque RSGE reconnue ayant été testée hors norme.
    - Les résultats par installation n'ont pas été rendus publics, considérant que ce sont des informations provenant d'un tiers (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels).

Travaux de modifications réglementaires

- Avec l'adoption de la Loi 9 de 2022, le gouvernement peut maintenant prescrire par règlement des normes de nature à assurer la santé des enfants, applicables à un prestataire de SGEE, à ses installations ou à sa résidence, selon le cas, et exiger de celui-ci la transmission au ministre les résultats de toute analyse qu'il peut exiger en cette matière.
    - Les travaux visant la mise en place de telles normes dans un règlement ont débuté et sont toujours en cours.

Deuxièmes travaux de prises d'échantillons - Printemps 2023

- Dans un contexte de création de places avec de nouvelles installations, le Ministère a débuté des travaux afin de relancer le programme de financement pour les SGEE qui n'ont pas effectué les tests lors du premier exercice.
- Le Ministère va financer toutes les activités de prises d'échantillons, les tests effectués par des laboratoires agréés ainsi que le coût d'achat des filtres pour tous les robinets hors normes dans les installations, subventionnées ou non, ainsi qu'un filtre pour chaque RSGE reconnue ayant été testée hors norme.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-112

Le 10 décembre 2019, le ministre de la Famille annonçait un partenariat avec JeunesExplos afin d'offrir des stages d'une journée aux élèves de 4e et 5e année du secondaire afin de leur permettre de se familiariser avec le métier d'éducatrice et d'éducateur à la petite enfance dans un service de garde éducatif près de leur résidence. Veuillez nous indiquer :

a) Le nombre d'inscriptions ;
b) le nombre de stages d'une journée effectués ;
c) Les coûts et la durée du partenariat entre JeunesExplos et le ministère de la Famille ;
d) Les coûts pour faire la promotion de cette mesure dans les écoles, ventilés par commission scolaire.

Réponse

Ce projet n'a pas eu lieu en 2022-2023.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-113

Concernant la conversion des places non subventionnées en places subventionnées, veuillez nous indiquer :

a) Le plan de conversion pour les 4 prochaines années (nb de places par année);
b) Le type de conventionnement (CPE, garderies subventionnées);
c) Le budget nécessaire pour conventionner les places par année, pour les 4 prochaines années.

Réponse

a) et b) Afin d'assurer une plus grande équité financière entre les familles, le gouvernement du Québec prévoit convertir 5 000 places en 2023-2024. Cette mesure permettra à un plus grand nombre de familles de profiter de la contribution réduite, qui est actuellement de 8,85 $ par jour.

Cette conversion s'ajoute aux 3 549 places converties dans les deux dernières années ainsi qu'à la création de places subventionnées en cours.

c) Le Budget 2023-2024, présenté le 21 mars 2023 par le ministre des Finances, prévoit un financement récurrent de 331 M$ pour les cinq premières années pour la conversion de 5 000 places en 2023-2024.

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-114

Veuillez nous fournir le nombre d'installations temporaires autorisées par le Ministère en indiquant :

a) le nom de l'installation ;
b) le type d'installation ;
c) le nombre de places ;
d) la ville et la région ;
e) le montant décaissé par le Ministère pour l'installation temporaire ;
f) la date d'ouverture de l'installation ;
g) la date prévue de la fin de l'installation temporaire.

Réponse

Du 1er avril 2022 au 28 février 2023, 1 872 places ont été mises sous permis dans 74 installations temporaires. Toutefois, 6 installations (89 places) ont été fermées étant donné que les places sont désormais offertes en installation permanente.

Au 28 février 2023, il existe 93 installations temporaires, pour un total de 2 410 places.

L'annexe qui suit présente la liste des installations temporaires, depuis mai 2021, données en date du 28 février 2023.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-114

LISTE DES INSTALLATIONS TEMPORAIRES depuis mai 2021 (au 28 février 2023)			
RG	Municipalité	Nom de l'installation	Nombre de places
1	Matane	LE CPE DE MATANE	66
1	Amqui	CPE LES P'TITS FLOTS	-
1	Rimouski	L'ÉVEIL DES CHÉRUBINS	26
1	Saint-Anaclet-de-Lessard	CPE LES PETITS SOLEILS MAGIQUES	8
1	Cacouna	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE DES CANTONS DE RIVIÈRE-DU-LOUP	21
1	Saint-Arsène	CPE DES CANTONS DE RIVIÈRE-DU-LOUP	-
1	Rivière-du-Loup	CPE DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	4
1	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	CPE PITATOU	16
2	Saint-Prime	CPE LES SOURICEAUX	31
2	Chambord	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE "AUX PETITS TRÉSORS"	16
2	Roberval	CPE LES AMIS DE LA CULBUTE	21
2	Mashteuiatsh	LE CPE AUETISSATSH	18
2	Chicoutimi	G. LA MAISON DES ÉTOILES INC.	8
2	Chicoutimi	G. LA MAISON DES ÉTOILES INC.	13
2	Jonquière	CPE LA PIROUETTE	8
2	Jonquière	CPE LA PIROUETTE	10
2	Jonquière	CPE GARI-GATOU INC.	42
3	Beaupré	CPE LA PELUCHE	32
3	Québec	CPE LA FRIMOUSSE	-
3	Québec	CPE LA BUTTE À MOINEAUX	16
3	Québec	G. CROQUE MUSIQUE INC.	20
3	Québec	CPE AU COEUR ENFANTIN	32
3	L'Ancienne-Lorette	CPE LES PILOTES DE L'AVENIR	5
3	L'Ancienne-Lorette	CPE LES PILOTES DE L'AVENIR	5
3	Québec	G. DE CHARLESBOURG 2	36
3	Saint-Augustin-de-Desmaures	G. RÊVES D'ENFANT (SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES	20
4	Trois-Rivières	CPE ENTRE DEUX NUAGES	19
4	Trois-Rivières	LES PETITS COLLÉGIENS	-
4	Trois-Rivières	CPE-BC LES PETITS COLLÉGIENS	18
4	Shawinigan	CPE LE PIPANDOR	42

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-114

LISTE DES INSTALLATIONS TEMPORAIRES depuis mai 2021 (au 28 février 2023)			
RG	Municipalité	Nom de l'installation	Nombre de places
4	Shawinigan	CPE LA BOTTINE SOURIANTE	8
4	Shawinigan	CPE LES RECRUES DU CÉGEP	16
4	Shawinigan	CPE LA TOURELLE DE L'ÉNERGIE	47
4	Trois-Rivières	CPE SAUTE-MOUTON INC.	14
4	Trois-Rivières	CPE LE PETIT NAVIRE INC.	15
4	Trois-Rivières	CPE LE CERF-VOLANT INC.	12
4	Champlain	CPE LE PETIT CHAMPLAIN	16
4	Saint-Maurice	CPE FLOCON DE RÊVE INC. - ST-ALEXIS 72	29
4	Saint-Adelphe	CPE LES SOLEILS DE MÉKINAC	16
4	Saint-Alexis-des-Monts	LES SERVICES DE GARDE GRIBOUILLIS (STALEXIS DES MONTS)	24
5	Richmond	CPE POP SOLEIL	2
5	Cookshire-Eaton	CPE IL ÉTAIT UNE FOIS	40
5	Sherbrooke	CPE L'ESPIÈGLERIE - INST. MONT-BELLEVUE	24
5	Granby	CPE LE SOLEIL DE JEANNOT	75
5	Granby	LA GARDERIE LES MOUSSAILLONS	-
5	Granby	CPE FAMILIGARDE	-
5	Saint-Joachim-de-Shefford	CPE RAYONS DE SOLEIL DE ROXTON POND (INST. SAINT-JOACHIM)	-
6	LaSalle	C. ÉDUCATIF DE LA PETITE ENFANCE ANDRÉ-LAURENDEAU	-
6	Montréal	CPE TROIS P'TITS TOURS	60
7	Gatineau	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES PETITS FRIPONS	-
7	Gatineau	L'OISEAU BLEU	21
7	Gatineau	CENTRE ÉDUCATIF LA PASSERELLE- Chelsea	32
8	Rouyn-Noranda	CPE LA RIBAMBELLE 2	32
8	Rouyn-Noranda	LE PHÉNIX, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	75
8	Rouyn-Noranda	LE PHÉNIX, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	70
8	Macamic	CPE BOUT D'CHOU	36
8	Val-d'Or	LE CPE LA MAGIE DU RÊVE	15
8	Val-d'Or	CPE LA MAGIE DU RÊVE 2	8
9	Baie-Comeau	LES P'TITS BÉCOTS	8
9	Pessamit	CPE Nuitsheuakan	20

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-114

LISTE DES INSTALLATIONS TEMPORAIRES depuis mai 2021 (au 28 février 2023)			
RG	Municipalité	Nom de l'installation	Nombre de places
11	Carleton-Saint-Omer	AUX JOYEUX MARMOTS	-
11	Bonaventure	CPE DE LA BAIE	26
11	Gaspé	LES VIRE-VENTS	45
12	Saint-Gervais	CPE L'ESCALE INC.	5
12	Saint-Henri	CPE L'AMHIRONDELLE INC.	8
12	Levis	CPE DU BOIS JOLI INC.	34
12	Montmagny	CPE ENFANT-BONHEUR INC.	-
12	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	CPE ENFANT-BONHEUR INC.	40
12	Saint-Isidore	CPE "LA BECQUÉE"	-
12	Scott	CPE "LA BECQUÉE"	52
12	Sainte-Hénédine	CPE "LA BECQUÉE"	52
12	Beauceville	CPE AU JARDIN DE DOMINIQUE INC.	24
13	Laval	CHAPEAUX RONDS ET BOTTILLONS, CPE	42
13	Laval	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LOGIS-CIEL	44
14	Saint-Donat	CPE LA CHENILLE INC.	16
14	Saint-Jacques	GARDERIE ÉDUCATIVE SAINT-JACQUES INC.	15
14	Saint-Alexis	GARDERIE ÉDUCATIVE ST-ALEXIS INC.	25
14	Terrebonne	G. EDUCATIVE L'ÉCUREUIL	34
15	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	CPE LES EXPLORATEURS	-
15	Notre-Dame-du-Laus	SERVICE COLLECTIF AUX FAMILLES DE NOTRE-DAME-DU-LAUS	29
15	Sainte-Agathe-des-Monts	CPE L'ANTRE-TEMPS	24
16	Châteauguay	CPE CACHALOT (INST. CHÂTEAUGUAY)	8
16	Mercier	9379-8155 QUÉBEC INC.	35
16	Saint-Lazare	PETITE ÉCOLE MONTESSORI INC.	48
16	Saint-Ours	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE Les Copains D'abord	41
16	McMasterville	CPE LES FRIMOUSSES DE LA VALLÉE	2
16	McMasterville	CPE LES FRIMOUSSES DE LA VALLÉE	8
16	Saint-Mathieu-de-Beloeil	CPE LES COPAINS D'ABORD (INST. SAINT-MATHIEU-DE-BELOEIL)	34
16	Saint-Hubert	CPE LA VOIE LACTÉE	-
16	S.O.	CPE LES JOYEUX CALINOURS	10

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-114

LISTE DES INSTALLATIONS TEMPORAIRES depuis mai 2021 (au 28 février 2023)			
RG	Municipalité	Nom de l'installation	Nombre de places
16	S.O.	CPE LES JOYEUX CALINOURS	37
16	Brossard	CPE "PLAISIR D'ENFANT"	60
16	Saint-Hubert	CPE DE SAINT-LAMBERT	13
17	Drummondville	CPE LE PAPILLON ENCHANTÉ	-
17	Drummondville	CPE LES PETITS LUTINS DE DRUMMONDVILLE INC.	10
17	Drummondville	CPE MINI-CAMPUS INC.	8
17	Drummondville	CPE PLUMEAU-SOLEIL	57
17	Drummondville	CPE PLUMEAU-SOLEIL	8
17	Nicolet	LES ATELIERS ÉDUCATIFS PRÉFACE INC.	-
17	Saint-Cyrille-de-Wendover	CPE AU COEUR DES DÉCOUVERTES	55
17	Drummondville	CPE LES PETITS LUTINS DE DRUMMONDVILLE INC.	10
17	Sainte-Eulalie	KARINE LABARRE	34
17	Victoriaville	CPE RAYON DE SOLEIL INC.	8
17	Warwick	CPE LA FORÊT ENCHANTÉE (Warwick)	16
17	Victoriaville	G. L'ÎLE DES PETITS MIGNONS	65
17	Victoriaville	L'ÎLE DES PETITS MIGNONS 2 INC.	20
17	Laurierville	CPE LA GIROUETTE INC.	16
17	Princeville	CPE LA PETITE BANDE	-
17	Princeville	CPE LA PETITE BANDE	8
17	Victoriaville	CPE HOPLAVIE	16
Total			**2 410**

Projets rendus en installations permanentes.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-115

Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023, le nombre de RSGE ayant profité de l'aide au démarrage de 3 500 $ annoncée au printemps 2021. Veuillez nous fournir cette information par région.

Réponse

Du 1er juin 2021 au 31 mars 2022, 824 responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) ont profité de l'aide de démarrage de 3 500 $.

Les données pour l'année 2022-2023 seront disponibles dans le Rapport financier annuel 2022-2023, en décembre 2023.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-116

Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023, le nombre de RSGE ayant obtenu 6 000 $ pour avoir augmenté leur nombre de places à 9. Veuillez nous fournir cette information par région.

Réponse

Les données pour l'année 2022-2023 ne sont pas encore disponibles, elles seront accessibles dans le Rapport d'activités 2022-2023. Selon la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance, les services de garde éducatifs à l'enfance ont jusqu'au 30 juin 2023 pour transmettre leurs données au ministère de la Famille.

Nombre de RSGE ayant bénéficié d'une mesure incitative offerte à la RSGE subventionné ayant neuf places à sa reconnaissance (instruction n° 3), par région administrative, entre le 1er avril 2021 et le 31 mars 2022, dernière année disponible

Région administrative	Nombre de RSGE ayant bénéficié de l'incitatif financier du 1er juin 2021* au 30 septembre 2021	Nombre de RSGE ayant bénéficié de l'incitatif financier du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022
1 – Bas-Saint-Laurent	47	49
2 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	71	67
3 – Capitale-Nationale	103	115
4 – Mauricie	39	46
5 – Estrie	88	95
6 – Montréal	427	503
7 – Outaouais	104	94
8 – Abitibi-Témiscamingue	17	21
9 – Côte-Nord	11	13
10 – Nord-du-Québec	2	1
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8	7
12 – Chaudière-Appalaches	80	90
13 – Laval	109	142
14 – Lanaudière	111	136
15 – Laurentides	111	144
16 – Montérégie	216	290
17 – Centre-du-Québec	43	43
Total	**1 587**	**1 856**

* La mesure incitative a débuté le 1er juin 2021.

Source : Rapport d'activités 2021-2022. Données préliminaires.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-117

Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023, le nombre de RSG ayant obtenu 3000 $ pour avoir maintenu, en 2022-2023, au moins 6 places subventionnées tout au long de l'année. Veuillez nous fournir cette information par région.

Réponse

Cet incitatif financier découlant de l'instruction nº 21 a pris fin le 31 mars 2022.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-118

Veuillez nous indiquer, pour 2022-2023, le nombre de places additionnelles disponibles à la suite de l'allègement administratif introduit permettant de ne plus comptabiliser dans le ratio les enfants de la RSG ou de son assistante, qui sont âgés de 9 ans et moins et qui fréquentent l'école s'ils ne sont présents que pour de courtes périodes.

Réponse

Le ministère de la Famille ne détient pas la donnée sur le nombre de places additionnelles disponibles à la suite de l'introduction de l'article 53.1 à la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-119

Veuillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et pour 2022-2023 le nombre d'éducatrices qualifiées en services de garde, ventilé par région.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe 2 – Données sur la qualification du personnel éducateur.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Nombre d'ETC

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1A		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**						
		Nombre d'ETC						
Catégories d'emploi		CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE - BC - GS**	GNS*	**Total CPE+BC+GS+GNS****
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	15 589	-	15 589	5 275	20 864	6 470	33 296
	Éducatrice non qualifiée	3 616	-	3 616	2 346	5 962		
	Total personnel éducateur	**19 206**	**-**	**19 206**	**7 621**	**26 826**	**n.d.**	**n.d.**
Autres	Éducatrice spécialisée	427	-	427	68	495	n. d.	**n. d.**
	Aide-éducatrice	236	-	236	187	424	n. d.	**n. d.**
	Agente de conformité	-	190	190	-	190	n. d.	**n. d.**
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	1 140	-	1 140	386	1 526	n. d.	**n. d.**
	Préposée	497	-	497	121	618	n. d.	**n. d.**
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	326	223	548	27	575	n. d.	**n. d.**
	Total autres	**2 626**	**412**	**3 039**	**789**	**3 828**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	277	65	342	89	430	n. d.	**n. d.**
	Commis comptable ou secrétaire comptable	99	64	163	29	192	n. d.	**n. d.**
	Secrétaire-réceptionniste	52	25	76	12	88	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de soutien administratif	**428**	**153**	**581**	**129**	**710**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de gestion	Directrice générale	761	91	852	495	1 346	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe - volet administration	131	26	157	211	368	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe dans un BC	-	75	75	-	75	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe en installation	767	-	767	107	874	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de gestion	**1 660**	**192**	**1 851**	**812**	**2 663**	n. d.	**n. d.**
	Grand total	**23 919**	**757**	**24 676**	**9 351**	**34 027**		**40 497**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Masse salariale

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1B		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**				
		Masse salariale pour 2021-2022				
Catégories d'emploi		**CPE**	**BC**	**CPE & BC**	**GS**	**CPE & BC & GS**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	664 633 787 $	- $	664 633 787 $	210 046 829 $	874 680 616 $
	Éducatrice non qualifiée	119 737 234 $	- $	119 737 234 $	72 855 434 $	192 592 668 $
	Total personnel éducateur	**784 371 021 $**	**- $**	**784 371 021 $**	**282 902 263 $**	**1 067 273 284 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	16 505 027 $	- $	16 505 027 $	2 533 472 $	19 038 499 $
	Aide-éducatrice	7 639 672 $	- $	7 639 672 $	5 779 711 $	13 419 383 $
	Agente de conformité	- $	8 746 746 $	8 746 746 $	- $	8 746 746 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	43 919 556 $	- $	43 919 556 $	13 263 150 $	57 182 706 $
	Préposée	15 047 384 $		15 047 384 $	4 083 790 $	19 131 174 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	16 247 370 $	11 152 352 $	27 399 722 $	1 354 735 $	28 754 457 $
	Total autres	**99 359 009 $**	**19 899 098 $**	**119 258 107 $**	**27 014 858 $**	**146 272 965 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	12 903 878 $	3 039 469 $	15 943 347 $	3 963 438 $	19 906 785 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	3 767 494 $	2 382 794 $	6 150 288 $	1 153 551 $	7 303 839 $
	Secrétaire-réceptionniste	1 797 888 $	847 340 $	2 645 228 $	387 957 $	3 033 185 $
	Total personnel de soutien administratif	**18 469 260 $**	**6 269 603 $**	**24 738 863 $**	**5 504 946 $**	**30 243 809 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	70 747 044 $	8 021 042 $	78 768 086 $	30 821 330 $	109 589 416 $
	Directrice adjointe - volet administration	8 308 426 $	1 327 039 $	9 635 465 $	10 166 951 $	19 802 416 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	4 932 793 $	4 932 793 $	- $	4 932 793 $
	Directrice adjointe en installation	49 337 264 $	- $	49 337 264 $	5 226 607 $	54 563 871 $
	Total personnel de gestion	**128 392 734 $**	**14 280 874 $**	**142 673 608 $**	**46 214 888 $**	**188 888 496 $**
	Grand total	**1 030 592 024 $**	**40 449 575 $**	**1 071 041 599 $**	**361 636 955 $**	**1 432 678 554 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Rémunération moyenne

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1C		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**			
		Rémunération moyenne en 2021-2022			
Catégories d'emploi		CPE	BC	GS	**Total**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	42 634 $	- $	39 822 $	41 923 $
	Éducatrice non qualifiée	33 110 $	- $	31 055 $	32 301 $
	Total personnel éducateur	**40 841 $**	**- $**	**37 123 $**	**39 785 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	38 684 $	- $	37 157 $	38 474 $
	Aide-éducatrice	32 338 $	- $	30 857 $	31 683 $
	Agente de conformité	- $	46 082 $	- $	46 082 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	38 509 $	- $	34 393 $	37 469 $
	Préposée	30 279 $	- $	33 672 $	30 945 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	49 861 $	50 104 $	50 523 $	49 986 $
	Total autres	**37 834 $**	**48 253 $**	**34 230 $**	**38 213 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	46 643 $	46 765 $	44 691 $	46 259 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	37 934 $	37 490 $	40 052 $	38 105 $
	Secrétaire-réceptionniste	34 861 $	34 302 $	33 581 $	34 536 $
	Total personnel de soutien administratif	**43 199 $**	**40 910 $**	**42 661 $**	**42 607 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	92 958 $	88 329 $	62 318 $	81 391 $
	Directrice adjointe - volet administration	63 236 $	51 834 $	48 294 $	53 883 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	65 640 $	- $	65 640 $
	Directrice adjointe en installation	64 318 $	- $	48 852 $	62 425 $
	Total personnel de gestion	**77 367 $**	**74 551 $**	**56 909 $**	**70 926 $**
	Grand total	**43 087 $**	**53 419 $**	**38 674 $**	**42 104 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE, par région - CPE CPE-BC et GS

Légende:

BC = Bureau coordonnateur CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionnée GNS = Garderie non subventionnée
N.D. = non disponible

Tableau 2	Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 - Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES														
	CPE et CPE-BC			BC (12 BC)			GS			GNS			Total		
	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	**Gestionnaires**	**Éducatrices**	**Autres employés**
Bas-Saint-Laurent	41	538	124	N.D.	N.D.	N.D.	1	6	1	4	22	1	46	566	126
Saguenay-Lac-Saint-Jean	73	835	148	N.D.	N.D.	N.D.	23	132	27	44	214	25	140	1 181	200
Capitale-Nationale	199	2 105	436	6	N.D.	16	82	646	94	184	1 097	113	471	3 848	659
Mauricie	73	808	137	N.D.	N.D.	N.D.	15	76	8	21	100	13	109	984	158
Estrie	153	1 494	243	N.D.	N.D.	N.D.	6	72	11	25	132	13	184	1 698	267
Montréal	486	4 985	799	6	N.D.	24	405	2 963	417	628	2 897	348	1 525	10 845	1 588
Outaouais	109	1 129	197	N.D.	N.D.	N.D.	33	277	42	58	325	44	200	1 731	283
Abiti-Témiscamingue	35	457	78	N.D.	N.D.	N.D.	1	14	1	12	47	19	48	518	98
Côte-Nord	27	291	58	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	291	58
Nord-du-Québec	26	304	109	1	N.D.	1	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	304	110
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	20	298	65	N.D.	N.D.	N.D.	1	4	2	-	6	1	21	308	68
Chaudière-Appalaches	100	1 336	267	5	N.D.	14	26	215	32	51	329	39	182	1 880	352
Laval	79	844	161	N.D.	N.D.	N.D.	87	652	85	142	772	86	308	2 268	332
Lanaudière	98	1 230	217	N.D.	N.D.	N.D.	61	606	69	64	448	49	223	2 284	335
Laurentides	141	1 423	255	N.D.	N.D.	N.D.	68	627	58	112	651	75	321	2 701	388
Montérégie	349	3 633	679	N.D.	N.D.	N.D.	218	1 680	181	287	1 837	182	854	7 150	1 042
Centre-du-Québec	56	788	169	N.D.	N.D.	N.D.	20	154	20	16	75	17	92	1 017	206
Sous-total	2 065	22 498	4 142	18	N.D.	55	1 047	8 124	1 048	1 648	8 952	1 025	4 778	39 574	6 270
Grand Total			28 705			73			10 219			11 625			50 622

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1A	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	CPE							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	288	87%	41	13%	15	1548	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	556	86%	92	14%	34	3283	0	0
Capitale-Nationale	1441	80%	355	20%	75	8267	10	692
Mauricie	524	84%	98	16%	25	3026	2	96
Estrie	1033	83%	213	17%	56	5954	4	241
Montréal	3647	81%	840	19%	226	21574	24	2271
Outaouais	674	64%	381	36%	18	2032	24	3021
Abiti-Témiscamingue	246	67%	122	33%	10	1193	6	640
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	74%	38	26%	5	618	2	109
Chaudière-Appalaches	1003	84%	193	16%	40	5440	3	403
Laval	672	86%	108	14%	36	3881	0	0
Lanaudière	895	84%	176	16%	36	5151	1	183
Laurentides	1030	83%	206	17%	50	5960	2	239
Montérégie	2743	83%	542	17%	115	15909	4	658
Centre-du-Québec	528	83%	108	17%	22	2985	1	65
Total	15589	81%	3616	19%	772	87730	94	9330

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1B	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	79%	1	21%	1	21	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	74	69%	33	31%	5	341	3	217
Capitale-Nationale	375	67%	188	33%	28	1846	26	1446
Mauricie	46	70%	19	30%	3	240	2	140
Estrie	175	69%	78	31%	12	920	4	330
Montréal	2086	70%	886	30%	178	12214	100	6822
Outaouais	166	65%	88	35%	9	629	14	934
Abiti-Témiscamingue	6	39%	10	61%	0	0	1	80
Côte-Nord					0	0	0	0
Nord-du-Québec					0	0	0	0
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	0	8%	4	92%	0	0	1	23
Chaudière-Appalaches	122	67%	59	33%	10	567	8	525
Laval	440	72%	167	28%	33	2366	22	1423
Lanaudière	407	75%	139	25%	36	2600	9	630
Laurentides	364	66%	186	34%	23	1850	18	1371
Montérégie	902	66%	455	34%	60	4424	54	3834
Centre-du-Québec	110	77%	32	23%	10	577	3	203
Total	5275	69%	2346	31%	408	28595	265	17978

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE + GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1C	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	Total CPE + GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	292	87%	42	13%	16	1569	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	630	83%	126	17%	39	3624	3	217
Capitale-Nationale	1816	77%	543	23%	103	10113	36	2138
Mauricie	570	83%	117	17%	28	3266	4	236
Estrie	1208	81%	291	19%	68	6874	8	571
Montréal	5732	77%	1726	23%	404	33788	124	9093
Outaouais	840	64%	469	36%	27	2661	38	3955
Abiti-Témiscamingue	252	66%	131	34%	10	1193	7	720
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	72%	42	28%	5	618	3	132
Chaudière-Appalaches	1125	82%	252	18%	50	6007	11	928
Laval	1112	80%	275	20%	69	6247	22	1423
Lanaudière	1302	81%	314	19%	72	7751	10	813
Laurentides	1394	78%	392	22%	73	7810	20	1610
Montérégie	3645	79%	998	21%	175	20333	58	4492
Centre-du-Québec	638	82%	140	18%	32	3562	4	268
Total	20864	78%	5962	22%	1180	116325	359	27308

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2A	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	CPE						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	441	82%	97	18%	38	7	2065
Saguenay-Lac-Saint-Jean	668	80%	167	20%	49	8	3062
Capitale-Nationale	1638	78%	467	22%	122	23	8789
Mauricie	627	78%	181	22%	53	6	3165
Estrie	1148	77%	346	23%	90	14	5950
Montréal	3898	78%	1087	22%	290	68	23956
Outaouais	704	62%	425	38%	46	37	5003
Abiti-Témiscamingue	298	65%	159	35%	17	16	1866
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	196	66%	102	34%	17	4	993
Chaudière-Appalaches	1075	80%	261	20%	84	10	5347
Laval	720	85%	124	15%	54	5	3907
Lanaudière	1016	83%	214	17%	72	4	5093
Laurentides	1155	81%	268	19%	80	13	6154
Montérégie	2946	81%	687	19%	219	25	15768
Centre-du-Québec	621	79%	167	21%	49	4	2927
Total	17530	78%	4968	22%	1298	269	96408

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2B	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	67%	2	33%	1	0	21
Saguenay-Lac-Saint-Jean	85	64%	47	36%	7	1	448
Capitale-Nationale	419	65%	227	35%	41	15	3184
Mauricie	50	66%	26	34%	4	1	380
Estrie	50	69%	22	31%	3	1	280
Montréal	2008	68%	955	32%	204	69	18498
Outaouais	174	63%	103	37%	15	9	1553
Abiti-Témiscamingue	8	57%	6	43%	0	1	80
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	3	75%	1	25%	1	0	23
Chaudière-Appalaches	135	63%	80	37%	11	8	1094
Laval	441	68%	211	32%	42	11	3569
Lanaudière	437	72%	169	28%	39	6	3034
Laurentides	407	65%	220	35%	26	16	3156
Montérégie	1071	64%	609	36%	83	45	8998
Centre-du-Québec	109	71%	45	29%	9	3	659
Total	5401	66%	2723	34%	486	186	44977

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2C	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3. L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024. Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis. Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	7	32%	15	68%	0	5	203
Saguenay-Lac-Saint-Jean	118	55%	96	45%	10	12	1214
Capitale-Nationale	441	40%	656	60%	27	83	6336
Mauricie	48	48%	52	52%	4	7	555
Estrie	75	57%	57	43%	10	8	796
Montréal	1422	49%	1475	51%	136	306	23456
Outaouais	139	43%	186	57%	6	37	2219
Abiti-Témiscamingue	21	45%	26	55%	1	3	250
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	2	33%	4	67%	0	1	26
Chaudière-Appalaches	148	45%	181	55%	7	25	1871
Laval	382	49%	390	51%	26	63	5319
Lanaudière	241	54%	207	46%	23	24	2857
Laurentides	317	49%	334	51%	19	51	3888
Montérégie	855	47%	982	53%	51	134	11715
Centre-du-Québec	43	57%	32	43%	5	3	411
Total	4259	48%	4693	52%	325	762	61116

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - Total CPE + GS +GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2D	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	Total CPE + GS + GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	452	80%	114	20%	39	12	2289
Saguenay-Lac-Saint-Jean	871	74%	310	26%	66	21	4724
Capitale-Nationale	2498	65%	1350	35%	190	121	18309
Mauricie	725	74%	259	26%	61	14	4100
Estrie	1273	75%	425	25%	103	23	7026
Montréal	7328	68%	3517	32%	630	443	65910
Outaouais	1017	59%	714	41%	67	83	8775
Abiti-Témiscamingue	327	63%	191	37%	18	20	2196
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	201	65%	107	35%	18	5	1042
Chaudière-Appalaches	1358	72%	522	28%	102	43	8312
Laval	1543	68%	725	32%	122	79	12795
Lanaudière	1694	74%	590	26%	134	34	10984
Laurentides	1879	70%	822	30%	125	80	13198
Montérégie	4872	68%	2278	32%	353	204	36481
Centre-du-Québec	773	76%	244	24%	63	10	3997
Total	27190	69%	12384	31%	2109	1217	202501

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-120

Veuillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et pour 2022-2023, le nombre d'éducatrices non qualifiées en services de garde, ventilé par région.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe 2 – Données sur la qualification du personnel éducateur.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Nombre d'ETC

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1A		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**						
		Nombre d'ETC						
Catégories d'emploi		CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE - BC - GS**	GNS*	**Total CPE+BC+GS+GNS****
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	15 589	-	15 589	5 275	20 864	6 470	33 296
	Éducatrice non qualifiée	3 616	-	3 616	2 346	5 962		
	Total personnel éducateur	**19 206**	**-**	**19 206**	**7 621**	**26 826**	**n.d.**	**n.d.**
Autres	Éducatrice spécialisée	427	-	427	68	495	n. d.	**n. d.**
	Aide-éducatrice	236	-	236	187	424	n. d.	**n. d.**
	Agente de conformité	-	190	190	-	190	n. d.	**n. d.**
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	1 140	-	1 140	386	1 526	n. d.	**n. d.**
	Préposée	497	-	497	121	618	n. d.	**n. d.**
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	326	223	548	27	575	n. d.	**n. d.**
	Total autres	**2 626**	**412**	**3 039**	**789**	**3 828**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	277	65	342	89	430	n. d.	**n. d.**
	Commis comptable ou secrétaire comptable	99	64	163	29	192	n. d.	**n. d.**
	Secrétaire-réceptionniste	52	25	76	12	88	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de soutien administratif	**428**	**153**	**581**	**129**	**710**	**n. d.**	**n. d.**
Personnel de gestion	Directrice générale	761	91	852	495	1 346	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe - volet administration	131	26	157	211	368	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe dans un BC	-	75	75	-	75	n. d.	**n. d.**
	Directrice adjointe en installation	767	-	767	107	874	n. d.	**n. d.**
	Total personnel de gestion	**1 660**	**192**	**1 851**	**812**	**2 663**	n. d.	**n. d.**
	Grand total	**23 919**	**757**	**24 676**	**9 351**	**34 027**		**40 497**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Masse salariale

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1B		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**				
		Masse salariale pour 2021-2022				
Catégories d'emploi		**CPE**	**BC**	**CPE & BC**	**GS**	**CPE & BC & GS**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	664 633 787 $	- $	664 633 787 $	210 046 829 $	874 680 616 $
	Éducatrice non qualifiée	119 737 234 $	- $	119 737 234 $	72 855 434 $	192 592 668 $
	Total personnel éducateur	**784 371 021 $**	**- $**	**784 371 021 $**	**282 902 263 $**	**1 067 273 284 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	16 505 027 $	- $	16 505 027 $	2 533 472 $	19 038 499 $
	Aide-éducatrice	7 639 672 $	- $	7 639 672 $	5 779 711 $	13 419 383 $
	Agente de conformité	- $	8 746 746 $	8 746 746 $	- $	8 746 746 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	43 919 556 $	- $	43 919 556 $	13 263 150 $	57 182 706 $
	Préposée	15 047 384 $		15 047 384 $	4 083 790 $	19 131 174 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	16 247 370 $	11 152 352 $	27 399 722 $	1 354 735 $	28 754 457 $
	Total autres	**99 359 009 $**	**19 899 098 $**	**119 258 107 $**	**27 014 858 $**	**146 272 965 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	12 903 878 $	3 039 469 $	15 943 347 $	3 963 438 $	19 906 785 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	3 767 494 $	2 382 794 $	6 150 288 $	1 153 551 $	7 303 839 $
	Secrétaire-réceptionniste	1 797 888 $	847 340 $	2 645 228 $	387 957 $	3 033 185 $
	Total personnel de soutien administratif	**18 469 260 $**	**6 269 603 $**	**24 738 863 $**	**5 504 946 $**	**30 243 809 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	70 747 044 $	8 021 042 $	78 768 086 $	30 821 330 $	109 589 416 $
	Directrice adjointe - volet administration	8 308 426 $	1 327 039 $	9 635 465 $	10 166 951 $	19 802 416 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	4 932 793 $	4 932 793 $	- $	4 932 793 $
	Directrice adjointe en installation	49 337 264 $	- $	49 337 264 $	5 226 607 $	54 563 871 $
	Total personnel de gestion	**128 392 734 $**	**14 280 874 $**	**142 673 608 $**	**46 214 888 $**	**188 888 496 $**
	Grand total	**1 030 592 024 $**	**40 449 575 $**	**1 071 041 599 $**	**361 636 955 $**	**1 432 678 554 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE - Rémunération moyenne

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion.

Masse salariale = correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite.

BC = Bureau coordonnateur

CPE = Centre de la petite enfance

GS = Garderie subventionée

GNS = Garderie non subventionnée

N.D. = non disponible

* Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 1 décembre 2022 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

** À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

Tableau 1C		**Source: Rapport financier 2021-2022 - Données en ETC**			
		Rémunération moyenne en 2021-2022			
Catégories d'emploi		CPE	BC	GS	**Total**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	42 634 $	- $	39 822 $	41 923 $
	Éducatrice non qualifiée	33 110 $	- $	31 055 $	32 301 $
	Total personnel éducateur	**40 841 $**	**- $**	**37 123 $**	**39 785 $**
Autres	Éducatrice spécialisée	38 684 $	- $	37 157 $	38 474 $
	Aide-éducatrice	32 338 $	- $	30 857 $	31 683 $
	Agente de conformité	- $	46 082 $	- $	46 082 $
	Responsable de l'alimentation ou cusinière	38 509 $	- $	34 393 $	37 469 $
	Préposée	30 279 $	- $	33 672 $	30 945 $
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	49 861 $	50 104 $	50 523 $	49 986 $
	Total autres	**37 834 $**	**48 253 $**	**34 230 $**	**38 213 $**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	46 643 $	46 765 $	44 691 $	46 259 $
	Commis comptable ou secrétaire comptable	37 934 $	37 490 $	40 052 $	38 105 $
	Secrétaire-réceptionniste	34 861 $	34 302 $	33 581 $	34 536 $
	Total personnel de soutien administratif	**43 199 $**	**40 910 $**	**42 661 $**	**42 607 $**
Personnel de gestion	Directrice générale	92 958 $	88 329 $	62 318 $	81 391 $
	Directrice adjointe - volet administration	63 236 $	51 834 $	48 294 $	53 883 $
	Directrice adjointe dans un BC	- $	65 640 $	- $	65 640 $
	Directrice adjointe en installation	64 318 $	- $	48 852 $	62 425 $
	Total personnel de gestion	**77 367 $**	**74 551 $**	**56 909 $**	**70 926 $**
	Grand total	**43 087 $**	**53 419 $**	**38 674 $**	**42 104 $**

Annexe 1 - Données sur le personnel dans les SGEE, par région - CPE CPE-BC et GS

Légende:

BC = Bureau coordonnateur CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionnée GNS = Garderie non subventionnée
N.D. = non disponible

Tableau 2	Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 - Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES														
	CPE et CPE-BC			BC (12 BC)			GS			GNS			Total		
	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	**Gestionnaires**	**Éducatrices**	**Autres employés**
Bas-Saint-Laurent	41	538	124	N.D.	N.D.	N.D.	1	6	1	4	22	1	46	566	126
Saguenay-Lac-Saint-Jean	73	835	148	N.D.	N.D.	N.D.	23	132	27	44	214	25	140	1 181	200
Capitale-Nationale	199	2 105	436	6	N.D.	16	82	646	94	184	1 097	113	471	3 848	659
Mauricie	73	808	137	N.D.	N.D.	N.D.	15	76	8	21	100	13	109	984	158
Estrie	153	1 494	243	N.D.	N.D.	N.D.	6	72	11	25	132	13	184	1 698	267
Montréal	486	4 985	799	6	N.D.	24	405	2 963	417	628	2 897	348	1 525	10 845	1 588
Outaouais	109	1 129	197	N.D.	N.D.	N.D.	33	277	42	58	325	44	200	1 731	283
Abiti-Témiscamingue	35	457	78	N.D.	N.D.	N.D.	1	14	1	12	47	19	48	518	98
Côte-Nord	27	291	58	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	291	58
Nord-du-Québec	26	304	109	1	N.D.	1	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	27	304	110
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	20	298	65	N.D.	N.D.	N.D.	1	4	2	-	6	1	21	308	68
Chaudière-Appalaches	100	1 336	267	5	N.D.	14	26	215	32	51	329	39	182	1 880	352
Laval	79	844	161	N.D.	N.D.	N.D.	87	652	85	142	772	86	308	2 268	332
Lanaudière	98	1 230	217	N.D.	N.D.	N.D.	61	606	69	64	448	49	223	2 284	335
Laurentides	141	1 423	255	N.D.	N.D.	N.D.	68	627	58	112	651	75	321	2 701	388
Montérégie	349	3 633	679	N.D.	N.D.	N.D.	218	1 680	181	287	1 837	182	854	7 150	1 042
Centre-du-Québec	56	788	169	N.D.	N.D.	N.D.	20	154	20	16	75	17	92	1 017	206
Sous-total	2 065	22 498	4 142	18	N.D.	55	1 047	8 124	1 048	1 648	8 952	1 025	4 778	39 574	6 270
Grand Total			28 705			73			10 219			11 625			50 622

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1A	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	CPE							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	288	87%	41	13%	15	1548	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	556	86%	92	14%	34	3283	0	0
Capitale-Nationale	1441	80%	355	20%	75	8267	10	692
Mauricie	524	84%	98	16%	25	3026	2	96
Estrie	1033	83%	213	17%	56	5954	4	241
Montréal	3647	81%	840	19%	226	21574	24	2271
Outaouais	674	64%	381	36%	18	2032	24	3021
Abiti-Témiscamingue	246	67%	122	33%	10	1193	6	640
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	74%	38	26%	5	618	2	109
Chaudière-Appalaches	1003	84%	193	16%	40	5440	3	403
Laval	672	86%	108	14%	36	3881	0	0
Lanaudière	895	84%	176	16%	36	5151	1	183
Laurentides	1030	83%	206	17%	50	5960	2	239
Montérégie	2743	83%	542	17%	115	15909	4	658
Centre-du-Québec	528	83%	108	17%	22	2985	1	65
Total	15589	81%	3616	19%	772	87730	94	9330

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1B	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	79%	1	21%	1	21	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	74	69%	33	31%	5	341	3	217
Capitale-Nationale	375	67%	188	33%	28	1846	26	1446
Mauricie	46	70%	19	30%	3	240	2	140
Estrie	175	69%	78	31%	12	920	4	330
Montréal	2086	70%	886	30%	178	12214	100	6822
Outaouais	166	65%	88	35%	9	629	14	934
Abiti-Témiscamingue	6	39%	10	61%	0	0	1	80
Côte-Nord					0	0	0	0
Nord-du-Québec					0	0	0	0
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	0	8%	4	92%	0	0	1	23
Chaudière-Appalaches	122	67%	59	33%	10	567	8	525
Laval	440	72%	167	28%	33	2366	22	1423
Lanaudière	407	75%	139	25%	36	2600	9	630
Laurentides	364	66%	186	34%	23	1850	18	1371
Montérégie	902	66%	455	34%	60	4424	54	3834
Centre-du-Québec	110	77%	32	23%	10	577	3	203
Total	5275	69%	2346	31%	408	28595	265	17978

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE + GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 1C	**Source: Rapport financier annuel 2021-2022 - Données en équivalent temps complet (ETC)** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**							
	Total CPE + GS							
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022	Nombre qui ne répond pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	292	87%	42	13%	16	1569	1	107
Saguenay-Lac-Saint-Jean	630	83%	126	17%	39	3624	3	217
Capitale-Nationale	1816	77%	543	23%	103	10113	36	2138
Mauricie	570	83%	117	17%	28	3266	4	236
Estrie	1208	81%	291	19%	68	6874	8	571
Montréal	5732	77%	1726	23%	404	33788	124	9093
Outaouais	840	64%	469	36%	27	2661	38	3955
Abiti-Témiscamingue	252	66%	131	34%	10	1193	7	720
Côte-Nord	133	67%	66	33%	7	620	6	442
Nord-du-Québec	65	63%	39	37%	2	289	4	163
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	111	72%	42	28%	5	618	3	132
Chaudière-Appalaches	1125	82%	252	18%	50	6007	11	928
Laval	1112	80%	275	20%	69	6247	22	1423
Lanaudière	1302	81%	314	19%	72	7751	10	813
Laurentides	1394	78%	392	22%	73	7810	20	1610
Montérégie	3645	79%	998	21%	175	20333	58	4492
Centre-du-Québec	638	82%	140	18%	32	3562	4	268
Total	20864	78%	5962	22%	1180	116325	359	27308

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - CPE

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2A	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	CPE						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	441	82%	97	18%	38	7	2065
Saguenay-Lac-Saint-Jean	668	80%	167	20%	49	8	3062
Capitale-Nationale	1638	78%	467	22%	122	23	8789
Mauricie	627	78%	181	22%	53	6	3165
Estrie	1148	77%	346	23%	90	14	5950
Montréal	3898	78%	1087	22%	290	68	23956
Outaouais	704	62%	425	38%	46	37	5003
Abiti-Témiscamingue	298	65%	159	35%	17	16	1866
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	196	66%	102	34%	17	4	993
Chaudière-Appalaches	1075	80%	261	20%	84	10	5347
Laval	720	85%	124	15%	54	5	3907
Lanaudière	1016	83%	214	17%	72	4	5093
Laurentides	1155	81%	268	19%	80	13	6154
Montérégie	2946	81%	687	19%	219	25	15768
Centre-du-Québec	621	79%	167	21%	49	4	2927
Total	17530	78%	4968	22%	1298	269	96408

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2B	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places subventionnées en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	4	67%	2	33%	1	0	21
Saguenay-Lac-Saint-Jean	85	64%	47	36%	7	1	448
Capitale-Nationale	419	65%	227	35%	41	15	3184
Mauricie	50	66%	26	34%	4	1	380
Estrie	50	69%	22	31%	3	1	280
Montréal	2008	68%	955	32%	204	69	18498
Outaouais	174	63%	103	37%	15	9	1553
Abiti-Témiscamingue	8	57%	6	43%	0	1	80
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	3	75%	1	25%	1	0	23
Chaudière-Appalaches	135	63%	80	37%	11	8	1094
Laval	441	68%	211	32%	42	11	3569
Lanaudière	437	72%	169	28%	39	6	3034
Laurentides	407	65%	220	35%	26	16	3156
Montérégie	1071	64%	609	36%	83	45	8998
Centre-du-Québec	109	71%	45	29%	9	3	659
Total	5401	66%	2723	34%	486	186	44977

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2C	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022 Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3. L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024. Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis. Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	7	32%	15	68%	0	5	203
Saguenay-Lac-Saint-Jean	118	55%	96	45%	10	12	1214
Capitale-Nationale	441	40%	656	60%	27	83	6336
Mauricie	48	48%	52	52%	4	7	555
Estrie	75	57%	57	43%	10	8	796
Montréal	1422	49%	1475	51%	136	306	23456
Outaouais	139	43%	186	57%	6	37	2219
Abiti-Témiscamingue	21	45%	26	55%	1	3	250
Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	NA	NA	NA
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	2	33%	4	67%	0	1	26
Chaudière-Appalaches	148	45%	181	55%	7	25	1871
Laval	382	49%	390	51%	26	63	5319
Lanaudière	241	54%	207	46%	23	24	2857
Laurentides	317	49%	334	51%	19	51	3888
Montérégie	855	47%	982	53%	51	134	11715
Centre-du-Québec	43	57%	32	43%	5	3	411
Total	4259	48%	4693	52%	325	762	61116

Annexe 2 - Données sur la qualification du personnel éducateur - Total CPE + GS +GNS

Légende:

ETC = Équivalent temps complet ; 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
BC = Bureau coordonnateur
CPE = Centre de la petite enfance
GS = Garderie subventionée
GNS = Garderie non subventionné
GNS = Garderie non subventionnée

Tableau 2D	**Source : Rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2021-2022** **Données en individus - IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES** **Article 23 du RSGEE prévoit un ratio de qualification de 2 sur 3.** **L'application actuelle et à venir : 1 sur 2 jusqu'au 1er mars 2024 et 2 sur 3 à compter du 2 mars 2024.** **Article 23.1 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lors d'un nouveau permis.** **Article 23.2 du RSGEE prévoit : 5 ans pour se conformer au ratio réglementaire lorsque le permis a été modifié pour 8 places ou plus.**						
	Total CPE + GS + GNS						
Région administrative	Nombre EQ	Proportion EQ	Nombre ENQ	Proportion ENQ	Nombre qui répond aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre qui ne répont pas aux exigences du ratio 2 sur 3	Nombre de places en 2021-2022
Bas-Saint-Laurent	452	80%	114	20%	39	12	2289
Saguenay-Lac-Saint-Jean	871	74%	310	26%	66	21	4724
Capitale-Nationale	2498	65%	1350	35%	190	121	18309
Mauricie	725	74%	259	26%	61	14	4100
Estrie	1273	75%	425	25%	103	23	7026
Montréal	7328	68%	3517	32%	630	443	65910
Outaouais	1017	59%	714	41%	67	83	8775
Abiti-Témiscamingue	327	63%	191	37%	18	20	2196
Côte-Nord	187	64%	104	36%	10	13	1169
Nord-du-Québec	192	63%	112	37%	8	12	1194
Gapésie-Îles-de-la-Madeleine	201	65%	107	35%	18	5	1042
Chaudière-Appalaches	1358	72%	522	28%	102	43	8312
Laval	1543	68%	725	32%	122	79	12795
Lanaudière	1694	74%	590	26%	134	34	10984
Laurentides	1879	70%	822	30%	125	80	13198
Montérégie	4872	68%	2278	32%	353	204	36481
Centre-du-Québec	773	76%	244	24%	63	10	3997
Total	27190	69%	12384	31%	2109	1217	202501

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-121

Veuillez nous fournir, pour 2022-2023, le nombre de places en milieu familial qui ont été ouvertes. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien sont de nouvelles places et combien sont des places qui étaient non régies et qui sont maintenant régies.

Réponse

Du 1er avril 2022 au 28 février 2023, il y a eu une augmentation nette de 2 938 places en milieu familial.

Ce nombre inclut les places offertes par les personnes non reconnues (PNR) qui ont été reconnues par un bureau coordonnateur de la garde éducative en milieu familial (BC). Avant d'être reconnues, ces PNR offraient 794 places. Depuis qu'elles ont obtenu leur reconnaissance de la part d'un BC, elles en offrent 1 106.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-122

Veuillez nous fournir le nombre de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) qui ont fait la demande de devenir un milieu familial régi et subventionné en 2022-2023.

Réponse

Du 1er avril 2022 au 28 février 2023, 181 personnes non reconnues (PNR) ont obtenu une reconnaissance de la part d'un bureau coordonnateur de la garde éducative en milieu familial et ont demandé des places subventionnées.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-123

Veuillez nous indiquer combien de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) ont fait la demande de devenir un milieu familial régi, mais non subventionné en 2022-2023.

Réponse

Du 1er avril 2022 au 28 février 2023, 9 personnes non reconnues (PNR) ont obtenu une reconnaissance de la part d'un bureau coordonnateur de la garde éducative en milieu familial et ont demandé des places non subventionnées.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-124

Concernant le Parcours travail-études en petite enfance, veuillez nous indiquer le nombre d'admissions, par établissement collégial, pour l'automne 2022.

Réponse

Cette mesure est sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui pourra y répondre.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-125

Veuillez nous fournir l'état d'avancement des travaux entourant l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé (AIEH). Veuillez également nous fournir tout contrat ou tout mandat donné dans le cadre d'un audit de performance.

Réponse

Dans le cadre du Grand chantier pour les familles, le Ministère s'est engagé à réviser l'AIEH.

Les travaux de révision sont débutés et visent principalement l'efficacité des processus et l'optimisation de l'AIEH. Les travaux visent à :

- Alléger les démarches des parents et du service de garde éducatif à l'enfance (SGEE);
- Clarifier les obligations et les responsabilités de chacune des parties dans l'administration de l'AIEH;
- S'assurer que les sommes versées soient dépensées pour soutenir l'intégration des enfants;
- S'assurer que les ressources requises sont mises à la disposition des SGEE.

Par ailleurs, le Ministère s'était déjà engagé, à la suite des constats du Vérificateur général du Québec, à :

- Procéder à un audit de performance de l'AIEH :
    - L'audit a été réalisé par l'audit interne du Ministère, ainsi aucun contrat n'a été accordé;
- Exiger une reddition de comptes dans le rapport financier annuel concernant l'utilisation de l'AIEH :
    - Celle-ci est effective depuis janvier 2022 et se poursuit pour l'année en cours par le biais des rapports financiers annuels des SGEE.
    - Le résultat de l'analyse des informations obtenues viendra alimenter la continuité des travaux de révision.
- Les modifications de la Directive concernant l'AIEH, effectives depuis le 1er avril 2022, confirment que l'utilisation des sommes vise strictement l'intégration des enfants présentant des besoins de soutien particulier, dont les enfants handicapés.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-126

Veuillez nous fournir une mise à jour de la projection annualisée et la projection cumulative de la disponibilité des places en services de garde pour 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025.

Réponse

En octobre 2021, dans le cadre du lancement du Grand chantier pour les familles, le ministre de la Famille a annoncé que 37 000 nouvelles places subventionnées seront créées d'ici 2024-2025.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-127

En août 2021, le gouvernement du Québec a signé l'Accord asymétrique 2021 2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. L'entente prévoit des transferts au gouvernement du Québec suivants :

- 2021-2022 : 660 445 535 $
- 2022-2023 : 991 722 477 $
- 2023-2024 : 1 216 997 313 $
- 2024-2025 : 1 418 564 861 $
- 2025-2026 : 1 675 806 897 $

Veuillez nous indiquer :

a) Les sommes transférées par le gouvernement fédéral en 2022-2023 ;
b) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été affectées aux services de garde ;
c) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été transférées au Fonds consolidé ou à toute autre entité gouvernementale en indiquant l'endroit où les sommes ont été envoyées.

Réponse

Pour 2022-2023, la somme transférée du gouvernement fédéral est de 1 000 353 062 $.

Comme le Québec finance son propre réseau de services de garde éducatifs à l'enfance depuis 1997, les sommes reçues sont versées directement au Fonds consolidé. Elles sont ensuite attribuées par le ministère des Finances à même les crédits budgétaires du ministère de la Famille, pour financer les priorités en matière de services directs aux familles. Il n'est donc pas possible de distinguer l'utilisation des sommes reçues du gouvernement fédéral par rapport aux sommes prises à même le Fonds consolidé.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-128

Veuillez nous indiquer le nombre de places réellement offertes par les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial. Veuillez nous fournir l'information pour le Québec et par région administrative.

Réponse

Nombre de places réellement offertes par les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE), par région administrative, en date du 28 février 2023

Région administrative	Nombre d'enfants à la reconnaissance des RSGE
1 – Bas-Saint-Laurent	2 409
2 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 826
3 – Capitale-Nationale	5 173
4 – Mauricie	2 242
5 – Estrie	4 529
6 – Montréal	11 505
7 – Outaouais	3 426
8 – Abitibi-Témiscamingue	1 423
9 – Côte-Nord	799
10 – Nord-du-Québec	91
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	926
12 – Chaudière-Appalaches	4 814
13 – Laval	3 841
14 – Lanaudière	5 350
15 – Laurentides	5 423
16 – Montérégie	11 743
17 – Centre-du-Québec	2 756
Total	**69 276**

Source : Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC », effectuée le 6 mars 2023.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-129

Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, concernant le programme COUD, le nombre d'inscriptions à la formation rémunérée en alternance travail-études, ventilé par région et le montant total décaissé par le gouvernement.

Réponse

Cette mesure est sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui pourra y répondre.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-130

Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, le nombre de bourses d'études de 2 300 $ versé aux étudiants du programme de techniques d'éducation à l'enfance, ventilé par région et le montant total décaissé par le gouvernement.

Réponse

Cette mesure est sous la responsabilité du ministère de l'Enseignement supérieur qui pourra y répondre.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-131

Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2023, la ventilation du 5 M$ prévu pour la valorisation et la promotion du métier d'éducatrice et d'éducateur.

Réponse

Voici les sommes dédiées à cette mesure, incluant les bonifications annoncées à la mise à jour économique de novembre 2022 :

(en millions de dollars)

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	Total
Campagne nationale de valorisation du métier	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	12,5

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-132

Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2023, la ventilation du 1,5 M$ prévu pour la simplification du processus de qualification avec l'implantation d'un service de certification, ventilé par région et le montant décaissé par le gouvernement.

Réponse

Voici les sommes dédiées prévues au Grand chantier pour les familles, dont 1,5 M$ en 2021-2022 et 2022-2023 a été annoncé lors du budget déposé le 25 mars 2021 et une bonification de 1,2 M$ annoncée à la mise à jour économique de novembre 2021 : **(en millions de dollars)**

	2021-2022	**2022-2023**	**2023-2024**	**2024-2025**	**2025-2026**	**Total**
Service de certification de la qualification des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance	0,7	0,8	0,4	0,4	0,4	2,7

Le montant du décaissement pour 2022-2023 était de 13 125 $ au 28 février 2023.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-133

Le 12 mars 2021, le ministre de la Famille annonçait un processus optimisé pour l'ouverture des CPE (réduction du nombre d'étapes de 17 à 9). En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer :

a) pour chacune des 9 étapes du processus optimisé de création des places (de l'attribution des places à la création des places), le délai moyen, par étape;
b) le délai moyen de création de places selon le processus optimisé du développement des places en CPE.

Réponse

Le processus de développement de places en CPE est disponible à l'adresse suivante : https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/publication/Documents/napperon-processus-developpement-places-CPE.pdf .

En ce qui a trait au délai moyen de réalisation, des travaux sont en cours au Ministère afin de les déterminer.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-134

Le 21 octobre 2021, le gouvernement lançait le Grand chantier pour les familles qui prévoit des investissements de 3 milliards de dollars d'ici 2024-2025, dont 1,8 G$ pour de nouvelles mesures. Veuillez nous indiquer, pour chacune des 45 actions prévues dans le plan :

a) l'état d'avancement de la mesure;
b) les sommes prévues en 2022-2023;
c) les sommes totales investies en 2022-2023 par mesure, en indiquant le montant provenant de nouveaux investissements et les prévisions, par année, jusqu'à 2024-2025.

Réponse

a) L'ensemble des mesures prévues au Grand chantier pour les familles sont en cours de réalisation et certaines sont terminées.

b) et c)

MESURES (en millions de dollars)		DÉPENSES PROBABLES 2022-2023
OBJECTIF 1 :	Créer suffisamment de places pour répondre aux besoins des familles	104,9
OBJECTIF 2 :	Contribuer à une plus grande équité financière entre les familles	436,2
OBJECTIF 3 :	Accroître l'efficacité du réseau pour mieux le développer	43,0
OBJECTIF 4 :	Consolider le milieu familial	98,9
OBJECTIF 5 :	Assurer la présence d'une main-d'œuvre qualifiée en nombre suffisant	289,4
OBJECTIF 6 :	Remettre l'égalité des chances au cœur de notre action	12,4

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-135

Le Grand chantier pour les familles prévoyait l'embauche de 17 800 nouvelles éducatrices, dont 13 900 éducatrices qualifiées. Veuillez nous indiquer, depuis le lancement du Grand chantier le 21 octobre 2021 :

a) Le nombre de nouvelles éducatrices embauchées, ventilé par région;
b) Le nombre de nouvelles éducatrices qualifiées embauchées, ventilé par région;
c) Le nombre de nouvelles éducatrices non qualifiées embauchées, ventilé par région;
d) Les cibles pour 2023-2024 et 2024-2025 en indiquant le nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées, ventilé par région.

Réponse

Un portrait de la main-d'œuvre (Portrait) couvrant la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2022 a été réalisé à la suite d'une collecte de données auprès de tous les titulaires d'un permis de services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), soit les centres de la petite enfance (CPE), les garderies subventionnées (GS) et les garderies non subventionnées (GNS). Le taux de réponse est de 69,8 %. Les données concernent le personnel éducateur et représentent une projection des résultats de la collecte si le taux de réponse avait été de 100 %.

Selon ce Portrait, 7 040 postes, dont 2 990 postes de personnel éducateur qualifié (EQ) et 4 050 postes de personnel éducateur non qualifié (ENQ), ont été pourvus entre le 1er avril 2021 et le 31 mars 2022, que ce soit à temps plein ou partiel, ou bien pour un poste permanent ou occasionnel. Une ventilation des données par région n'est pas disponible.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-136

Le Grand chantier pour les familles prévoit l'ajout de 37 000 places en services de garde. Veuillez nous indiquer :

a) La liste des projets autorisés en lien avec ces 37 000 places, ventilée par région, en indiquant :
   i. le nombre de places par projet;
   ii. le type de service de garde (CPE, GS);
   iii. la date prévue d'ouverture de l'installation.
b) Les cibles visées par le MFA concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées, ventilé par région.

Réponse

a) La liste des projets recommandés par le Ministère dans le cadre de l'appel de projets en continu est disponible à l'adresse suivante : https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/developpement-du-reseau/appels-de-projets/Pages/appel-de-projets-en-continu.aspx

Liste des projets uniquement autorisés en 2022-2023 ventilés par région

No de région administrative	Nom de l'entreprise	Type de place	Nb total de places autorisées	Date prévue d'ouverture de l'installation	Date de réalisation des places
1	CPE LA BALEINE BRICOLEUSE	CPE	19	2024-04-01	
1	CPE PITATOU	CPE	21	2023-11-27	
1	LES SERVICES DE GARDE LA FARANDOLE	CPE	8	2023-05-31	
			48		
2	CPELES TROIS PETITS PAS	CPE	21	2024-08-24	
2	Commission centrale des loisirs de l'Ascension de N.S	CPE	31	2024-08-24	
2	9469-4916 Québec inc.	GARD	80	2024-08-24	
			132		
3	LA CAJOLYNERIE	GARD	100	2024-08-24	
3	CPE LA VEILLEUSE	CPE	37	2024-08-24	
3	GARDERIE LES MATELOTS Pont-Rouge	GARD	20	2023-09-04	
3	CPE LES P'TITS LOUPS Limoilou	CPE	10	2023-03-31	
3	CPE LA BECQUÉE	CPE	10	2023-08-24	
3	CPE LES PETITS CHEMINOTS	CPE	4		2023-01-09
3	CPE LA BUTTE À MOINEAUX	CPE	5	2024-06-23	
3	CPE LA DÉCOUVERTE	CPE	52	2024-08-24	
3	LE MONDE DE KIWI pavillon Lévis inc.	GARD	8	2023-03-06	
3	CENTRE JOUR INC.	CPE	10	2023-07-31	
3	CPE PAMPLEMOUSSE	CPE	23	2023-06-01	
3	CPE LA COURTE POINTE	CPE	8	2023-07-10	
3	2966-5023 Québec inc.	GARD	10	2023-05-01	
3	9408-7111 Québec inc.	GARD	18		2023-02-01
			315		
4	CPE LE CERF-VOLANT INC.	CPE	52	2024-08-24	
4	CPE FLOCONS DE RÊVE INC.	CPE	65	2024-08-24	
4	CPE LE CHEVAL SAUTOIR	CPE	44	2024-10-31	
4	CPE L'UNIVERS DE MAMUSE ET MÉDUQUE INC.	CPE	73	2024-08-24	

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-136

No de région administrative	Nom de l'entreprise	Type de place	Nb total de places autorisées	Date prévue d'ouverture de l'installation	Date de réalisation des places
4	CARMEL LA SAUTERELLE	CPE	29	2024-08-26	
			263		
5	CPE L'ENFANTILLAGE INC.	CPE	4	2024-01-22	
5	CPE-BC UNI-VERS D'ENFANTS	CPE	8	2023-08-07	
5	CPE IL ÉTAIT UNE FOIS	CPE	8	2023-08-31	
5	CPE L'ESPIÈGLERIE	CPE	7		2023-02-28
5	CPE LES STROUMPS	CPE	88	2025-03-31	
5			**115**		
6	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE "LA GRENOUILLE ROSE"	CPE	10	2023-08-24	
			10		
7	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE AUX MILLE COULEURS INC.	CPE	12	2023-08-24	
7	RÉSEAU PETITS PAS	CPE	60	2024-08-24	
7	GARDERIE ÉDUCATIVE ENFANT CITÉ INC.	GARD	100	2023-10-31	
7	9454-5563 QUÉBECINC	GARD	78	2024-08-24	
7	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES TERRASSES	CPE	49	2024-01-05	
7	3961532 CANADA INC.	GARD	19	2023-08-31	
7	GARDERIE AMI CALIN GATINEAU INC.	GARD	100	2024-08-31	
7	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE CHEZ CALIMÉRO	CPE	16	2023-08-31	
			434		
8	LE PHÉNIX, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	CPE	21		2022-08-08
8	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LE CEPT INC.	CPE	80	2024-08-24	
8	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE BAMBIN ET CÂLIN	CPE	80	2024-08-24	
			181		
9	CPE MAGIMUSE	CPE	8		2022-10-24
9	CPE Les P'tits Bécots	CPE	13	2023-08-23	
			21		
11	CPE DE L'ESTRAN	CPE	21	2024-08-24	
11	CPE LA MARÉE MONTANTE	CPE	21	2024-08-24	
			42		
12	CPE LES COQUINS	CPE	8		2023-01-23
12	CPE LES COQUINS	CPE	13	2024-08-24	
12	CPE LES COQUINS	CPE	24	2024-08-24	
12	CPE LA BECQUÉE	CPE	62	2024-08-24	
12			**107**		
14	CENTRE ÉDUCATIF ET D'ÉVEIL LA PETITE ÉCOLE INC.	GARD	3		2023-01-23
14	CENTRE ÉDUCATIF ET D'ÉVEIL LA PETITE ÉCOLE INC.	GARD	17	2023-03-31	
			20		
15	9130-1903 QUÉBEC INC.	GARD	20	2023-03-31	

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-136

No de région administrative	Nom de l'entreprise	Type de place	Nb total de places autorisées	Date prévue d'ouverture de l'installation	Date de réalisation des places
15	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES PETITS BONHEURS	CPE	5		2023-02-20
15	9314-6975 QUÉBEC INC.	GARD	100	2024-08-24	
15	9454-3329 QUÉBEC INC.	GARD	100	2023-08-31	
15	LES PETITS AMIS DE LORRAINE INC.	CPE	18	2023-10-31	
15	9453-4179 QUÉNEC INC.	GARD	73	2023-05-31	
15	GARDERIE ÉDUCATIVE LA PETITE ÉCOLE DE MIRABEL	GARD	10	2023-08-24	
15	GARDERIE ÉDUCATIVE LA PETITE ÉCOLE DE MIRABEL	GARD	10		2023-02-27
15	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE PIROUETTE DE FABREVILLE INC.	CPE	100	2023-09-30	
			436		
16	CPE DE SAINT-LUC	CPE	88	2024-08-23	
16	CPE JOIE DE VIVRE	CPE	3	2023-03-31	
16	CPE LE PETIT MONDE DE CALIMÉRO INC.	CPE	51	2024-08-24	
16	9456-1982 QUÉBEC INC.	GARD	44	2023-08-31	
16	UN MONDE JUSTE POUR NOUS 2	GARD	3		2022-11-22
16	9392-2623 QUÉBEC INC.	GARD	20	2023-08-23	
16	SERVICES À LA PETITE ENFANCE DE SAINT-LAZARE	CPE	80	2024-08-23	
16	9314-6975 QUÉBEC INC.	GARD	100	2023-12-31	
16	CPE LES TOURTERELLES INC.	CPE	42	2024-08-23	
16	CPE MIEL ET MELON	CPE	13	2023-09-04	
16	CPE JULIE SOLEIL	CPE	80	2024-08-24	
16	FONDATION DE LA MAISON D'ÉDUCATION ALTERNATIVE LE BOISÉ INC.	CPE	62	2024-09-09	
16	9043-3087 QUÉBEC INC.	GARD	18	2023-08-31	
16	9039-0105 QUÉBEC INC.	GARD	80	2023-07-31	
			684		
17	CPE CHEZ-MOI CHEZ TOI ET BC DE LA GARDE EN MILIEU FAMILIAL	CPE	80	2024-08-26	
17	CPE CHEZ-MOI CHEZ TOI ET BC DE LA GARDE EN MILIEU FAMILIAL	CPE	21	2024-08-26	
17	CENTRE COOPÉRATIF LA MAISON DES AMIS RÉGION 17	CPE	16	2023-08-28	
17	CENTRE COOPÉRATIF LA MAISON DES AMIS RÉGION 17	CPE	16	2023-08-28	
17	LES SDG LA PETITE ÉCOLE INC.	CPE	13	2023-08-28	
17	LES SDG LA PETITE ÉCOLE INC.	CPE	8	2023-03-31	
17	G. PLAISIRS D'ENFANT INC.	GARD	1		2023-01-09
17	G. MON MONDE À MOI INC.	GARD	4		2023-01-16
17	CPE RAYON DE SOLEIL INC.	CPE	13		2023-02-13
17	L'ÎLE DES PETITS MIGNONS 2 INC.	GARD	20	2023-08-01	
17	9432-0876 QUÉBEC INC.	GARD	16	2023-08-21	
			208		
	TOTAL PROVINCIAL		**3 016**		

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

b) Le Ministère n’a pas de cibles concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Entre le 1er avril 2022 et le 31 mars 2023, veuillez nous indiquer :

a) Le nombre de places ouvertes en CPE ;
b) La liste des projets de CPE ayant ouvert, ventilée par région, en indiquant le nombre de places et le délai de création de places à partir de l'attribution du projet jusqu'à l'ouverture de l'installation
c) Le nombre de places ouvertes en garderies subventionnées ;
d) Le nombre de places ouvertes en garderies privées non subventionnées ;
e) Le nombre de places non subventionnées en places subventionnées en indiquant la proportion des places en garderies et en CPE;
f) Le nombre de places ouvertes en milieu familial. Concernant les nouvelles places offertes en milieu familial, veuillez nous indiquer le nombre de places qui étaient non régies qui sont maintenant régies et le nombre de nouvelles places;
g) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 1er avril 2022;
h) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 31 mars 2023.

Réponse

a), c) et d) Pour l'année 2022-2023, au 28 février 2023, 6 197 places ont été mises sous permis en services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) en installation :

- 3 345 places en centre de la petite enfance (CPE) (1 839 en installations permanentes et 1506 places en installations temporaires).
- 2 227 places en garderies subventionnées.
- 625 places en garderies non subventionnées.

b) Liste des CPE ayant ouvert en installations permanentes depuis le 1er avril 2022 au 28 février 2023 :

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
1	CPE LES P'TITS FLOTS	21	Augment. INS	2019 Parents-étudiants	2022-04-19	2020-02-13	26
1	CPE LES P'TITS FLOTS	31	Ajout INS	2013	2022-04-19	2013-12-03	100
1	CENTRE E LA PETITE ENFANCE L'AURORE BORÉALE	21	Ajout INS	ADP en continu	2022-08-22	2021-12-20	8
1	LES FARFADETS DE LA POINTE INC.	60	Ajout INS	2013	2022-11-28	2013-12-03	107
1	LES P'TITS MONTOIS	37	Ajout INS	2011	2022-04-07	2012-11-12	112
1	LES P'TITS MONTOIS	13	Augment. INS	2013	2022-04-07	2013-12-03	100
1	MI-LOUP	2	Augment. INS	2020 ciblé	2022-05-16	2021-08-23	8
2	LE CPE AUETISSATSH	4	Augment. INS	ADP autochtone 2021	2022-11-07	2022-06-03	5
2	CPE MINI-MONDE	4	Augmentation de capacité sans	ADP en continu	2022-04-11	2021-12-20	3

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
			réaménagement				
2	CPE MINI-MONDE	9	Augment. INS	2013	2022-04-01	2013-12-03	99
2	CPE LES PETITS CAILLOUX	8	Ajout INS	ADP en continu	2022-08-31	2021-12-20	8
2	CPE LE TRÈFLE À 4 FEUILLES	15	Implant. CPE INS	2019 Parents-étudiants	2022-04-06	2020-02-13	25
3	CPE NID DES PETITS ST-RAYMOND INC.	39	Ajout INS	2013	2022-09-06	2013-12-03	105
3	CPE NID DES PETITS ST-RAYMOND INC.	5	Augment. INS	2019 Parents-étudiants	2022-09-06	2020-02-13	30
3	CPE LA FRIMOUSSE	13	Augment. INS	2013	2022-06-15	2013-12-03	102
3	CPE LA CROISÉE INC.	2	Augment. INS	ADP en continu	2022-05-09	2021-12-20	4
3	CPE LA CROISÉE INC.	5	Augment. INS	ADP en continu	2023-01-23	2021-12-20	13
3	CPE LES PETITS CHEMINOTS	4	Augment. INS	ADP en continu	2023-01-09	2022-08-24	4
3	CENTRE JOUR INC.	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-08-22	2021-12-02	8
3	CPE LA PETITE COUR DE MISTIGRI	6	Augmentation de capacité sans réaménagement	ADP en continu	2022-04-25	2021-12-20	4
4	CPE LES SOLEILS DE MÉKINAC	5	Augment. INS	ADP en continu	2022-11-01	2021-12-20	10
4	LES SERVICES DE GARDE GRIBOUILLIS	5	Augment. INS	2013	2022-11-07	2013-12-03	107
5	LE CPE LA SOURCIÈRE	5	Augment. INS	ADP en continu	2022-11-28	2021-12-20	11
5	LE CPE L'ESPIÈGLERIE	16	Augment. INS	2020 ciblé	2022-07-27	2021-08-23	11
5	CPE LES AMIS DU GLOBE	60	Augment. INS	2013	2022-05-16	2013-12-03	101
5	CPE FAMILIGARDE (CPE)	5	Augment. INS	ADP en continu	2022-07-11	2021-12-20	6

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
5	CPE LE SOLEIL DE JEANNOT	5	Ajout INS	ADP en continu	2022-07-18	2021-12-02	7
5	CPE ENTRE AMIS INC.	5	Augment. INS	2011	2023-02-06	2012-11-12	122
5	LE CPE L'ESPIÈGLERIE	7	Augment. INS	ADP en continu	2023-02-28	2022-08-24	6
5	CPE RAYONS DE SOLEIL DE ROXTON POND (INST. ST-JOACHIM)	10	Ajout INS	2013	2022-04-11	2013-12-03	100
6	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE RIVERVIEW	3	Augment. INS	ADP en continu	2022-04-25	2022-01-26	2
6	CPE L'ENFANFRELUCHE	12	Augment. INS	ADP en continu	2022-07-18	2021-12-20	6
6	CPE LES PETITS EXPLORATEURS	25	Augment. INS	ADP en continu	2022-06-22	2021-12-20	6
6	LA SOURITHÈQUE	62	Ajout INS	2018 ciblé	2022-11-21	2018-12-10	47
6	CPE LES LUTINS DU BOULEVARD	10	Augment. INS	ADP en continu	2023-01-30	2021-12-02	13
6	CPE PALOU LA COCCINELLE	80	Ajout INS	2013	2022-09-27	2013-12-03	105
6	CPE LES P'TITS AMIS DE SAVIO	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-06-28	2021-12-20	6
7	CPE LES PETITS FRIPONS	29	Augment. INS	2019 Parents-étudiants	2023-01-02	2020-02-13	34
8	LE PHÉNIX, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	13	Ajout INS	ADP en continu	2023-01-16	2022-08-24	4
8	CPE TAKINAGAN	49	Ajout INS	2011 autochtone	2022-09-15	2012-11-12	118
9	CPE LA GIROFLÉE INC.	13	Ajout INS	ADP en continu	2022-08-29	2021-12-20	8
9	CPE MAGIMUSE (INST. BAIE-COMEAU)	45	Ajout INS	2013	2022-10-24	2013-12-03	106
9	CPE Magimuse	8	Augmentation de capacité sans réaménagement	ADP en continu	2022-10-24	2021-12-20	10

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
10	CPE PLANÈTE SOLEIL	65	Ajout INS	2011	2022-09-28	2012-11-12	118
11	CPE "LA BELLE JOURNÉE" INC.	21	Augment. INS	2013	2022-05-09	2013-12-03	101
11	CPE P'TITS COQUILLAGES	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-06-27	2021-12-20	6
12	CPE L'ESCALE INC.	16	Augment. INS	ADP en continu	2022-08-29	2022-01-26	7
12	CPE DU BOIS JOLI INC.	31	Ajout INS	2020 ciblé	2022-10-03	2021-08-23	13
12	CPE LES COQUINS	8	Augment. INS	ADP en continu	2023-01-23	2022-01-26	11
12	CPE ENFANT-BONHEUR INC.	10	Augment. INS	2013	2022-12-19	2013-12-03	108
13	CPE LE HÊTRE INC.	26	Ajout INS	2013	2023-01-09	2013-12-03	109
13	CPE FLEURS DE LUNE	18	Augment. INS	ADP en continu	2023-01-23	2021-12-20	13
14	CPE BOUTON DE ROSE	80	Ajout INS	2013	2022-09-06	2013-12-03	105
14	CPE DES AMIS DES PRAIRIES	70	Ajout INS	2011	2023-01-23	2012-11-12	122
14	CPE "KOKOM TCITCATCI"	60	Ajout INS	2013	2022-06-13	2013-12-03	102
14	CPE LA MONTAGNE ENCHANTÉE	15	Augment. INS	2013	2022-12-04	2013-12-03	108
14	CPE CLAIR-SOLEIL DE MASCOUCHE INC.	60	Ajout INS	2013	2022-08-01	2013-12-03	103
15	CPE LES PETITS PATRIOTES INC.	5	Augment. INS	ADP en continu	2022-08-29	2021-12-20	8
15	CPE LES EXPLORATEURS (INST. ST-JOSEPH-DU-LAC)	50	Augment. INS	2013	2022-09-30	2013-12-03	105
15	CPE LES EXPLORATEURS	2	Augment. INS	ADP en continu	2022-09-30	2021-12-20	9
15	CPE LES PETITS BONHEURS	5	Augment. INS	ADP en continu	2023-02-20	2022-08-26	5
15	CPE LES VERS À CHOUX	12	Augment. INS	2018 ciblé	2022-06-01	2018-12-10	41

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
16	CPE LA CAMPINOISE (INST. SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE)	9	Ajout INS	2013	2022-09-30	2013-12-03	105
16	CPE MAFAMIGARDE	4	Augmentation de capacité sans réaménagement	ADP en continu	2022-04-19	2022-02-04	2
16	CPE LE TEMPS D'UN RÊVE	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-08-29	2021-12-20	8
16	CPE DOUX RÉVEIL	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-06-13	2021-12-02	6
16	CPE LE TEMPS D'UN RÊVE	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-06-20	2021-12-20	6
16	CPE MAFAMIGARDE	31	Ajout INS	2020 ciblé	2023-01-16	2021-08-23	16
16	CPE DE SAINT-LUC	10	Augment. INS	ADP en continu	2023-01-30	2021-12-20	13
16	LES JEUNES POUSSES DES JARDINS-DU-QUÉBEC	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-06-22	2021-12-20	6
16	CPE TAM-TAM	80	Ajout INS	2011	2022-10-03	2012-11-12	118
16	CPE MON MONDE À MOI (INST. LA PRAIRIE)	80	Ajout INS	2013	2022-09-19	2013-12-03	105
16	CPE ABRACADABRA	27	Augment. INS	2013	2022-07-26	2013-12-03	103
16	CPE LA CAMPINOISE	51	Augment. INS	2013	2022-10-31	2013-12-03	106
16	CPE L'AMUS'AILES	7	Augment. INS	2020 ciblé	2022-04-04	2021-08-23	7
16	CPE LA MARELLE INC.	60	Ajout INS	2013	2022-05-31	2013-12-03	101
16	AU ROYAUME DES CHÉRUBINS	15	Augment. INS	ADP en continu	2022-06-20	2021-12-20	6
16	CPE PIERRE-BOUCHER	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-05-09	2022-01-26	3
16	CPE VOS TOUT-PETITS	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-08-02	2022-01-26	6
17	CPE CHEZ-MOI CHEZ-	39	Ajout INS	2013	2022-07-25	2013-12-03	103

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
	TOI ET BC GARDE EN MILIEU FAMILIAL						
17	CPE MON AUTRE MAISON ET B.C. DE LA GARDE EN M.F.	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-08-29	2021-12-20	8
17	LES SERVICES DE GARDE LA PETITE ÉCOLE INC.	16	Augment. INS	ADP en continu	2022-10-17	2022-02-04	8
17	CPE RAYON DE SOLEIL INC.	5	Augment. INS	ADP en continu	2023-02-13	2021-12-20	13

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Liste des CPE ayant ouvert en installation temporaire depuis le 1er avril 2022 au 28 février 2023 :

Région	Nom de l'installation	Nombre de places en installations temporaires	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
1	CPE LES PETITS SOLEILS MAGIQUES	8	Augment. INS	2013	2023-01-23	2013-12-03	109
1	CPE DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	4	Ajout INS	2020 ciblé	2022-09-01	2021-08-23	12
1	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE DES CANTONS DE RIVIÈRE-DU-LOUP	21	Augment. INS	ADP en continu	2023-02-27	2022-02-04	12
1	CPE PITATOU	16	Ajout INS	ADP en continu	2022-08-29	2022-01-26	7
2	CPE LES SOURICEAUX	31	Augment. INS	ADP en continu	2022-05-30	2021-12-02	5
2	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE "AUX PETITS TRESORS"	16	Ajout INS	ADP en continu	2022-06-20	2022-01-26	4
2	CPE LES AMIS DE LA CULBUTE	21	Augment. INS	ADP en continu	2022-09-13	2021-12-20	8
2	CPE LA PIROUETTE	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-10-03	2021-12-02	10
2	CPE LA PIROUETTE	10	Augment. INS	ADP en continu	2022-12-07	2021-12-02	12
2	LE CPE AUETISSATSH	18	Augment. INS	ADP en continu autochtone 2021	2023-02-13	2022-06-03	8
2	CPE GARI-GATOU INC.	42	Ajout INS	ADP en continu	2022-05-30	2021-12-20	5
3	CPE LA BUTTE À MOINEAUX	16	Augment. INS	ADP en continu	2022-07-11	2021-12-20	6
3	CPE AU COEUR ENFANTIN	32	Ajout INS	2020 ciblé	2022-10-03	2021-08-23	13
3	CPE LES PILOTES DE L'AVENIR	5	Augment. INS	ADP en continu	2023-01-16	2021-12-02	13
3	CPE LES PILOTES DE L'AVENIR	5	Augment. INS	2020 ciblé	2022-09-06	2021-08-23	12
4	CPE ENTRE DEUX NUAGES	19	Augment. INS	2013	2022-06-14	2013-12-03	102
4	LES PETITS COLLÉGIENS	18	Augment. INS	2019 Parents-étudiants	2022-08-29	2020-02-13	30
4	CPE-BC LES PETITS COLLÉGIENS	18	Augment. INS	2019 Parents-étudiants	2022-09-23	2020-02-13	31
4	CPE LA TOURELLE DE L'ÉNERGIE	47	Ajout INS	2020 ciblé	2022-05-02	2021-08-23	8
4	CPE LE PETIT NAVIRE INC.	15	Ajout INS	ADP en continu	2022-05-30	2021-12-02	5
4	CPE LE CERF-VOLANT INC.	12	Augment. INS	ADP en continu	2022-05-30	2022-01-26	4
4	CPE LES SOLEILS DE MÉKINAC	16	Augment. INS	ADP en continu	2022-05-09	2021-12-20	4
4	CPE LE PIPANDOR	42	Ajout INS	ADP en continu	2023-02-20	2021-12-20	14

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Région	Nom de l'installation	Nombre de places en installations temporaires	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
5	CPE POP SOLEIL	2	Ajout INS	2013	2022-04-28	2013-12-03	100
5	CPE IL ÉTAIT UNE FOIS	40	Implant. CPE INS	2020 ciblé	2022-07-04	2021-08-23	10
5	CPE LE SOLEIL DE JEANNOT	75	Augment. INS	ADP en continu	2022-11-28	2021-12-20	11
5	Centre de la petite enfance Familigarde (CPE)	16	Augment. INS	ADP en continu	2022-12-05	2021-12-20	11
6	CPE TROIS P'TITS TOURS	60	Ajout INS	2019 Parents-étudiants	2022-09-06	2020-02-13	30
7	L'OISEAU BLEU	21	Ajout INS	ADP en continu	2022-10-03	2022-01-26	8
8	LE PHÉNIX, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	75	Implant. CPE INS	2020 ciblé	2022-08-08	2021-08-23	11
8	LE PHÉNIX, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ	70	Ajout INS	ADP en continu	2022-08-08	2021-12-02	8
8	CPE BOUT D'CHOU	36	Augment. INS	ADP en continu	2022-12-01	2022-02-04	9
8	LE CPE LA MAGIE DU RÊVE	15	Ajout INS	2020 ciblé	2022-11-14	2021-08-23	14
9	CPE Nuitsheuakan	20	Ajout INS	ADP en continu autochtone 2021	2023-02-28	2022-06-03	8
9	LES P'TITS BÉCOTS	8	Augment. INS	2020 ciblé	2022-08-31	2021-08-23	12
11	AUX JOYEUX MARMOTS	13	Augment. INS	2019 Parents-étudiants	2022-05-24	2020-02-13	27
12	CPE L'ESCALE INC.	5	Augment. INS	ADP en continu	2022-05-26	2022-01-26	4
12	CPE DU BOIS JOLI INC.	34	Ajout INS	ADP en continu	2022-10-03	2021-12-20	9
12	CPE ENFANT-BONHEUR INC.	40	Augment. INS	ADP en continu	2022-12-19	2021-12-20	11
12	CPE "LA BECQUÉE"	52	Ajout INS	ADP en continu	2022-09-26	2021-12-20	9
12	CPE "LA BECQUÉE"	52	Ajout INS	ADP en continu	2022-09-26	2021-12-20	9
12	CPE L'AMHIRONDELLE INC.	8	Ajout INS	2020 ciblé	2023-02-26	2021-08-23	18
12	CPE AU JARDIN DE DOMINIQUE INC.	24	Ajout INS	ADP en continu	2022-08-29	2021-12-20	8
13	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LOGIS-CIEL	44	Ajout INS	ADP en continu	2022-04-12	2022-01-26	2
14	CPE LA CHENILLE INC.	16	Augment. INS	ADP en continu	2023-02-15	2021-12-20	13
15	CPE LES EXPLORATEURS	16	Ajout INS	2013	2022-06-01	2013-12-03	101
15	CPE L'ANTRE-TEMPS	24	Ajout INS	2020 ciblé	2022-05-30	2021-08-23	9

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

Région	Nom de l'installation	Nombre de places en installations temporaires	Nature du projet	Appel de projets	Date de réalisation	Date d'autorisation	Délai (mois)
16	CPE LES JOYEUX CALINOURS	10	Ajout INS	ADP en continu	2022-09-12	2021-12-20	8
16	CPE LES JOYEUX CALINOURS	37	Ajout INS	ADP en continu	2022-09-12	2021-12-20	8
16	CPE "PLAISIR D'ENFANT"	60	Ajout INS	2019 Parents-étudiants	2022-07-22	2020-02-13	29
16	CPE DE SAINT-LAMBERT	13	Augment. INS	ADP en continu	2022-06-27	2021-12-02	6
17	CPE LES PETITS LUTINS DE DRUMMONDVILLE INC.	10	Augment. INS	ADP en continu	2022-08-22	2021-12-20	8
17	CPE MINI-CAMPUS INC.	8	Augment. INS	ADP en continu	2022-08-29	2022-03-07	5
17	CPE PLUMEAU-SOLEIL	57	Ajout INS	2019 Parents-étudiants	2023-01-24	2020-02-13	35
17	CPE PLUMEAU-SOLEIL	8	Augmentation de capacité avec agrandissement	ADP en continu	2023-01-24	2021-12-20	13
17	CPE AU COEUR DES DÉCOUVERTES	55	Impl. CPE	2013	2022-10-11	2013-12-03	106
17	CPE LES PETITS LUTINS DE DRUMMONDVILLE INC.	10	Ajout INS	ADP en continu	2022-11-25	2021-12-20	11
17	CPE LA FORÊT ENCHANTÉE (Warwick)	16	Ajout INS	2020 ciblé	2022-04-26	2021-08-23	8
17	CPE LA GIROUETTE INC	16	Ajout INS	ADP en continu	2022-09-12	2022-01-26	7

e) Dans la phase 2 de l'appel de projets 2020 conversion, le Ministère a converti 1 782 places en 2022-2023.

Au 28 février 2023, il y avait donc un total de 69 276 places en milieu familial.

f) Pour l'année 2022-2023, au 28 février 2023, il y avait 2 938 nouvelles places offertes en milieu familial. Au total, 190 personnes non reconnues (PNR) ont obtenu une reconnaissance pour un total de 1 106 places :

- 181 PNR devenues RSGE ont demandé des places subventionnées pour un total de 1 046 places;

- 9 PNR devenues RSGE ont demandé des places non subventionnées pour un total de 60 places.

g) Le 1er avril 2022, il y avait 66 338 places offertes en milieu familial.

h) Au 28 février 2023, il y avait donc un total de 69 276 places en milieu familial.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-138

Entre le 1er avril 2022 et le 31 mars 2023, veuillez nous indiquer :

a) Le nombre de places fermées en CPE;
b) Le nombre de places fermées en garderies subventionnées;
c) Le nombre de places fermées en garderies privées non subventionnées;
d) Le nombre de places fermées en milieu familial;
e) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 1er avril 2022;
f) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 31 mars 2023.

Réponse

Du 1er avril 2022 au 28 février 2023 :

a) 90 places ont été fermées en CPE
b) Aucune place n'a été fermée en garderie subventionnée
c) 1 431 places ont été fermées en garderies non subventionnées
d) Il y a eu 5 297 places fermées occasionnées par des fins de reconnaissance, comprenant 98 places non subventionnées
e) Au 1er avril 2022, il y avait 66 338 places réellement offertes en milieu familial, comprenant 357 places non subventionnées
f) Au 28 février 2023, il y avait 69 276 places réellement offertes en milieu familial, comprenant 437 places non subventionnées.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-139

Le 17 janvier 2022, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient une offensive afin de recruter 18 000 nouvelles éducatrices et nouveaux éducateurs, en plus d'en qualifier 7 000 autres déjà en poste dans le réseau actuel d'ici 2026. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer :

a) le nombre d'éducatrices retraitées du réseau qui ont fait un retour au travail et qui ont obtenu une prime salariale de 6,6 %, ventilé par région.

Réponse

En date du 28 février 2023, la reddition de comptes pour 2022-2023 relativement aux annonces du 17 janvier 2022, n'est pas encore disponible. Les résultats finaux seront disponibles à l'été 2023.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-140

Le 4 octobre 2021, le gouvernement annonçait une entente avec le milieu familial de 16 %, dès le 1er avril 2022. Veuillez nous indiquer :

a) le montant prévu en 2022-2023 pour cette majoration;
b) le montant moyen qui sera versé par RSG en 2023-2024;
c) le nombre de RSG qui obtiendra la majoration, ventilé par région.

Réponse

Le ministère de la Famille (Ministère) avait comme obligation, en vertu des ententes collectives avec la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (FIPEQ-CSQ) et avec la Fédération de la santé et des services sociaux affiliée à la Confédération des syndicats nationaux (FSSS-CSN), de faire des travaux dans le cadre d'un comité paritaire, afin de comparer le revenu de la personne responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) avec celui de personnes exerçant des activités analogues, conformément à la Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant.

Les travaux des comités se sont conclus par une entente qui prévoit une majoration de la subvention des RSGE de 15 %, à compter du 1er avril 2022.

a) Cette information n'est pas disponible. Elle sera disponible en décembre 2023, à la suite de la réception des rapports financiers annuels 2022-2023.

b) Cette majoration représente un montant moyen de 7205,10 $ pour une RSGE ayant offert une prestation de service complète (6 places subventionnées) pendant toute la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

c) L'ensemble des RSGE subventionnées recevra cette majoration.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-141

Concernant les travaux entourant la nouvelle liste d'attente centralisée, veuillez nous dire :

a) Les montants prévus pour la création de la nouvelle liste d'attente, par année;
b) Le ministère responsable de la gestion de la nouvelle liste d'attente;
c) Le ministère responsable de la création de la nouvelle liste d'attente;
d) La date prévue d'entrée en vigueur de la nouvelle liste d'attente.

Réponse

a) La rédaction du dossier d'affaires (DA) est en cours et ce dernier permettra de préciser les montants globaux prévus.
b) Le ministère de la Famille (Ministère) sera responsable de la création et de la gestion du Guichet unique d'accès aux places en services de garde éducatifs à l'enfance. En effet, depuis le 25 novembre 2022, le Guichet actuel (La Place 0-5) est sous la responsabilité du Ministère. Également, dans le cadre du Grand chantier pour les familles, le gouvernement s'est engagé à créer un nouveau Guichet unique permettant notamment de favoriser un accès équitable aux enfants en situation de précarité socioéconomique ou vivant avec un handicap.
c) Voir la réponse en b).
d) La solution d'affaires sera disponible à la mi-année 2024 et s'en suivra une période de rodage et d'appropriation par les utilisateurs en vue d'une implantation harmonieuse et réussie.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-142

Le 12 mai 2021, la ministre de la Famille demandait un audit externe sur la situation de la Place 0-5. En lien avec cette annonce, veuillez indiquer :

a) le mandat de l'audit ;
b) une copie du contrat octroyé à la firme externe pour l'audit;
c) le rapport déposé à la suite de l'audit.

Réponse

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits 2023-2024. Le contrat était terminé en 2022-2023.

Source : Direction générale de la transformation numérique

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-143

Veuillez nous fournir le nombre de salariés des centres de la petite enfance (CPE) qui sont en congé de maladie, par corps d'emploi, en 2022-2023 ?

Réponse

Un premier portrait annuel de la main-d'œuvre a été réalisé à la suite d'un sondage auprès des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) sur la situation au 31 mars 2022. Selon les réponses obtenues, il y avait 1 596 absences de longue durée du personnel éducateur dans les CPE.

Ce portrait annuel de la main-d'œuvre repose sur la participation des titulaires de permis puisque le MFA n'est pas l'employeur du personnel des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE). Pour établir ce portrait de la main-d'œuvre, une collecte de données a eu lieu auprès de tous les titulaires d'un permis de (SGEE), soit les centres de la petite enfance (CPE), les garderies subventionnées (GS) et les garderies non subventionnées (GNS). Le taux de réponse est de 69,8 %. Les données présentées ici représentent une projection des résultats de la collecte si le taux de réponse avait été de 100 %.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-144

Veuillez nous fournir la liste des CPE qui ont eu un bris de service depuis 2018-2019, chaque année, ventilée par région.

Réponse

Le tableau suivant présente le nombre de jours de fermeture attribuable à un cas fortuit des centres de la petite enfance (CPE) pour l'exercice financier 2021-2022. Ce sont les données les plus récentes disponibles.

CPE			
Région administrative		**2021-2022**	
		Jour(s) de fermeture	**Nombre d'installations**
1	Bas-Saint-Laurent	40	29
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	3	3
3	Capitale-Nationale	30	19
4	Mauricie	4	3
5	Estrie	2	2
6	Montréal	159	83
7	Outaouais	15	13
8	Abitibi-Témiscamingue	3	3
9	Côte-Nord	11	5
10	Nord-du-Québec	6	3
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	28	12
12	Chaudière-Appalaches	18	12
13	Laval	24	23
14	Lanaudière	7	7
15	Laurentides	10	7
16	Montérégie	42	37
17	Centre-du-Québec	2	2
Ensemble des régions		**404**	**263**
Source : rapports financiers annuels 2021-2022			

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-145

Veuillez nous fournir le nombre d'enfants ont été expulsés d'un service de garde en 2022-2023 en raison d'un handicap?

Réponse

Cette donnée n'est pas disponible.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-146

Concernant les places protocoles, veuillez nous dire :

a) le nombre de places protocoles actuellement disponibles, par région;
b) le nombre de nouvelles places protocoles en 2022-2023, ventilé par région;
c) le nombre de places protocoles réservées pour les autochtones, ventilé par région;
d) le taux d'occupation des places protocoles, ventilé par région.

Réponse

a) Nombre de places protocoles disponibles au 31 mars 2022, par région, dernière année disponible :

Places protocoles disponibles au 31 mars 2022					
Région administrative		**Centre de la petite enfance (CPE)**	**Milieu familial (MF) coordonné par les bureaux coordonnateurs (BC)**	**Garderies subventionnées (GS)**	**Total**
1	Bas-Saint-Laurent	84	13	-	**97**
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	105	-	14	**119**
3	Capitale-Nationale	125	-	19	**144**
4	Mauricie	84	-	-	**84**
5	Estrie	203	16	22	**241**
6	Montréal	176	-	18	**194**
7	Outaouais	53	-	8	**61**
8	Abitibi-Témiscamingue	48	-	-	**48**
9	Côte-Nord	40	-	-	**40**
10	Nord-du-Québec	2	-	-	**2**
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32	-	-	**32**
12	Chaudière-Appalaches	187	-	12	**199**
13	Laval	61	-	1	**62**
14	Lanaudière	174	1	21	**196**
15	Laurentides	286	17	-	**303**
16	Montérégie	423	3	36	**462**
17	Centre-du-Québec	123	-	9	**132**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-146

b) Variation des places protocoles en 2021-2022, ventilé par région :

Écart entre le nombre de places protocoles au 31 mars 2022 et au 31 mars 2021					
Région administrative		**CPE**	**MF coordonné par BC**	**GS**	**Total**
1	Bas-Saint-Laurent	-	-	-	**-**
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	-1	-	2	**1**
3	Capitale-Nationale	-13	-	5	**-8**
4	Mauricie	6	-	-	**6**
5	Estrie	57	-25	16	**48**
6	Montréal	139	-	-20	**119**
7	Outaouais	-58	-	-2	**-60**
8	Abitibi-Témiscamingue	-24	-	-	**-24**
9	Côte-Nord	-1	-	-	**-1**
10	Nord-du-Québec	-1	-	-	**-1**
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-	-	-	**-**
12	Chaudière-Appalaches	-1	-	-2	**-3**
13	Laval	-21	-	-1	**-22**
14	Lanaudière	-36	-	-9	**-45**
15	Laurentides	-9	-	-	**-9**
16	Montérégie	-53	-4	-13	**-70**
17	Centre-du-Québec	-5	-	-	**-5**

c) Nombre de places protocoles pour les CPE autochtones au 31 mars 2022, ventilé par région :

Places protocoles réservés pour les CPE autochtones au 31 mars 2022		
Région administrative		**CPE**
1	Bas-Saint-Laurent	**-**
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	**2**
3	Capitale-Nationale	**-**
4	Mauricie	**4**
5	Estrie	**-**
6	Montréal	**3**
7	Outaouais	**-**
8	Abitibi-Témiscamingue	**11**
9	Côte-Nord	**5**
10	Nord-du-Québec	**-**
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**-**
12	Chaudière-Appalaches	**-**
13	Laval	**-**
14	Lanaudière	**-**
15	Laurentides	**-**
16	Montérégie	**-**
17	Centre-du-Québec	**-**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-146

d) Taux d'occupation des places réservées protocoles en 2021-2022, ventilé par région :

Taux d'occupation des places réservées protocoles en 2020-2021				
Région administrative		**CPE**	**MF coordonné par BC**	**GS**
1	Bas-Saint-Laurent	87,01 %	90,25 %	-
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	61,14 %	80,15 %	34,29 %
3	Capitale-Nationale	72,16 %	-	30,75 %
4	Mauricie	78,62 %	-	-
5	Estrie	71,35 %	-	75,79 %
6	Montréal	60,00 %	-	74,06 %
7	Outaouais	79,60 %	-	38,67 %
8	Abitibi-Témiscamingue	71,36 %	-	-
9	Côte-Nord	58,07 %	-	-
10	Nord-du-Québec	2,39 %	-	-
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	67,56 %	-	-
12	Chaudière-Appalaches	71,82 %	-	98,60 %
13	Laval	92,86 %	-	91,30 %
14	Lanaudière	62,52 %	-	48,48 %
15	Laurentides	89,01 %	38,33 %	-
16	Montérégie	75,47 %	90,04 %	87,35 %
17	Centre-du-Québec	69,55 %	-	28,91 %

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-147

Concernant le bureau d'accélération des projets créé à l'hiver 2023, veuillez nous indiquer :

a) La composition du bureau (organigramme);
b) Le nombre de professionnels affectés à temps plein au bureau;
c) Le nombre de professionnels affectés à temps partiel au bureau;
d) Le nombre de techniciens affectés à temps plein au bureau;
e) Le nombre de techniciens affectés à temps partiel au bureau;
f) Le nombre de nouveaux ETC engagés pour le bureau;
g) Le rôle du bureau;
h) La liste des rencontres depuis la création du bureau en indiquant la date de la rencontre et les personnes présentes;
i) La liste des dossiers traités depuis la création du bureau.

Réponse

a) Le Bureau d'accélération des projets (BAP) réunit à la fois le service de garde qui fait face à une problématique, son association représentative, le cas échéant, et les membres de la fonction publique qui prennent les décisions administratives.

Plus précisément, pour le suivi opérationnel, les membres et invités sont :

- Directeurs généraux des opérations régionales
- Directeur régional concerné par le dossier
- Directrice des infrastructures du réseau, si requis
- Chef du service du financement des infrastructures et rapport financier, si requis
- Service de garde visé et son représentant (invités)

Pour le suivi exécutif, les membres et invités sont :

- Sous-ministre adjointe du développement du réseau et des services à la clientèle
- Sous-ministre adjointe au financement, aux infrastructures et à l'administration
- Service de garde visé et son représentant (invités)

b), c), d) et e) Aucun professionnel ni technicien n'a été affecté à temps plein ou à temps partiel. Cependant, un conseiller de sous-ministre adjointe et une adjointe administrative coordonnent les activités du BAP.

f) Aucun nouvel effectif n'a été engagé pour le BAP.

g) Le BAP a pour mandat principal d'accélérer le développement des projets de création de places en services de garde éducatifs à l'enfance. Dans cet objectif, le BAP se veut une instance décisionnelle qui peut agir rapidement et de façon exécutoire pour régler des cas soulevés par les promoteurs.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

h) Lors de la réception d'une demande recevable, les rencontres se font dans les deux semaines suivant sa réception. En date du 28 février 2023 :
   - Trois rencontres/interventions ont été tenues par les directions régionales
   - Une rencontre a été tenue par le comité exécutif (dossier traité directement en deuxième instance).

i) Le BAP a été créé le 6 février 2023. Au 28 février 2023, sept dossiers ont été reçus par le BAP :
   - Trois dossiers étaient réglés :
     - Deux dossiers ont été jugés irrecevables (non recevable au niveau du BAP, mais ils ont été adressés aux directions concernées afin que la problématique soulevée soit prise en charge)
     - Une demande a été traitée et répondue directement par la direction régionale
   - Une demande a été traitée et répondue par le comité exécutif (dossier traité directement en deuxième instance).
   - Trois dossiers étaient toujours en cours de traitement :
     - Deux dossiers étaient en traitement à la première instance (bureau opérationnel)
     - Un dossier était toujours en cours de traitement par la direction régionale.

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-148

Le 19 juin 2022, les médias rapportaient qu'un projet pilote de halte-garderie verrait le jour à l'Assemblée nationale du Québec au cours de la 43e législature. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

a) La date prévue de l'ouverture de la halte-garderie;
b) Une description du projet pilote;
c) Le nombre d'enfants ciblés par le projet pilote;
d) Les détails entourant le projet;
e) Le financement octroyé par le ministère pour le projet pilote.

Réponse

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-149

Depuis l'adoption du projet de loi 1, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont augmenté le nombre de places au permis en indiquant :

a) Le nom du service de garde;
b) Le type de service de garde;
c) Le nombre de places ajoutées;
d) Le nombre de place total;
e) La date de l'ajout.

Réponse

Voici la liste des services de garde qui ont augmenté le nombre de places au permis depuis le 12 avril 2022, soit la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement.

À noter qu'un service de garde peut avoir plusieurs installations, le nombre de places au permis peut donc être supérieur à 100 places.

No Région	Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Type de garde	Date de réalisation
1	G. POMMETTES ROUGES	21	50	GNS	2022-12-12
1	CPE LES P'TITS FLOTS	21	107	CPE	2022-04-19
1	MI-LOUP	2	292	CPE	2022-05-16
2	GARDERIE LES ÉTOILES DU LAC	7	80	GNS	2022-05-16
2	G. LES MINIS AMOURS INC.	23	72	GARD. subv.	2022-06-02
2	LE CPE AUETISSATSH	4	88	CPE	2022-11-07
2	G. BÉBÉLOUGAS	21	50	GARD. subv.	2022-08-10
3	GARDERIE LES PETITS PINSONS	4	17	GNS	2022-06-29
3	CPE NID DES PETITS ST-RAYMOND INC.	5	124	CPE	2022-09-06
3	G. ÉDUCATIVE PERLIMPINPIN 2	10	90	GARD. subv.	2022-11-07
3	G. ÉDUCATIVE PERLIMPINPIN 1 INC.	10	90	GARD. subv.	2022-11-28
3	CPE LA FRIMOUSSE	13	70	CPE	2022-06-15
3	CPE LA CROISÉE INC.	2	204	CPE	2022-05-09
3	CPE LA CROISÉE INC.	5	209	CPE	2023-01-23
3	CPE LES PETITS CHEMINOTS	4	112	CPE	2023-01-09
3	G. POUPONNIÈRE AU ROYAUME DE FANFAN	20	100	GARD. subv.	2023-02-27
3	CENTRE JOUR INC.	8	84	CPE	2022-08-22
3	CPE LA PETITE COUR DE MISTIGRI	6	191	CPE	2022-04-25
3	GARDERIE DEMI-LUNE	16	91	GARD. subv.	2023-02-01
3	G. RÊVES D'ENFANT (CHARLESBOURG)	8	80	GARD. subv.	2022-10-11

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-149

No Région	Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Type de garde	Date de réalisation
4	CPE LES SOLEILS DE MÉKINAC	5	71	CPE	2022-11-01
4	LES SERVICES DE GARDE GRIBOUILLIS	5	151	CPE	2022-11-07
5	LES AMOURS DE MAMIE	26	63	GNS	2022-06-09
5	LE CPE LA SOURCIÈRE	5	107	CPE	2022-11-28
5	CPE ENTRE AMIS INC.	5	60	CPE	2023-02-06
5	LE CPE L'ESPIÈGLERIE	7	103	CPE	2022-07-27
5	LE CPE L'ESPIÈGLERIE	16	119	CPE	2023-02-28
5	CPE FAMILIGARDE (C.P.E.)	5	81	CPE	2022-07-11
5	CPE LE SOLEIL DE JEANNOT	5	212	CPE	2022-07-18
6	G. ÉDUCATIVE LA CAMARADERIE INC.	3	37	GNS	2023-02-07
6	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE RIVERVIEW	3	39	CPE	2022-04-25
6	G. ÉDUCATIVE PETIT À PETIT VERDUN INC.	20	100	GARD. subv.	2022-05-12
6	CPE L'ENFANFRELUCHE	12	95	CPE	2022-07-18
6	CPE LES PETITS EXPLORATEURS	25	80	CPE	2022-06-22
6	CPE LES LUTINS DU BOULEVARD	10	80	CPE	2023-01-30
6	LES "CHAT"OUILLEUX INC.	8	88	GARD. subv.	2022-06-09
6	CPE LES P'TITS AMIS DE SAVIO	8	164	CPE	2022-06-28
7	GARDERIE UNIK	20	100	GARD. subv.	2022-08-17
7	GARDERIE IMAGINE INC.	7	87	GARD. subv.	2022-05-23
7	LE ROYAUME DES KOALAS INC.	20	100	GARD. subv.	2023-02-14
7	CPE LES PETITS FRIPONS	29	240	CPE	2023-01-02
7	CENTRE ÉDUCATIF LA PASSERELLE INC. AYLMER	8	60	GARD. subv.	2022-07-11
9	CPE Magimuse	8	153	CPE	2022-10-24
11	CPE "LA BELLE JOURNÉE" INC.	21	290	CPE	2022-05-09
11	CPE P'TITS COQUILLAGES	8	50	CPE	2022-06-27
12	CPE L'ESCALE INC.	16	190	CPE	2022-08-29
12	G. LES PETITS RIVERAINS INC.	20	100	GARD. subv.	2022-10-10
12	G. LES PETITS SEIGNEURS	8	74	GARD. subv.	2022-11-28
12	G. LA PETITE ÉCOLE D'ÉVEIL	10	77	GARD. subv.	2022-08-01
12	G. DANDINOSAURE INC.	20	80	GARD. subv.	2022-06-13
12	CPE LES COQUINS	8	98	CPE	2023-01-23
12	CPE ENFANT-BONHEUR INC.	10	132	CPE	2022-12-19

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-149

No Région	Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Type de garde	Date de réalisation
13	GARDERIE ÉDUCATIVE LA FORÊT ENCHANTÉE INC.	21	99	GARD. subv.	2022-09-12
13	LES P'TITS DE ST-VINCENT INC.	18	98	GARD. subv.	2022-10-03
13	CPE FLEURS DE LUNE	18	96	CPE	2023-01-23
13	GARDERIE ÉDUCATIVE PLAÇOJEU INC.	3	80	GARD. subv.	2022-07-01
14	LES AMIS DE MANDOLINE INC.	26	76	GARD. subv.	2022-08-08
14	G. AU PIED DE L'ARC-EN-CIEL	20	100	GARD. subv.	2022-05-02
14	CPE LA MONTAGNE ENCHANTÉE	15	153	CPE	2022-12-04
14	GARDERIE LES POUSSINS DE LUNE INC.	20	100	GARD. subv.	2023-02-13
14	G. LES PETITS PAS	5	85	GARD. subv.	2022-09-06
14	GARDERIE ÉDUCATIVE LES TRÉSORS DU COIN INC.	10	87	GARD. subv.	2022-06-06
14	GARDERIE ÉDUCATIVE LES TRÉSORS DU COIN INC.	2	89	GARD. subv.	2022-06-06
14	CENTRE ÉDUCATIF ET D'ÉVEIL LA PETITE ÉCOLE INC.	3	83	GARD. subv.	2023-01-23
14	GARDERIE ÉDUCATIVE LE ROYAUME MAGIQUE INC.	5	85	GARD. subv.	2022-07-18
15	GARDERIE LA FORÊT ENCHANTÉE SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON INC.	7	41	GNS	2022-07-26
15	ATELIERS CAROLINE ET SES AMIS (PIEDMONT)	10	80	GNS	2022-10-31
15	GARDERIE ÉDUCATIVE TAM-TAM INC.	20	100	GARD. subv.	2022-05-02
15	G. LES PETITS EXPLORATEURS	20	100	GARD. subv.	2022-06-02
15	CPE LES PETITS PATRIOTES INC.	5	127	CPE	2022-08-29
15	GARDERIE ÉDUCATIVE CAJOLINE INC.	12	92	GARD. subv.	2022-08-01
15	CPE LES EXPLORATEURS (INST. SAINT-JOSEPH-DU-LAC	50	209	CPE	2022-09-30
15	CPE LES EXPLORATEURS	2	209	CPE	2022-09-30
15	GARDERIE POM'CANNELLE INC.	20	100	GARD. subv.	2022-08-01
15	GARDERIE GRIBOUILLE INC.	20	100	GARD. subv.	2022-10-10
15	CPE LES PETITS BONHEURS	5	85	CPE	2023-02-20
15	G. ÉDUCATIVE LES BABIOLES INC.	5	85	GARD. subv.	2022-07-21

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-149

No Région	Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Type de garde	Date de réalisation
15	ACADÉMIE DES PETITS	3	83	GARD. subv.	2022-04-21
15	GARDERIE LES PETITS DIAMANTS	10	90	GARD. subv.	2022-06-27
15	GARDERIE ÉDUCATIVE LA TROTTINETTE INC.	5	85	GARD. subv.	2022-08-15
15	GARDERIE LES ANGES DE NEMO INC.	20	100	GARD. subv.	2022-05-31
15	GARD. ÉDUC. LA PETITE ÉCOLE DE MIRABEL INC.	10	90	GARD. subv.	2023-02-27
15	CPE LES VERS À CHOUX	12	72	CPE	2022-06-01
16	AU PRÉSCOLAIRE MUSICAL, TRILINGUE ET VERT	6	65	GNS	2022-04-12
16	GARDERIE BOULE D'ÉNERGIE 1	18	75	GNS	2023-02-13
16	GARDERIE BOULE D'ÉNERGIE 2	10	74	GNS	2023-02-13
16	GARDERIE ÉDUCATIVE L'ÎLE DES PINGOUINS INC.	3	76	GNS	2022-12-05
16	GARDERIE CRAYON PASTEL	27	45	GARD. subv.	2022-07-25
16	GARDERIE CRAYON PASTEL	3	48	GARD. subv.	2022-07-25
16	CPE MAFAMIGARDE	4	162	CPE	2022-04-19
16	CPE LE TEMPS D'UN RÊVE	8	143	CPE	2022-06-20
16	CPE DOUX RÉVEIL	8	128	CPE	2022-06-13
16	CPE LE TEMPS D'UN RÊVE	8	151	CPE	2022-08-29
16	CPE DE SAINT-LUC	10	205	CPE	2023-01-30
16	Garderie du Terminus	20	100	GARD. subv.	2022-04-28
16	LES JEUNES POUSSES DES JARDINS-DU-QUÉBEC	8	231	CPE	2022-06-22
16	GARDERIE LA PETITE ÉTOILE MAGIQUE	18	98	GARD. subv.	2022-06-13
16	GARDERIE LES MILLE ET UN TRÉSORS	20	100	GARD. subv.	2022-04-25
16	CPE ABRACADABRA	27	279	CPE	2022-07-26
16	GARDERIE ENTRE DEUX-MONTAGNES	7	73	GARD. subv.	2022-09-28
16	UN MONDE JUSTE POUR NOUS 2	3	83	GARD. subv.	2022-11-22
16	LE SERVICE DE GARDE DES SCHTROUMPFS	5	78	GARD. subv.	2022-10-31
16	LE SERVICE DE GARDE DES SCHTROUMPFS	2	80	GARD. subv.	2023-02-27
16	GARDERIE ÉDUCATIVE ENFANT CITÉ INC.	20	100	GARD. subv.	2022-08-01
16	Coin des Lutins, Coteau-du-Lac II inc.	5	100	GARD. subv.	2022-05-19
16	GARDERIE ENFANTASTIX INC.	13	93	GARD. subv.	2022-05-06

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-149

No Région	Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Type de garde	Date de réalisation
16	Coin des Lutins, Coteau-du-Lac II inc.	15	100	GARD. subv.	2022-09-01
16	Coin des Lutins, Saint-Zotique inc.	20	100	GARD. subv.	2022-09-01
16	CPE LA CAMPINOISE	51	140	CPE	2022-10-31
16	AU ROYAUME DES CHÉRUBINS	15	98	CPE	2022-06-20
16	G. LE PETIT MONDE DE CONTRECOEUR	20	80	GARD. subv.	2022-05-30
16	CPE PIERRE-BOUCHER	8	248	CPE	2022-05-09
16	CPE VOS TOUT-PETITS	8	80	CPE	2022-08-02
16	MON EMPREINTE À MOI	30	80	GARD. subv.	2022-07-04
16	GARDERIE TOM POUCE INC.	18	78	GARD. subv.	2022-11-14
16	Enfants Fleur Soleil inc.	15	95	GARD. subv.	2022-09-01
16	GARDERIE MAISON DES PETITES FLEURS	7	85	GARD. subv.	2022-11-14
17	G. ÉDUCATIVE DU FAUBOURG INC.	8	70	GNS	2023-01-09
17	COLLÈGE DES TOUT-PETITS INC.	9	39	GARD. subv.	2022-06-13
17	G. LES PETITS RAYONS D'ART	8	88	GARD. subv.	2022-07-18
17	LES ATELIERS ÉDUCATIFS PRÉFACE INC.	5	38	GARD. subv.	2023-02-27
17	CPE MON AUTRE MAISON ET B.C. DE LA GARDE EN M.F.	8	90	CPE	2022-08-29
17	LES SERVICES DE GARDE LA PETITE ÉCOLE INC.	16	211	CPE	2022-10-17
17	CPE RAYON DE SOLEIL INC.	5	222	CPE	2023-02-13
17	G. ÉDUCATIVE MADEMOISELLE COCO	8	52	GARD. subv.	2022-08-29
17	GARDERIE MON MONDE À MOI INC.	10	75	GARD. subv.	2022-04-25
17	G. PLAISIRS D'ENFANT INC.	1	65	GARD. subv.	2023-01-09
17	GARDERIE MON MONDE À MOI INC.	4	79	GARD. subv.	2023-01-16

Source : Sous-ministériat du développement du réseau et des services à la clientèle

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-150

Combien de personnes détentrices d'un DEC ou d'un AEC en TÉE ont intégré le marché du travail dans le réseau de la petite enfance après la fin de leurs études ?

Réponse

N'étant pas l'employeur, le Ministère ne détient pas cette information.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-151

Combien de personnes ont suivi la formation non créditée de 90 heures en petite enfance? Parmi celles-ci, combien ont été embauchées dans un service de garde éducatif à l'enfance?

Réponse

Le ministère de la Famille ne détient pas cette information. Cette mesure est sous la responsabilité du ministère de l'Enseignement supérieur qui pourra répondre à la question.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-152

Depuis la diminution du ratio d'éducatrices qualifiées, quelle proportion des services éducatifs a eu recours au seuil minimum (1 sur 3) dans leur service?

Réponse

Le Ministère ne détient pas cette information.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-153

Combien d'enfants ayant des besoins particuliers ont eu accès à la subvention pour enfant handicapé en 2022-2023?

Réponse

Les données les plus récentes disponibles concernant l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé sont celles de 2021-2022. Pour cet exercice, il y a eu 12 397 enfants handicapés intégrés dans les services de garde éducatifs à l'enfance.

Par ailleurs, au 28 février 2023, 1 171 enfants ont eu accès à la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

Combien d'enfants se sont vu refuser l'accès à la subvention, car le ratio d'accès du service éducatif était atteint en 2022-2023?

Réponse

En 2022-2023, 29 demandes de dérogation ont été autorisées.

Fonctionnement de la subvention

Le titulaire de permis n'a pas à faire une demande pour avoir droit à l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé (allocation). Pour y être admissible, le titulaire de permis doit obtenir l'avis d'un professionnel reconnu qui confirme le handicap de l'enfant. Aux fins de l'allocation, on définit l'enfant handicapé comme un enfant ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujet à rencontrer des obstacles dans sa démarche d'intégration chez un prestataire de services de garde éducatifs.

L'allocation est accordée pour l'ensemble des enfants répondant à ces conditions, jusqu'à concurrence de l'équivalent de 15 % des places subventionnées de l'installation de centre de la petite enfance (CPE) ou de la garderie subventionnée (GS). En milieu familial, l'allocation est limitée à l'équivalent d'une place subventionnée par personne responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE), exception faite des situations où l'octroi de l'allocation pour un ou des enfants supplémentaires est nécessaire pour des raisons d'unification familiale chez une même RSGE.

Au-delà de 15 %, le prestataire de service de garde peut faire une demande de dérogation au ministère de la Famille. Cette demande doit être accompagnée du rapport du professionnel reconnu qui confirme le handicap de l'enfant ainsi qu'un plan d'action qui prévoit les mesures qui seront mises en place. Lorsque le dossier est complet, celui-ci est analysé. À moins d'une situation exceptionnelle, les demandes de dérogations sont acceptées.

La dérogation

L'allocation permet d'octroyer un financement additionnel au CPE, à la GS ou à la RSGE pour l'accueil de ces enfants. Un CPE, une GS ou une RSGE peut dépasser le seuil prévu aux règles budgétaires.

Lorsqu'un CPE, une GS ou une RSGE dépasse le ratio inscrit dans les règles budgétaires, le titulaire de permis peut faire une demande de dérogation afin qu'on puisse autoriser le financement pour l'accueil de cet enfant.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-155

Veuillez nous dire combien de professionnels ont été engagés via le programme Agir tôt, par région? Veuillez également nous fournir les sommes investies, ventilées par région.

Réponse

Le ministère de la Famille n'est pas responsable du programme Agir tôt. Le ministère de la Santé et des Services sociaux pourra y répondre.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-156

Le 12 avril 2022, le ministre de la Famille lançait des projets-pilotes spécialement conçus pour la garde en milieu familial. Concernant ces projets pilotes, veuillez nous dire :

a) La liste des projets pilotes mis en place depuis l'annonce et indiquer :
   i. La ville et la région;
   ii. Le nombre de places;
   iii. La date d'ouverture et la date de fin si le projet est terminé;
   iv. Le partenariat avec la communauté.
b) Combien de responsables de services de garde éducatifs travaillent dans un projet-pilote, ventilé par région;
c) Combien de responsables de services de garde éducatifs ont transféré de leur milieu familial à un projet pilote;
d) Le bilan du projet pilote depuis le lancement.

Réponse

a) En date du 28 février 2023, 55 projets sont en activité dans le cadre du projet pilote de responsables d'un service de garde éducatif (RSGE) en communauté et en entreprise. Il n'y a aucun projet terminé.

Nombre de projets en activité en date du 28 février 2023

Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date d'ouverture	Partenaire
1 - Bas-Saint-Laurent	Squatec	12	2022-06-06	Municipalité
	Lac-des-Aigles	6	2022-09-06	Municipalité
	Biencourt	6	2022-09-06	Municipalité
	Rivière-du-loup	6	2022-06-27	Aucun
	Saint-Narcisse-de-Rimouski	6	2023-02-06	Municipalité
	Notre-Dame-des-neiges	12	2023-01-16	Municipalité
	Matane	12	2023-01-03	Établissement santé services sociaux
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Fulgence	12	2022-06-22	Municipalité
	Jonquière	9	2022-08-01	Aucun
	Larouche	12	2023-01-03	Municipalité
	Saguenay	9	2022-08-29	Aucun
	Saguenay	9	2022-07-11	Aucun
	Saint-Thomas-Dydime	12	2023-02-13	Municipalité
	Chicoutimi	6	2023-02-06	Entreprise
3 - Capitale-Nationale	Pont-Rouge	12	2022-08-15	Municipalité
	Pont-Rouge	9	2022-08-22	Municipalité
	Saint-Raymond	12	2022-08-22	Municipalité
	Sainte-Christine d'Auvergne	12	2022-11-28	Municipalité
	Petite-Rivière-St-François	9	2022-12-12	Municipalité
	Portneuf	12	2023-01-09	Municipalité
4 - Mauricie	-	-	-	-
5 - Estrie	Sutton	12	2023-01-04	Municipalité
	Lac Brome	12	2022-10-24	Municipalité
6 - Montréal	Montréal	9	2022-11-06	Aucun
7 - Outaouais	Messines	12	2022-08-01	Municipalité

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-156

Région administrative	Ville	Nombre de places offertes	Date d'ouverture	Partenaire
8 - Abitibi-Témiscamingue	Ville-Marie	12	2022-09-12	Établissement éducation
	Poularies	12	2022-08-29	Municipalité
	Palmarolle	12	2022-09-24	Municipalité
	La Sarre	6	2022-10-31	Établissement éducation
	La Sarre	12	2023-01-04	Municipalité
	La Sarre	12	2022-12-05	Organisme communautaire
9 - Côte-Nord	Baie-Comeau	6	2022-10-03	Établissement éducation
10 - Nord-du-Québec	-	-	-	-
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-François d'Assise	6	2022-12-12	Municipalité
12 - Chaudière-Appalaches	Saint-Just-de-Bretenières	12	2022-10-03	Municipalité
	Saint-Bernard	12	2022-09-06	Entreprise
	Sainte-Lucie de Beauregard	6	2022-10-03	Municipalité
	Saint-Odilon de Cranbourne	12	2022-09-26	Municipalité
	Irlande	12	2022-08-24	Organisme communautaire
	Saint-Anselme-de-Bellechasse	12	2022-09-12	Municipalité
	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	12	2022-10-10	Municipalité
	Saint-Appolinaire	9	2023-01-09	Organisme communautaire
	Scott	6	2023-01-03	Entreprise
	Saint-Nérée de Bellechasse	12	2022-12-05	Municipalité
13 - Laval	-	-	-	-
14 - Lanaudière	-	-	-	-
15 - Laurentides	Sainte-Marguerite-du-lac-Masson	9	2022-09-01	Aucun
	Sainte-Adèle	12	2022-09-02	Établissement santé services sociaux
	Sainte-Marguerite-du-lac-Masson	9	2022-09-06	Aucun
	Sainte-Marguerite-du-lac-Masson	12	2023-01-09	Municipalité
	Mirabel	6	2022-11-28	Aucun
16 - Montérégie	Longueuil	9	2022-11-14	Aucun
17 - Centre-du-Québec	Sainte-Cécile de Lévrard	12	2022-10-24	Municipalité
	Grand-Saint-Esprit	6	2022-10-14	Municipalité
	Grand-Saint-Esprit	6	2022-10-12	Municipalité
	Notre-Dame-de-Lourdes	6	2022-08-01	Municipalité
	Lyster	6	2022-10-18	Municipalité
	Plessisville	9	2022-07-11	Municipalité
	Laurierville	9	2022-08-29	Municipalité

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-156

b) **Nombre de RSGE travaillant dans un projet en activité, en date du 28 février 2023, par région administrative**

Région	RSGE
1 - Bas-Saint-Laurent	10
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	13
3 - Capitale-Nationale	10
4 - Mauricie	0
5 - Estrie	4
6 - Montréal	2
7 - Outaouais	2
8 - Abitibi-Témiscamingue	11
9 - Côte-Nord	1
10 - Nord-du-Québec	0
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1
12 - Chaudière-Appalaches	19
13 - Laval	0
14 - Lanaudière	0
15 - Laurentides	11
16 - Montérégie	2
17 - Centre-du-Québec	10
Total	**96**

c) La donnée sur le nombre de RSGE ayant transféré de leur milieu familial à un projet n’est pas disponible.

d) Aucun bilan n’a encore été réalisé puisque le projet pilote de RSGE en communauté et en entreprise n’est en opération que depuis avril 2022, soit depuis moins d’un an. Un premier bilan du projet pilote devrait être disponible au cours de l’été 2023.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Pour chacune des mesures prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des mesures, ventilé par année ;
b) Les montants investis en 2021-2022, 2022-2023 et les projections pour 2023-2024 en indiquant la mesure visée par l'investissement ;
c) Pour les années 2021-2022, 2022-2023, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2023-2024 ;
d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque mesure;
e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

Le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 S'engager collectivement pour une société sans intimidation (Plan d'action) a été lancé le 23 février 2021.

a et c) Le tableau de l'annexe A présente les montants alloués et les montants autofinancés en 2022-2023 pour chacune des mesures du Plan d'action.

b et d) Les activités suivantes ont été réalisées en 2022-2023 par le ministère de la Famille (Ministère) :

#	Mesure	Crédits prévus 2022-2023	Crédits investis 2022-2023 (en date du 28 février 2023)	État d'avancement 2022-2023
1	Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	387 400 $	0 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Des travaux préparatoires à la mise en place du groupe d'échange de pratiques sur l'intimidation ont été réalisés, tels que : ▪ Identification des contenus probants, des personnes-ressources et des partenaires ▪ Distribution d'un questionnaire auprès d'intervenants et d'intervenantes qui pourraient participer à l'espace de discussion, au clavardage pour déterminer leurs attentes ▪ Compilation des résultats et identification des objectifs à atteindre lors de l'animation de l'espace de discussion du clavardage ▪ Création de l'arborescence du forum ▪ Conception de synopsis pour capsules vidéo ▪ Conception de deux capsules vidéo ▪ Test sur la plateforme gouvernementale de consultation publique ▪ Évaluation des options pour bonifier ou remplacer la plateforme gouvernementale. Le Ministère a tenu trois rencontres du Comité d'experts sur l'intimidation et la cyberintimidation et a finalisé les travaux pour le transfert du contenu Intimidation sur Québec.ca.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

#	Mesure	Crédits prévus 2022-2023	Crédits investis 2022-2023 (en date du 28 février 2023)	État d'avancement 2022-2023
2	Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	148 100 $	148 100 $	L'Enquête auprès de la population québécoise a été lancée à l'automne 2022 et une entente a été signée avec la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador en décembre 2022.
17	Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation	600 000 $	600 000 $	Élaboration d'un volet adulte pour une campagne de sensibilisation sur la cyberintimidation. Une rediffusion de la campagne adressée aux jeunes de 14 à 24 ans intitulée *La cyberintimidation ça passe pas* est prévue du 3 au 31 mars 2023.
18	Réviser les modalités du programme de soutien financier *Ensemble contre l'intimidation* pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	1 200 000 $	554 509 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Appel de projets lancé en mai 2022, 15 projets retenus.
20	Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix *Ensemble contre l'intimidation*	57 500 $	54 438 $	Une édition a été tenue le 1er décembre 2022 pour la remise du Prix *Ensemble contre l'intimidation*.
25	Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour	67 000 $	0 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Actualisation de contenus de la trousse, notamment les volets touchant les personnes aînées et la cyberintimidation.

Les montants dépensés et le niveau d'élaboration pour les mesures des autres ministères et organismes en 2022-2023 seront connus lors de la reddition de comptes annuelle prévue en mai 2023. Aucun pourcentage d'implantation n'est calculé.

e) Chaque ministère et organisme est responsable des mesures qu'il porte. Un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire a été déposé au Secrétariat du Conseil du trésor en avril 2021, dans lequel des indicateurs et des cibles ont été identifiés pour chacune des mesures.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Voici les éléments qui concernent les mesures du ministère de la Famille :

Mesures	Objectifs	Indicateurs et cibles
1. Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide.	Offrir un outil de référencement à l'ensemble de la population et aux intervenants en matière d'intimidation et de cyberintimidation.	1. Mise en place du comité d'experts : décembre 2021 (réalisée) 2. Transfert des informations sur Québec.ca : septembre 2022 (en cours) 3. Mise en place du forum de discussion pour les intervenants spécialisés : mars 2022 (subvention octroyée en mars 2022 et lancement projeté à l'automne 2023) 4. Nombre d'intervenants inscrits au forum de discussion : 300 en mars 2025 5. Nombre d'outils promus sur le site de Québec.ca : 45 en mars 2025 6. Création de matériel ou de capsules : 3 en mars 2025
2. Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances.	• Connaître la répartition du nombre de victimes d'actes d'intimidation et de cyberintimidation et les clientèles plus touchées (LGBTQ+, personnes handicapées, personnes en contexte de vulnérabilité); • Connaître les principaux contextes dans lesquels les comportements, paroles, actes ou gestes peuvent se manifester (contextes de travail, scolaire, sportif, récréatif et familial); • Connaître les moyens utilisés par les personnes victimes pour éviter une situation d'intimidation ou y mettre fin; • Identifier les formes de soutien auxquelles les personnes victimes d'actes d'intimidation (milieu, entourage, services publics) ont eu accès, ainsi que les obstacles rencontrés.	1. Questionnaire prétest : novembre 2021 (réalisé) 2. Bilan de collecte : décembre 2022 (en rédaction) 3. Rapports statistique et méthodologique : décembre 2023 4. Transmission du fichier de données : mars 2024 5. Diffusion de deux infographies : juin 2024
17. Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation.	Inciter la population à adopter des comportements bienveillants empreints de respect et d'ouverture à la diversité.	1. Élaboration d'une approche communicationnelle : un par année (réalisée pour 2022-2023) 2. Taux de clientèles visées : 50 % des clientèles visées par l'approche communicationnelle élaborée chaque année 3. Taux de moyens de communication proposés pour joindre les clientèles visées : Réalisation de 50 % des moyens de communication proposés pour joindre les clientèles.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Mesures	Objectifs	Indicateurs et cibles
18. Réviser les modalités du programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période.	Maintenir, dans les différents milieux, la réalisation de projets ayant des impacts positifs en matière de prévention et de lutte contre l'intimidation.	1. Nombre d'organismes ayant déposé un projet d'un an : Au moins 30 (nombre reçu : 5) 2. Nombre d'organismes ayant déposé un projet de 2 ans : Au moins 15 (nombre reçu : 12) 3. Nombre d'organismes ayant déposé un projet de 3 ans : Au moins 5 réalisé (nombre reçu : 40) 4. Proportion du budget utilisée : 100 % (proportion utilisée : 98,6 %) 5. Proportion des projets financés qui ciblent les clientèles vulnérables : Au moins 50 % des projets/an (réalisé) 6. Nombre de projets financés à portée locale vs régionale ou provinciale : Au moins 50 % des projets financés à portée régionale ou provinciale/an (réalisé) 7. Nombre de moyens de communication utilisés pour faire la promotion du programme : Au moins 4 (réalisé)
20. Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix Ensemble contre l'intimidation.	Encourager les personnes et les organisations à poser des gestes pour promouvoir une société bienveillante et inclusive.	Édition 2022-2023 1. Nombre de candidatures déposées : 50 (nombre reçu : 28) 2. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Individu : Au moins 10 (réalisé) 3. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Organisation : Au moins 10 (réalisé) 4. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Milieu scolaire : Au moins 10 (nombre reçu : 5) 5. Nombre de moyens utilisés pour faire la promotion du prix : Au moins 5 (réalisé)
25. Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour.	Assurer l'actualisation annuelle de la trousse média sur l'intimidation.	1. La trousse média est mise à jour annuellement : 31 mars de chaque année à partir de 2022 (réalisée pour 2022-2023) 2. Les besoins des utilisateurs de la trousse média sont documentés : 31 mars 2022 (réalisé)

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Annexe A

Montants alloués et autofinancés pour l'année 2022-2023 - Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation

Orientation	No de la mesure	Mesure	Crédits	Autofinancement	Total 2022-2023
Mesures centrales	**1**	Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	387 400 $	- $	387 400 $
	2	Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	148 100 $	- $	148 100 $
Orientation 1 **Intensifier les actions pour réduire la cyberintimidation**	**3**	Soutenir la mise en place d'un modèle d'intervention concertée entre les milieux policier, judiciaire et scolaire en cas de cyberintimidation découlant d'incidents de partage non consensuel de photos intimes (SEXTO)	301 300 $	10 630 $	311 930 $
	4	Informer la population sur les conséquences de l'hostilité en ligne visant les femmes, notamment celles qui prennent la parole dans l'espace public, et sur les recours légaux possibles pour les victimes	100 000 $	- $	100 000 $
	5	Prévenir les situations de demandes répétées et de partage non consensuel d'images à caractère sexuel ou intime chez les jeunes de 11 à 24 ans et intervenir de façon éthique dans ces situations	37 500 $	- $	37 500 $
			37 500 $	- $	37 500 $
	6	Étudier les facteurs de risque, de protection et de prévention pour mieux prévenir la cyberintimidation auprès des personnes aînées	50 000 $	- $	50 000 $
Orientation	**No de la mesure**	**Mesure**	**Crédits**	**Autofinancement**	**Total 2022-2023**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Orientation 2 **Assurer un climat sain, sécuritaire et positif pour l'ensemble des jeunes / milieu sportif**	**7**	Accompagner les établissements scolaires dans l'élaboration de lignes directrices pour baliser les interventions et les responsabilités relatives à l'utilisation éthique du numérique	- $	- $	- $
	8	Soutenir les apprentissages sur l'utilisation responsable des médias sociaux et des technologies chez les jeunes pour les amener à devenir des citoyens et citoyennes responsables à l'ère du numérique	125 000 $	- $	125 000 $
	9	Soutenir le développement des compétences et de l'expertise du personnel scolaire en matière de relations saines et positives	- $	- $	- $
	10	Accompagner le milieu scolaire dans une meilleure prise en compte de la diversité sexuelle ou de genre et de la diversité des familles	- $	- $	- $
	11	Collaborer aux travaux visant le développement de compétences du futur personnel scolaire en matière de prévention et de réduction de la violence et de l'intimidation	- $	- $	- $
	12	Poursuivre le déploiement d'agentes et d'agents de soutien régionaux climat, violence et intimidation (ASR) ayant pour mission d'accompagner le réseau scolaire dans le maintien d'un climat sain, sécuritaire et positif	- $	1 300 000 $	1 300 000 $
	13	Comprendre et prévenir la polarisation des discours pouvant mener à des conflits, à des violences ou à de l'intimidation	50 000 $	- $	50 000 $
	14	Accompagner les organismes dans la mise en place de mesures en matière de protection de l'intégrité en contexte de sport et de loisir	100 000 $	500 000 $	600 000 $
	15	Diffuser auprès des jeunes, des parents ainsi que des intervenants et intervenantes du milieu sportif des outils révisés plus inclusifs pour promouvoir une pratique sportive saine et sécuritaire	15 000 $	10 000 $	25 000 $
	16	Poursuivre et renforcer la promotion de valeurs positives dans la pratique des loisirs et des sports	125 000 $	75 000 $	200 000 $
Orientation	**No de la mesure**	**Mesure**	**Crédits**	**Autofinancement**	**Total 2022-2023**
Orientation 3	**17**	Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation	600 000 $	- $	600 000 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Accroître les initiatives pour les personnes en contexte de vulnérabilité	**18**	Réviser les modalités du programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	1 200 000 $	- $	1 200 000 $
	19	Sensibiliser la population, même au plus jeune âge, à l'importance d'entretenir de saines relations familiales à l'égard du patrimoine financier	- $	37 500 $	37 500 $
	20	Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix Ensemble contre l'intimidation	57 500 $	- $	57 500 $
	21	Mettre sur pied des activités de sensibilisation sur l'importance d'entretenir des relations exemptes d'intimidation et de favoriser un environnement bienveillant dans les habitations collectives pour personnes aînées	37 500 $	37 500 $	75 000 $
	22	Produire et rendre disponibles des outils visant à sensibiliser la population à l'intimidation dont peuvent être victimes les personnes handicapées	60 000 $	- $	60 000 $
	23	Soutenir l'acquisition de connaissances sur le phénomène de l'intimidation homophobe et transphobe en région	25 000 $	- $	25 000 $
	24	Élaborer une trousse d'outils pour soutenir les divers milieux engagés dans la lutte contre l'intimidation à caractère homophobe et transphobe	- $	- $	- $
	25	Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour	67 000 $	- $	67 000 $
Mesure destinée aux milieux autochtones	**26**	Élaborer et soutenir des projets et des initiatives visant à prévenir et à contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones	286 200 $	- $	286 200 $
			190 000 $	- $	190 000 $
		TOTAL	**4 000 000 $**	**1 970 630 $**	**5 970 630 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Pour chacune des orientations prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des orientations, ventilé par année ;
b) Les montants investis en 2021-2022, 2022-2023 et les projections pour 2023-2024 en indiquant la mesure visée par l'investissement ;
c) Pour les années 2021-2022, 2022-2023 indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2023-2024 ;
d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque orientation ;
e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

a)

Orientation	**Montant alloué 2022-2023**	**Montant autofinancé**
Mesures centrales	535 500 $	- $
Orientation 1 Intensifier les actions pour réduire la cyberintimidation	526 300 $	10 630 $
Orientation 2 Assurer un climat sain, sécuritaire et positif pour l'ensemble des jeunes / milieu sportif	415 000 $	1 885 000 $
Orientation 3 Accroître les initiatives pour les personnes en contexte de vulnérabilité	2 047 000 $	75 000 $
Mesure destinée aux milieux autochtones	476 200 $	- $

b) Les activités suivantes ont été réalisées en 2022-2023 par le ministère de la Famille (Ministère) :

#	Mesure	Crédits prévus 2022-2023	Crédits investis 2022-2023 (en date du 28 février 2023)	État d'avancement 2022-2023
1	Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	387 400 $	0 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Des travaux préparatoires à la mise en place du groupe d'échange de pratiques sur l'intimidation ont été réalisés, tels que : ▪ Identification des contenus probants, des personnes-ressources et des partenaires ▪ Distribution d'un questionnaire auprès d'intervenants et d'intervenantes qui pourraient participer à l'espace de discussion, au clavardage pour déterminer leurs attentes ▪ Compilation des résultats et identification des objectifs à atteindre lors de l'animation de l'espace de discussion du clavardage ▪ Création de l'arborescence du forum.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

#	Mesure	Crédits prévus 2022-2023	Crédits investis 2022-2023 (en date du 28 février 2023)	État d'avancement 2022-2023
				▪ Conception de synopsis pour capsules vidéo ▪ Conception de deux capsules vidéo ▪ Test sur la plateforme gouvernementale de consultation publique ▪ Évaluation des options pour bonifier ou remplacer la plateforme gouvernementale. Le Ministère a tenu trois rencontres du Comité d'experts sur l'intimidation et la cyberintimidation et a finalisé les travaux pour le transfert du contenu Intimidation sur Québec.ca.
2	Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	148 100 $	148 100 $	L'Enquête auprès de la population québécoise a été lancée à l'automne 2022 et une entente a été signée avec la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador en décembre 2022.
17	Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation	600 000 $	600 000 $	Élaboration d'un volet adulte pour une campagne de sensibilisation sur la cyberintimidation. Une rediffusion de la campagne adressée aux jeunes de 14 à 24 ans intitulée *La cyberintimidation ça passe pas* est prévue du 3 au 31 mars 2023.
18	Réviser les modalités du programme de soutien financier *Ensemble contre l'intimidation* pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	1 200 000 $	554 509 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Appel de projets lancé en mai 2022, 15 projets retenus.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

#	Mesure	Crédits prévus 2022-2023	Crédits investis 2022-2023 (en date du 28 février 2023)	État d'avancement 2022-2023
20	Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix *Ensemble contre l'intimidation*	57 500 $	54 438 $	Une édition a été tenue le 1er décembre 2022 pour la remise du Prix *Ensemble contre l'intimidation*.
25	Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour	67 000 $	0 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Actualisation de contenus de la trousse, notamment les volets touchant les personnes aînées et la cyberintimidation.

Les montants dépensés et le niveau d'élaboration pour les mesures des autres ministères et organismes en 2022-2023 seront connus lors de la reddition de comptes annuelle prévue en mai 2023. Aucun pourcentage d'implantation n'est calculé.

c) Le tableau de l'annexe A présente les montants alloués et les montants autofinancés en 2022-2023 pour chacune des mesures du Plan d'action.

d) Le niveau d'élaboration se fait pour chaque mesure et non par orientation. Celui-ci s'effectue lors de la reddition de comptes annuelle. Aucun pourcentage d'implantation n'est calculé par orientation.

e) Voici les éléments qui concernent les mesures du ministère de la Famille

Mesures	Objectifs	Indicateurs et cibles
1. Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide.	Offrir un outil de référencement à l'ensemble de la population et aux intervenants en matière d'intimidation et de cyberintimidation.	1. Mise en place du comité d'experts : décembre 2021 (réalisée) 2. Transfert des informations sur Québec.ca : septembre 2022 (en cours) 3. Mise en place du forum de discussion pour les intervenants spécialisés : mars 2022 (subvention octroyée en mars 2022 et lancement projeté à l'automne 2023) 4. Nombre d'intervenants inscrits au forum de discussion : 300 en mars 2025 5. Nombre d'outils promus sur le site de Québec.ca : 45 en mars 2025 6. Création de matériel ou de capsules : 3 en mars 2025

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Mesures	Objectifs	Indicateurs et cibles
2. Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances.	• Connaître la répartition du nombre de victimes d'actes d'intimidation et de cyberintimidation et les clientèles plus touchées (LGBTQ+, personnes handicapées, personnes en contexte de vulnérabilité); • Connaître les principaux contextes dans lesquels les comportements, paroles, actes ou gestes peuvent se manifester (contextes de travail, scolaire, sportif, récréatif et familial); • Connaître les moyens utilisés par les personnes victimes pour éviter une situation d'intimidation ou y mettre fin; • Identifier les formes de soutien auxquelles les personnes victimes d'actes d'intimidation (milieu, entourage, services publics) ont eu accès, ainsi que les obstacles rencontrés.	1. Questionnaire prétest : novembre 2021 (réalisé) 2. Bilan de collecte : décembre 2022 (en rédaction) 3. Rapports statistique et méthodologique : décembre 2023 4. Transmission du fichier de données : mars 2024 5. Diffusion de deux infographies : juin 2024

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Mesures	Objectifs	Indicateurs et cibles
17. Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation.	Inciter la population à adopter des comportements bienveillants empreints de respect et d'ouverture à la diversité.	1. Élaboration d'une approche communicationnelle : un par année (réalisée pour 2022-2023) 2. Taux de clientèles visées : 50 % des clientèles visées par l'approche communicationnelle élaborée chaque année 3. Taux de moyens de communication proposés pour joindre les clientèles visées : Réalisation de 50 % des moyens de communication proposés pour joindre les clientèles.
18. Réviser les modalités du programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période.	Maintenir, dans les différents milieux, la réalisation de projets ayant des impacts positifs en matière de prévention et de lutte contre l'intimidation.	1. Nombre d'organismes ayant déposé un projet d'un an : Au moins 30 (nombre reçu : 5) 2. Nombre d'organismes ayant déposé un projet de 2 ans : Au moins 15 (nombre reçu : 12) 3. Nombre d'organismes ayant déposé un projet de 3 ans : Au moins 5 réalisé (nombre reçu : 40) 4. Proportion du budget utilisée : 100 % (proportion utilisée : 98,6 %) 5. Proportion des projets financés qui ciblent les clientèles vulnérables : Au moins 50 % des projets/an (réalisé) 6. Nombre de projets financés à portée locale vs régionale ou provinciale : Au moins 50 % des projets financés à portée régionale ou provinciale/an (réalisé) 7. Nombre de moyens de communication utilisés pour faire la promotion du programme : Au moins 4 (réalisé)
20. Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix Ensemble contre l'intimidation.	Encourager les personnes et les organisations à poser des gestes pour promouvoir une société bienveillante et inclusive.	Édition 2022-2023 1. Nombre de candidatures déposées : 50 (nombre reçu : 28) 2. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Individu : Au moins 10 (réalisé) 3. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Organisation : Au moins 10 (réalisé) 4. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Milieu scolaire : Au moins 10 (nombre reçu : 5) 5. Nombre de moyens utilisés pour faire la promotion du prix : Au moins 5 (réalisé)

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Mesures	Objectifs	Indicateurs et cibles
25. Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour.	Assurer l'actualisation annuelle de la trousse média sur l'intimidation.	1. La trousse média est mise à jour annuellement : 31 mars de chaque année à partir de 2022 (réalisée pour 2022-2023) 2. Les besoins des utilisateurs de la trousse média sont documentés : 31 mars 2022 (réalisé)

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Annexe A
Montants alloués et autofinancés pour l'année 2022-2023 – Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation

Orientation	Nº de la mesure	Mesure	Crédits	Autofinancement	Total 2022-2023
Mesures centrales	**1**	Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	387 400 $	- $	387 400 $
	2	Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	148 100 $	- $	148 100 $
Orientation 1 **Intensifier les actions pour réduire la cyberintimidation**	**3**	Soutenir la mise en place d'un modèle d'intervention concertée entre les milieux policier, judiciaire et scolaire en cas de cyberintimidation découlant d'incidents de partage non consensuel de photos intimes (SEXTO)	301 300 $	10 630 $	311 930 $
	4	Informer la population sur les conséquences de l'hostilité en ligne visant les femmes, notamment celles qui prennent la parole dans l'espace public, et sur les recours légaux possibles pour les victimes	100 000 $	- $	100 000 $
	5	Prévenir les situations de demandes répétées et de partage non consensuel d'images à caractère sexuel ou intime chez les jeunes de 11 à 24 ans et intervenir de façon éthique dans ces situations	37 500 $	- $	37 500 $
			37 500 $	- $	37 500 $
	6	Étudier les facteurs de risque, de protection et de prévention pour mieux prévenir la cyberintimidation auprès des personnes aînées	50 000 $	- $	50 000 $
Orientation	**No de la mesure**	**Mesure**	**Crédits**	**Autofinancement**	**Total 2022-2023**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Orientation 2 **Assurer un climat sain, sécuritaire et positif pour l'ensemble des jeunes / milieu sportif**	**7**	Accompagner les établissements scolaires dans l'élaboration de lignes directrices pour baliser les interventions et les responsabilités relatives à l'utilisation éthique du numérique	- $	- $	- $
	8	Soutenir les apprentissages sur l'utilisation responsable des médias sociaux et des technologies chez les jeunes pour les amener à devenir des citoyens et citoyennes responsables à l'ère du numérique	125 000 $	- $	125 000 $
	9	Soutenir le développement des compétences et de l'expertise du personnel scolaire en matière de relations saines et positives	- $	- $	- $
	10	Accompagner le milieu scolaire dans une meilleure prise en compte de la diversité sexuelle ou de genre et de la diversité des familles	- $	- $	- $
	11	Collaborer aux travaux visant le développement de compétences du futur personnel scolaire en matière de prévention et de réduction de la violence et de l'intimidation	- $	- $	- $
	12	Poursuivre le déploiement d'agentes et d'agents de soutien régionaux climat, violence et intimidation (ASR) ayant pour mission d'accompagner le réseau scolaire dans le maintien d'un climat sain, sécuritaire et positif	- $	1 300 000 $	1 300 000 $
	13	Comprendre et prévenir la polarisation des discours pouvant mener à des conflits, à des violences ou à de l'intimidation	50 000 $	- $	50 000 $
	14	Accompagner les organismes dans la mise en place de mesures en matière de protection de l'intégrité en contexte de sport et de loisir	100 000 $	500 000 $	600 000 $
	15	Diffuser auprès des jeunes, des parents ainsi que des intervenants et intervenantes du milieu sportif des outils révisés plus inclusifs pour promouvoir une pratique sportive saine et sécuritaire	15 000 $	10 000 $	25 000 $
	16	Poursuivre et renforcer la promotion de valeurs positives dans la pratique des loisirs et des sports	125 000 $	75 000 $	200 000 $
Orientation	**No de la mesure**	**Mesure**	**Crédits**	**Autofinancement**	**Total 2022-2023**
Orientation 3	**17**	Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation	600 000 $	- $	600 000 $

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Accroître les initiatives pour les personnes en contexte de vulnérabilité	**18**	Réviser les modalités du programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	1 200 000 $	- $	1 200 000 $
	19	Sensibiliser la population, même au plus jeune âge, à l'importance d'entretenir de saines relations familiales à l'égard du patrimoine financier	- $	37 500 $	37 500 $
	20	Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix Ensemble contre l'intimidation	57 500 $	- $	57 500 $
	21	Mettre sur pied des activités de sensibilisation sur l'importance d'entretenir des relations exemptes d'intimidation et de favoriser un environnement bienveillant dans les habitations collectives pour personnes aînées	37 500 $	37 500 $	75 000 $
	22	Produire et rendre disponibles des outils visant à sensibiliser la population à l'intimidation dont peuvent être victimes les personnes handicapées	60 000 $	- $	60 000 $
	23	Soutenir l'acquisition de connaissances sur le phénomène de l'intimidation homophobe et transphobe en région	25 000 $	- $	25 000 $
	24	Élaborer une trousse d'outils pour soutenir les divers milieux engagés dans la lutte contre l'intimidation à caractère homophobe et transphobe	- $	- $	- $
	25	Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour	67 000 $	- $	67 000 $
Mesure destinée aux milieux autochtones	**26**	Élaborer et soutenir des projets et des initiatives visant à prévenir et à contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones	286 200 $	- $	286 200 $
			190 000 $	- $	190 000 $
		TOTAL	**4 000 000 $**	**1 970 630 $**	**5 970 630 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-159

Pour chacune des actions prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des actions, ventilé par année;
b) Les montants investis en 2021-2022, 2023 et les projections pour 2023-2024 en indiquant la mesure visée par l'investissement;
c) Pour les années 2021-2022, 2022-2023 indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2023-2024;
d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque action;
e) Pour chaque action, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

Cette question est similaire à celle de la RPPLQ-157 et y a été répondue.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-160

Bilan des consultations, dans le cadre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2020-2025, indiquez :

a) liste exhaustive des consultations effectuées en indiquant les dates de consultation au 31 mars 2023;
b) liste des partenaires rencontrés par le MFA et le cabinet en indiquant les personnes rencontrées et les dates au 31 mars 2023;
c) liste des consultations effectuées sur le Web au 31 mars 2023;
d) sommes investies pour les consultations en 2021-2022, 2022-2023 et les projections pour 2023-2024.

Réponse

Il n'y a eu aucune consultation en 2022-2023.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-161

Indiquer les effectifs (ETC) consacrés au Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.

Réponse

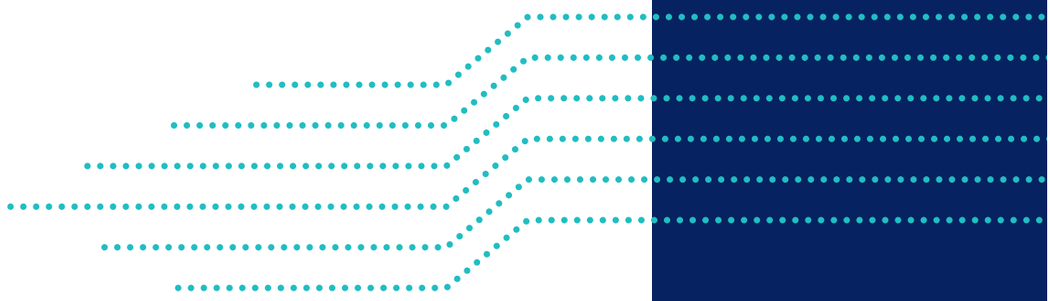
Le Ministère est responsable de coordonner l'action gouvernementale en matière de lutte contre l'intimidation. Dans ce contexte, une équipe est dédiée à la coordination du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 (Plan d'action) et à la mise en œuvre des mesures (six) sous la responsabilité du Ministère.

Pour le Ministère, l'équivalent de 4 ETC œuvrent au Plan d'action :

- trois professionnelles à temps complet : 3 ETC
- une étudiante stagiaire : 0,4 ETC
- une directrice : 0,3 ETC
- une technicienne en administration : 0,2 ETC
- une conseillère en communication : 0,1 ETC

Le Ministère ne détient pas l'information sur les ETC des autres ministères et organismes responsables de mesures du Plan d'action.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes



Famille Québec